

Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN)

Sénégal

Juillet 2014



Gouvernement du Sénégal



Secrétariat Exécutif du
Conseil National de Sécurité Alimentaire



unicef 



Programme
Alimentaire
Mondial

Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN)

Juillet 2014

Programme Alimentaire Mondial, Service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM)

Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM)

Siège social : Via C.G. Viola 68, Parco de Medici, 00148, Rome, Italie

Toutes les informations sur le service de l'Analyse de la Sécurité Alimentaire (VAM) et les rapports en format électronique sur <http://www.wfp.org/food-security> ou wfp.vaminfo@wfp.org

Cette étude a été effectuée avec le soutien financier de la Fondation Bill et Melinda Gates.

Les vues exprimées ne reflètent en aucun cas l'opinion officielle de ces donateurs.

Si vous avez des questions concernant cette analyse de la sécurité alimentaire, merci de contacter :

PAM Sénégal : Inge Breuer, Directrice et représentante du PAM inge.breuer@wfp.org

Wilfred Nkwambi, Chargé de Programme - VAM/M&E wilfred.nkwambi@wfp.org

PAM Siège: John McHarris, Conseiller Principal de Programme, john.mcharris@wfp.org

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans une autorisation écrite. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Directeur, Division des Communications, courriel: wfp.publications@wfp.org

Remerciements

Le présent rapport est le résultat d'un processus de collaboration qui a débuté en 2013 et n'aurait pas été possible sans la contribution de nombreuses personnes et organisations réunies au sein du comité technique du système d'alerte précoce (SAP) coordonné par le Secrétariat Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire (SECNSA). Ce comité technique a été mis en place dans le cadre de la redynamisation du SAP, en 2009, et regroupe le système des Nations Unies à travers la FAO, le PAM et l'UNICEF et les services techniques du Gouvernement impliqués dans la sécurité alimentaire et la nutrition. Depuis, il a capitalisé un certain nombre d'enquêtes sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Le rapport s'appuie principalement sur deux études majeures : « l'enquête nationale sur la sécurité alimentaire et de la nutrition » (ENSAN), juin 2013 et « l'évaluation des marchés agricoles en relation avec la sécurité alimentaire au Sénégal en période de soudure », août 2013.

La mise en œuvre de l'ENSAN pilotée par le SECNSA a bénéficié de l'appui technique et financier du PAM, de l'UNICEF, de l'OMS, de la CLM, de la FAO et du Gouvernement du Sénégal par la mobilisation des véhicules de l'administration. Les membres du comité technique du SAP et des ONG ont activement participé au processus.

Nous remercions ainsi au passage, Mr Abdoulaye KA - coordinateur de la CLM et intérimaire du SECNSA pour son leadership, Mr Ibrahima Ndiaye- responsable du SAP au SECNSA pour la coordination de cette étude et Mr Daddy Dan Bakoye du PAM pour la coordination au sein des agences ; Mme Gueno Seck et Sokhna Guisse toutes deux du SECNSA, , Mr Harouna Soumare de la FAO, Mr Mouhamadou Ndiaye et Moussa Niang tous deux du CSA ; Mme Mareme DIAW de la CLM, Mme Aissatou Dioum de l'UNICEF et Mme Gnagna Ndiaye du PAM qui ont assuré la coordination du volet nutrition. Nous n'oublions pas tous les autres membres du comité SAP et les services techniques décentralisés de l'Etat pour leur participation à la préparation, à la collecte et à la supervision de la collecte des données.

Sur le terrain les équipes ont bénéficié de la sollicitude des autorités administratives, notamment les Gouverneurs et les Préfets qui ont réquisitionné les véhicules nécessaires au déplacement des 168 enquêteurs de la sécurité alimentaire et la nutrition, 42 contrôleurs de la nutrition et 32 superviseurs du niveau régional et central. Elles n'ont ménagé aucun effort pour la réussite de l'enquête.

A travers l'ENSAN, les acteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition ont enquêté le même échantillon portant sur 8521 ménages afin d'analyser les interactions possibles entre la sécurité alimentaire et la nutrition mais aussi d'apprécier la faisabilité de faire coexister sur le terrain les équipes de la nutrition et celles de la sécurité alimentaire.

Quant à l'évaluation des marchés agricoles, elle a été conduite par le PAM avec la collaboration du CSA et du SECNSA qui ont déployé leur personnel au niveau central et au niveau régional.

Le rapport a également bénéficié du concours de l'ANSD et de la DAPSA pour l'accès à des informations démographiques, socio-économiques et de productions agricoles précieuses pour l'analyse.

Le bureau pays du PAM au Sénégal remercie tous ces acteurs dont les efforts, de toute sorte, ont permis d'obtenir des informations très utiles pour la compréhension de la sécurité alimentaire et la nutrition et pour la planification d'actions de développement pour les ménages et les communautés, notamment les plus vulnérables.

Il adresse une mention spéciale aux milliers de ménages et commerçants dans les campagnes et les centres urbains qui ont accepté d'accorder une partie de leur temps précieux aux enquêteurs.

Le bureau pays du PAM au Sénégal tient à remercier particulièrement l'Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI) dont la contribution financière a été déterminante pour la réalisation des deux études sus mentionnées.

L'analyse n'aurait jamais pu être entreprise sans la participation du Bureau pays du PAM à Dakar avec Wilfred Nkwambi, Kokou Amouzou, Mamina Ndiaye et Diaba Bâ de l'équipe VAM;

L'assistance technique lors des différentes étapes du processus a été fournie par Simon Renk, Dominique Ferretti et Anne-Claire Mouillez du Bureau régional du PAM à Dakar, et par Astrid Mathiassen, Souleika Abdillahi, Amit Wadhwa, et Caroline Chaumont du siège du PAM à Rome.

Pour finir nous tenons à remercier la Fondation Bill et Melinda Gates qui a fourni les ressources supplémentaires nécessaires pour mener à bien l'analyse.

Table des matières

RESUME EXECUTIF	10
1. CONTEXTE GEOGRAPHIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIAL	18
1.1 CONTEXTE GEOGRAPHIQUE ET CLIMATIQUE	18
1.2 CONTEXTE POLITIQUE ET DEMOGRAPHIQUE	19
1.3 CONTEXTE ECONOMIQUE ET SOCIAL	20
2. OBJECTIFS, CADRE CONCEPTUEL DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET METHODOLOGIE	22
2.1 OBJECTIFS	22
2.2 CADRE CONCEPTUEL	22
2.3 APPROCHE METHODOLOGIQUE	23
2.3.1. ÉCHANTILLONNAGE ET COLLECTE DES DONNEES DE L'ENQUETE AUPRES DES MENAGES	23
2.3.2 SOURCES DES DONNEES SECONDAIRE	24
2.3.3 DOMAINES D'ANALYSE ET INDICATEURS	24
3. PRODUCTION AGRICOLE ET DISPONIBILITE ALIMENTAIRE	25
3.1 PRESENTATION GENERALE DU SECTEUR AGRICOLE	26
3.1.1 AGRICULTURE	26
3.1.2 ÉLEVAGE	28
3.1.3 ZONES AGRO-ECOLOGIQUES ET SYSTEMES DE PRODUCTION AGRICOLE	28
3.2 PRINCIPALES PRODUCTIONS AGRICOLES	29
3.2.1 PRODUCTION CERELIERE	29
3.2.2 PRODUCTION DES CULTURES DE RENTE	30
3.2.3 PRODUCTION MARAICHERE	31
3.2.4 PRODUCTION DE VIANDE ET DE LAIT	32
3.3 BILAN CERELIER ET DISPONIBILITE ALIMENTAIRE	32
3.4 PRATIQUE AGRICOLE DES MENAGES	33
3.4.1 PRATIQUE DE L'AGRICULTURE	33
3.4.2 STOCKS DES MENAGES	34
3.4.3 PRATIQUE DE L'ÉLEVAGE	35
4. MARCHES ET PRIX	38
4.1 STRUCTURE ET DYNAMIQUE DES MARCHES	38
4.2 PERFORMANCE DES MARCHES	42
4.3 PRIX DES DENREES ALIMENTAIRES ET EVOLUTION RECENTE	43
4.3.1 POLITIQUE DE BAISSSE DES PRIX DU GOUVERNEMENT	43
4.3.2 PRIX DES CÉRÉALES SÈCHES	43
4.3.2 PRIX DU RIZ ORDINAIRE IMPORTÉ	45
4.3.3 PRIX DE L'ARACHIDE	47
4.3.4 ÉVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION (2009-2014)	48
4.4 APPROVISIONNEMENT DES MENAGES	49
5. MOYENS DE SUBSISTANCE ET VULNERABILITE ECONOMIQUE DES MENAGES	51
5.1 PAUVRETE DES MENAGES (INDICE DE RICHESSE)	51
5.2 MOYENS DE SUBSISTANCE DES MENAGES	52

5.3 MOYENS DE SUBSISTANCE ET VULNERABILITE ECONOMIQUE	53
5.4 DEPENSES DES MENAGES	54
5.4.1 DEPENSES ALIMENTAIRE DES MENAGES	55
5.4.2 MENAGES AVEC UNE PROPORTION ELEVEE DE LEURS DEPENSES CONSACREES A L'ALIMENTATION	56
5.5 ÉVOLUTION DE LA PAUVRETE AU NIVEAU NATIONAL	57
<u>6. SITUATION DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE DES MENAGES</u>	<u>59</u>
6.1 CONSOMMATION ALIMENTAIRE DES MENAGES	59
6.2 CONSOMMATION DES ALIMENTS RICHES EN NUTRIMENTS	61
6.3 REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES GROUPES DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE	62
6.4 ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE	63
6.5 SOURCES DES ALIMENTS	64
<u>7. CHOCS ET STRATEGIES D'ADAPTATION</u>	<u>66</u>
7.1 CHOCS RENCONTRES PAR LES MENAGES	67
7.2 STRATEGIES D'ADAPTATION	68
<u>8. SITUATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE</u>	<u>73</u>
8.1 PREVALENCE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU NIVEAU NATIONAL	73
8.2 SITUATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE SELON LES REGIONS, DEPARTEMENTS ET MILIEU DE RESIDENCE	75
8.3 MOYENS DE SUBSISTANCE ET INSECURITÉ ALIMENTAIRE	76
8.4 INSECURITE ALIMENTAIRE ET PAUVRETE	76
8.5 MIGRATION, REMITTENCES ET INSECURITE ALIMENTAIRE	77
8.6 EMPRUNT ET INSECURITE ALIMENTAIRE	77
8.7 NIVEAU D'INSTRUCTION ET INSECURITE ALIMENTAIRE	78
<u>9. SANTÉ ET NUTRITION DE LA MÈRE ET DE L'ENFANT</u>	<u>79</u>
9.1 MALNUTRITION AIGUË	80
9.2 MALNUTRITION CHRONIQUE	81
9.3 INSUFFISANCE PONDERALE	82
9.4 EAU ET ASSAINISSEMENT	82
<u>10. PROFIL DU SENEGAL: SECURITE ALIMENTAIRE, PAUVRETE ET NUTRITION</u>	<u>86</u>
<u>11. RECOMMANDATIONS</u>	<u>88</u>

Liste des tableaux

Tableau 1: Description des groupes de sécurité alimentaire	25
Tableau 2: Terres agricoles.....	26
Tableau 3: Dépenses des ménages par département.....	55
Tableau 4: Evolution de la pauvreté au Sénégal (2005 et 2011).....	57
Tableau 5: Pourcentage des ménages avec une consommation pauvre/limite selon l'indice de richesse	64
Tableau 6: Utilisation des stratégies de survie des ménages pendant les 30 jours précédents l'enquête au niveau des régions.....	70
Tableau 7: Utilisation des stratégies de survie pendant les sept jours précédents l'enquête, selon le milieu de résidence	72
Tableau 8: Classification de la sécurité alimentaire	74

Liste des graphiques

Graphique 1: Evolution de la production céréalière (1997-2013)	30
Graphique 2: Evolution de la production des cultures de rente (2005-2013)*	31
Graphique 3: Evolution de la production de légumes depuis 2003*	31
Graphique 4: Evolution de la production de viande depuis 2005 (en tonnes)	32
Graphique 5: Taux de couverture (en %) des besoins céréaliers par la production céréalière nationale	33
Graphique 6: Pourcentage des ménages qui pratiquent l'agriculture (campagne 2012-2013).....	34
Graphique 7: Pourcentage des ménages qui ont un stock.....	34
Graphique 8: Durée moyenne de couverture du stock (en mois).....	35
Graphique 9: Pourcentage des ménages qui possèdent des animaux.....	36
Graphique 10: Moyenne d'UBT possédée par les ménages	36
Graphique 11: Nombre d'UBT possédés (moyenne) au niveau régional en 2010 et 2012.....	37
Graphique 12: Comparaison des disponibilités en céréales (2011-2013).....	44
Graphique 13: Prix des céréales en juin 2013	44
Graphique 14: Evolution récente des prix des céréales (campagne 2013-2014).....	45
Graphique 15: Evolution des importations de riz et de maïs pendant l'année (2012, 2013)	46
Graphique 16: Evolution du prix du riz ordinaire importé (2008-2014)	46
Graphique 17: Evolution des prix au producteur de l'arachide coque (2008-2014).....	47
Graphique 18: Evolution des indices des prix à la consommation.....	48
Graphique 19: Estimation du niveau actuel des prix des denrées alimentaires par rapport à l'année précédente	50
Graphique 20: Distance entre le village et le marché le plus proche.....	50
Graphique 21: Niveau de pauvreté selon les régions (Indice de richesse)	52
Graphique 22: Moyens de subsistance au niveau national.....	52
Graphique 23: Distribution des moyens de subsistance par région	53
Graphique 24: Pauvreté selon les moyens de subsistance des ménages	54
Graphique 25: Part des dépenses des ménages consacrées à l'alimentation par région (moyenne)	56
Graphique 26: Distribution des groupes de dépenses alimentaires par région	57
Graphique 27 : Fréquence de consommation des groupes d'aliments selon le SCA.....	60
Graphique 28: Fréquence de consommation des groupes d'aliments	61
Graphique 29: Distribution des groupes de consommation alimentaire par région	62
Graphique 30: Consommation alimentaire par milieu de résidence	62

Graphique 31: Sources des aliments des ménages par région	65
Graphique 32: Pourcentage des ménages ayant subi un choc au cours des 12 mois précédent l'enquête...	67
Graphique 33: Chocs rencontrés par les ménages au cours de l'année, selon les régions.....	68
Graphique 34: Utilisation des différentes stratégies d'adaptation selon les régions	69
Graphique 35: Recours aux stratégies de survie selon les moyens de subsistance, la consommation alimentaire et le quintile de richesse	71
Graphique 36: Prévalence de l'insécurité alimentaire selon les régions	75
Graphique 37: Insécurité alimentaire selon les moyens de subsistance	76
Graphique 38: Groupes de sécurité alimentaire par quintile d'indice de richesse.....	77
Graphique 39: Niveau d'instruction du chef de ménages et insécurité alimentaire	78
Graphique 40: Accès des ménages à l'eau potable au niveau des régions	83
Graphique 41: Source d'eau des ménages au niveau des régions.....	83
Graphique 42: Temps passé à aller chercher de l'eau (% des ménages)	84
Graphique 43: Utilisation de toilettes améliorées au niveau des régions	84
Graphique 44: Type de toilettes utilisés au niveau des régions (% des ménages).....	85

Liste des cartes

Carte 1: Découpage administratif du pays	19
Carte 2: Zones agro-écologiques du Sénégal	29
Carte 3: Principaux flux de céréales sèches au Sénégal	39
Carte 4: Flux du riz au Sénégal.....	40
Carte 5: Flux du mil au Sénégal	41
Carte 6: Flux du bétail au Sénégal	42
Carte 7: Prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale au Sénégal.....	80
Carte 8: Prévalence de la Malnutrition Chronique Globale au Sénégal	81
Carte 9: Insuffisance Pondérale Globale au Sénégal	82

Acronymes et abréviations

ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
AGVSAN	Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et la Nutrition
CARI	<i>Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security</i>
CLM	Cellule de Lutte contre la Malnutrition
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
DAPSA	Direction de l'Analyse de la Prévision et des Statistiques Agricoles
ENSAN	Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
IFPRI	<i>International Food Policy Research Institute</i>
IPC	Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire
MICS	Enquête par grappes à indicateurs multiples
OMS	Organisation mondiale pour la santé
PAM	Programme alimentaire mondial
SCA	Score de la Consommation Alimentaire
SDAM	Score de Diversification Alimentaire des Ménages
SECNSA	Secrétariat Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire
SMART	<i>Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions</i>
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
ZD	Zone de dénombrement

Résumé Exécutif

Messages clefs :

- Au Sénégal, environ 16 pour cent de la population est en situation d'insécurité alimentaire. Ces ménages ont une consommation alimentaire déficiente (très déficiente pour ceux en situation sévère) et ils ne peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles.
- Une proportion très élevée de ménages sont en insécurité alimentaire dans les régions de Sédhiou (58%), Kolda (42%), Ziguinchor (39%), Matam (38%) et Kédougou (33%), régions traditionnellement sujettes à l'insécurité alimentaire. Ces régions avaient fortement été touchées par la crise alimentaire de 2012 et les ménages souffrent toujours de ses conséquences : leurs capacités de résilience se sont érodées et une partie de la population est toujours en situation de grande vulnérabilité.
- Dans l'ensemble du pays, environ 42 pour cent des ménages sont en situation de sécurité alimentaire limite. Ces ménages ont une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles mais ne peuvent pas se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles.
- Ces dernières années, les ménages sénégalais ont subi une série de catastrophes naturelles (sécheresse en 2006, 2007 et 2011 et inondations en 2009 et 2012) et de chocs économiques (hausse des prix des produits alimentaires en 2008, crise financière mondiale de 2009 et une nouvelle flambée des prix en 2011) qui ont accru leur vulnérabilité.
- Les ménages ont subi une érosion de leur capacité de faire face à des chocs comme en témoigne le recours fréquent à des stratégies qui mettent en péril leurs moyens de subsistance.

CONTEXTE

Situé sur la côte atlantique, à l'extrême ouest du continent africain, le Sénégal, pays sahélien, est un des pays les moins développés de la planète. En 2013, il était classé 154^{ème} sur 186 pays sur l'Indice du Développement Humain (IDH). En 2011, 46,7 pour cent de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté et 15 pour cent était en situation d'extrême pauvreté. De nombreux objectifs du millénaire ne seront pas atteints à l'échéance de 2015. Ainsi les prévalences de la malnutrition, de la mortalité maternelle et de la pauvreté demeurent particulièrement élevées.

Avec un taux de croissance de seulement 3,3 pour cent depuis 2006, le pays n'a pas bénéficié de la croissance économique rapide qu'ont connu d'autres pays d'Afrique subsaharienne au cours de la décennie écoulée. Les mauvaises performances économiques du pays s'expliquent par le poids du secteur agricole (50% de la population; 18% du PIB), un climat défavorable à l'investissement et aux affaires (mauvaise gouvernance, manque d'infrastructures, manque de ressources humaines) et une perte de compétitivité.

Les ressources les plus importantes du pays sont la pêche, le tourisme et, dans le secteur agricole, la production d'arachide (principale culture de rente du pays). L'économie dépend aussi des transferts de fonds internationaux pour soutenir la demande intérieure.

L'agriculture joue un rôle majeur dans l'économie du Sénégal: environ 72 pour cent des ménages la pratiquent. Mais ce secteur doit faire face à divers défis: assurer avec de moins en moins de bras la sécurité alimentaire d'une population qui croît et s'urbanise rapidement, capter les opportunités dans les marchés domestique et régional et créer de nouvelles opportunités d'emplois agricoles et non agricoles.

Au Sénégal, l'insécurité alimentaire reste une préoccupation constante. Ainsi une grande partie de la population du pays dépend de l'agriculture pratiquée de manière traditionnelle et est dans un état de vulnérabilité chronique en raison de la récurrence des chocs climatiques. Par ailleurs, le pays doit importer près de 70 pour cent de ses besoins alimentaires, principalement le riz, le blé et le maïs. Cette dépendance vis-à-vis des marchés mondiaux expose les ménages aux fluctuations des prix et à une plus grande vulnérabilité.

En 2013, les Nations Unies et leur partenaires avaient estimé qu'environ 2,2 millions de personnes étaient à risque d'insécurité alimentaire suite à l'augmentation de leur vulnérabilité conséquence des crises à répétition des années précédentes et l'impact du manque de pluie en 2011/ 2012 dans certaines régions.

MÉTHODOLOGIE

L'analyse est basée sur l'exploitation des données primaires collectées lors de l'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (ENSAN) en juin 2013.¹ La nouvelle méthodologie CARI2 du PAM qui combine des indicateurs de consommation alimentaire et de vulnérabilité économique a été utilisée pour avoir une vision plus nuancée et approfondie de la sécurité alimentaire dans le pays.³ La méthodologie CARI prend en compte les deux dimensions clés de la sécurité alimentaire : i) l'état à court terme, pour lequel le score de consommation alimentaire est l'indicateur clé, et ii) l'accès à long terme qui est mesuré par rapport à la vulnérabilité économique du ménage (part des dépenses consacrées à l'alimentation) et l'épuisement des actifs des ménages (recours à des stratégies d'adaptation).

L'enquête ENSAN s'était déroulée du 10 au 30 juin 2013 dans les 45 départements du pays. Elle a été menée auprès de 8 521 ménages sélectionnés aléatoirement, 14 860 enfants de moins de 5 ans et 17 200 femmes âgées de 15 à 49 ans dans ces ménages.

L'analyse a été complétée par une analyse de données secondaires récentes dont l'Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition (AGVSAN) de 2010, les enquêtes SMART de 2012 et 2013, l'enquête Démographie et de Santé (EDS) publiée en février 2012 et l'Enquête Démographie et de Santé Continue (EDS/MICS) de 2012-2013. Des statistiques nationales sur l'agriculture et des données macroéconomiques des ministères impliqués dans la sécurité alimentaire ont été utilisées.

COMBIEN DE MÉNAGES SONT EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ?

Au Sénégal, 16 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire (2 pour cent en situation sévère et 14 pour cent en situation modérée).

Ces ménages ont une consommation alimentaire déficiente (très déficiente pour ceux en situation sévère) et ils ne peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles.

Chez les ménages en insécurité sévère, environ 40 pour cent ont eu recours à des stratégies de crise (comme vendre des biens productifs/moyens de transport, réduire les dépenses non-alimentaires essentielles, retirer les enfants de l'école) ou d'urgence (par ex., mendier ou vendre les femelles productrices). Chez les ménages en insécurité alimentaire modérée, 46 pour cent ont eu recours à des stratégies de crise et 15 pour cent à des stratégies d'urgence.⁴

¹ Enquête menée par le Gouvernement sénégalais en collaboration avec le PAM, la FAO, l'UNICEF et l'OMS.

² CARI signifie *Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security*. Pour plus d'information, voir la section 2 ou consulter <https://resources.vam.wfp.org/CARI>

³ L'ENSAN de 2013 utilisait simplement le score de consommation alimentaire (SCA) comme indicateur proxy de la sécurité alimentaire.

⁴ Les **stratégies de stress** conduisent à la diminution de la capacité à faire face à des chocs futurs (par ex., emprunter de l'argent ou dépenser son épargne). Dans le cas de cette AGVSAN, il s'agit de: vendre des équipements ménagers /des bijoux/des habits; vendre

Par ailleurs, environ 42 pour cent des ménages sont en situation de sécurité alimentaire limite. Ces ménages ont une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles mais ne peuvent pas se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles.

OU SONT LES MÉNAGES SONT EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ?

Les régions avec une prévalence élevée d'insécurité alimentaire sont: Sédhiou (58%), Kolda (42%), Ziguinchor (39%), Matam (38%) et Kédougou (33%). Les régions de Tambacounda (22%), Louga (15%) et Fatick (13%) ont également des taux assez élevés d'insécurité alimentaire.

La situation de l'insécurité alimentaire (modérée ou sévère) est critique dans certains départements où elle touche plus de la moitié des ménages enquêtés. Il s'agit des départements de Goudomp (62%), Matam (58%), Vélingara, Bounkiling (57%), Sédhiou (55%), Oussouye (52%) et Médina Yoro Foulah (51%).

Dans les départements de Koumpentum, Salemata, Kédougou, Bignona, Ziguinchor, Ranerou et Kébemer entre 41 et 37 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire. D'autres départements, tels que Tambacounda (23%), Kougheul et Gossas (22%), ont des taux d'insécurité alimentaire au-dessus de 20 pour cent.

Situation de la consommation alimentaire⁵

Au Sénégal, environ 19 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire non satisfaisante.⁶ Environ 5 pour cent ont une consommation alimentaire pauvre à base principalement de céréales et d'un peu de légumes, de sucre et d'huile. Environ 14 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire limite basée principalement sur les céréales accompagnées de légumes, sucre et huile avec de temps en temps un peu de protéines animales et des légumineuses.

Près de 60 pour cent des ménages ne consomment pas d'aliments riches en fer, environ 27 pour cent ne consomment pas d'aliments riches en protéines, 21 pour cent ne consomment pas d'aliments riches en vitamine A et 52 pour cent ne consomment pas de fruits.

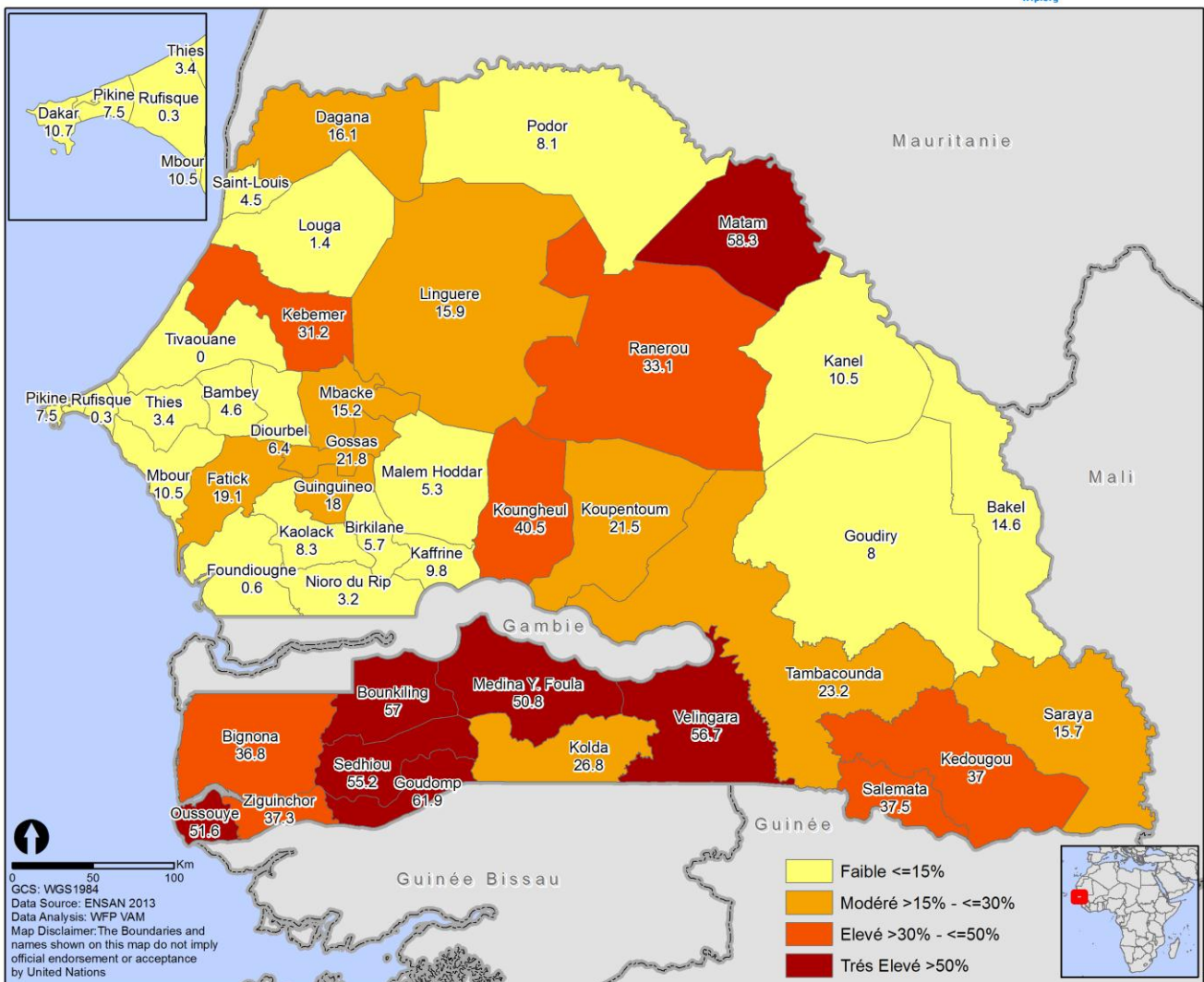
Les régions avec une proportion élevée de ménages qui n'ont pas une consommation alimentaire satisfaisante (pauvre et limite) sont : Ziguinchor (68%), Sédhiou (63%), Matam (47%), Kolda (45%) et Kédougou (42%). Dans ces régions, la proportion des ménages avec une consommation alimentaire pauvre est élevée: Sédhiou (25%), Kolda (19%), Ziguinchor (17%) et Kédougou (15%).

plus d'animaux que d'habitude; acheter des aliments à crédit, échanger/troquer des habits/bijoux contre de la nourriture. Les **stratégies de crise** affectent directement la productivité future. Dans le cas de cette AGVSAN, il s'agit de: vendre ou consommer les semences ; vendre d'autres biens productifs; réduire les dépenses agricoles; réduire les dépenses de santé; et retirer les enfants de l'école. Les **stratégies d'urgence** affectent la capacité future de produire et sont plus difficiles à inverser que les précédentes. Il s'agit ici de recourir à la mendicité et de vendre les femelles productrices.

5 L'ENSAN a utilisé le score de consommation alimentaire comme indicateur de la sécurité alimentaire. Ainsi, la prévalence des groupes de consommation alimentaire dans l'AGVSAN correspond à la prévalence des groupes de sécurité alimentaire de l'ENSAN.

6 Situation au début de la période de soudure (juin 2013).

SENEGAL - Prévalence de l'insécurité alimentaire par département (CARI)



Evolution de la consommation alimentaire

Entre 2010 et 2013, la situation de la consommation alimentaire s'est détériorée dans le pays. Dans les zones rurales, la proportion des ménages dont la consommation alimentaire n'est pas satisfaisante (pauvre ou limite) est passée de 15 pour cent des ménages à 25 pour cent. Dans les zones urbaines, cette proportion est passée de 9 à 12 pour cent.

La différence des périodes de collecte des données entre les deux enquêtes peut en partie expliquer la différence de prévalence des ménages avec une consommation alimentaire pauvre ou limite entre les deux enquêtes. La collecte des données de l'AGSAN de 2010 a eu lieu entre avril et juin qui est la période de pré-soudure. Tandis que l'ENSAN de 2013 a été réalisée au cours de la période de soudure (juin) caractérisée par un épuisement des stocks et une moindre disponibilité.

L'impact de la crise alimentaire de la campagne 2011/2012 qu'a connue le pays peut également expliquer en partie la détérioration de la consommation alimentaire des ménages malgré le bon niveau de production enregistré au cours de la campagne agricole 2012-2013. La proportion des ménages avec une consommation alimentaire non satisfaisante a surtout augmenté dans les régions très touchée par la crise de 2011/2012. Par ailleurs, les prix des denrées alimentaires restent élevés par rapport à 2010. En juin 2013 au moment de l'enquête, les prix des céréales (mil, sorgho, maïs et riz parfumé) est supérieur à la moyenne des cinq dernières années.

La consommation alimentaire s'est détériorée principalement chez les ménages les plus pauvres et pauvres. Ainsi, la proportion des ménages avec une consommation pauvre/limite ne fluctue presque pas dans les quintiles de ménages les plus riches entre 2010 et 2013. Par contre, elle varie plus fortement chez les ménages des quintiles les plus pauvres.

QUI SONT LES MÉNAGES EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ?

Les ménages en insécurité alimentaire sont en général en proie à une grande vulnérabilité économique et sont souvent parmi les groupes les plus défavorisés.

La proportion des ménages en insécurité alimentaire est la plus élevée chez les ménages dépendants de l'aide, dons ou mendicité (38%), les ménages qui pratiquent une agriculture vivrière (28%), ceux qui vivent de l'élevage (27%) ou qui pratiquent une agriculture de rente (23%). Chez ces groupes de subsistance, une proportion élevée des ménages (entre 47 et 58%) est en situation de sécurité alimentaire limite.

Chez les travailleurs journaliers et les ménages qui vivent du commerce des produits agricoles, de la pêche et de l'élevage environ 18 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire.

Les ménages en insécurité alimentaire sont souvent les plus pauvres. Environ 83 pour cent des ménages en insécurité alimentaire sévère appartiennent aux quintiles les plus pauvres (50%) et pauvres (33%) de la population et 55 pour cent chez les ménages en insécurité alimentaire modérée.

QUELLES SONT LES CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ?

Faible productivité agricole

Les rendements agricoles sont généralement faibles. Ces performances médiocres s'expliquent notamment par une mauvaise maîtrise des ressources en eau, par la dégradation des ressources productives, notamment des sols et des intrants (équipements, semences, engrais) et le manque de matériel agricole performant. Par ailleurs, l'insuffisance des infrastructures rurales (stockage, transformation, conservation, pistes de production) freine la commercialisation des produits agricoles.

Dépendance des marchés

Les ménages dépendent fortement des marchés pour s'approvisionner, indépendamment de leurs moyens de subsistance et milieu de résidence. Pour plus de 89 pour cent des ménages, l'achat est la source principale des vivres qu'ils consomment. Seulement 5 pour cent des ménages s'approvisionnent à partir de leur propre production. Les ménages subissent donc toute hausse des prix des aliments qui se répercute directement sur leur consommation.

Les ménages agricoles dépendent aussi des marchés. Leur propre production ne leur permettant pas de couvrir leurs besoins. Environ 80 pour des aliments qu'ils consomment sont achetés.

Pauvreté des ménages

En 2011, presque la moitié de la population (46,7 %) vivait en dessous du seuil de pauvreté. Les taux de pauvreté sont très élevés dans les régions de Kolda (76,6%), Kédougou (71,3%), Sédhiou (68,3%), Ziguinchor (66,8%), Fatick (67%), Kaffrine (63,8%), Tambacounda (62,5%) et Kaolack (61,7%). Globalement, le niveau de pauvreté n'a pas connu d'amélioration depuis 2005.

Autre signe de la vulnérabilité économique des ménages, dans les zones rurales, presque un quart des ménages consacre plus de 65 pour cent de leurs dépenses à l'alimentation. Dans certaines régions comme Kédougou, Kolda

ou Tambacounda, la proportion des ménages qui consacre une part importante de leurs dépenses à l'alimentation est encore plus élevée (entre 40 et 52%).

Niveau des prix alimentaires

Le niveau élevé des prix des produits alimentaires contribue à accroître l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité des ménages. En juin 2013, les prix des céréales (sauf celui du riz importé) étaient supérieurs à la moyenne des cinq dernières années. Les prix du riz parfumé et du maïs importé, deux céréales non concernées par les mesures d'homologation des prix et qui ont connu les hausses les plus importantes, étaient supérieurs de 12 et 7 pour cent respectivement par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Le niveau des prix des céréales locales (mil et sorgho) est aussi légèrement supérieur aux moyennes des 5 dernières années.

Résultat de la politique d'homologation du gouvernement, le prix du riz ordinaire importé est lui inférieur à la moyenne des cinq dernières années (environ -11%). Face au niveau élevé des prix des denrées alimentaires, le gouvernement a pris en 2012 des mesures pour faire baisser les prix et soulager les ménages encore éprouvés par les séquelles de la crise née de la hausse des prix en 2008. Entrées véritablement en vigueur en avril 2013, ces mesures concernent le riz ordinaire importé, le riz non parfumé, le sucre et l'huile.

Sur les cinq dernières années, le niveau élevé des prix des produits alimentaires a été un choc pour un tiers des ménages affectés par un choc en zone rurale (environ deux tiers des ménages) et pour 40 pour cent des ménages affectés par un choc en zone urbaine (18 pour cent des ménages). Dans l'année précédant l'enquête, les pourcentages sont légèrement plus élevés (37% en zone rurale et 45 % en zone urbaine).

Chocs climatiques

Le pays subit des chocs climatiques de manière récurrente ces dernières décennies : la sécheresse en 2006 et 2007, des inondations en 2009 qui ont touché près de 475 000 personnes, puis une sécheresse en 2011 entraînant la crise alimentaire de 2012 avec 800 000 personnes en insécurité alimentaire. En 2012, des inondations ont aussi eu lieu affectant environ 300 000 personnes.

Ces catastrophes naturelles ont un impact négatif sur la croissance et augmentent la vulnérabilité des ménages.

Sur les cinq dernières années, en zone rurale, environ un tiers des ménages disent avoir été affectés par des chocs. Parmi eux, 7 pour cent ont été affectés par la sécheresse et 5 pour cent par des inondations. Parmi les ménages qui ont subi un choc pendant l'année (environ un tiers de la population), 8 pour cent ont été affecté par des inondations (27% dans la région de Diourbel).

Conséquences de la crise de 2011/ 2012

Les ménages continuent de souffrir des conséquences de la sécheresse de l'hiver 2011 et la crise alimentaire qui avaient ensuite durement éprouvé les ménages en 2012 notamment dans les régions de Ziguinchor, Kolda, Matam, Tambacounda et Kédougou.

En témoigne la forte diminution du cheptel des ménages entre 2010 et 2013 dans toutes les régions du pays. Dans les zones rurales, les ménages possédaient environ 5,5 UBT en 2013 contre 7,9 en 2010. Dans les zones urbaines, les ménages possédaient 0,4 UBT en 2013 contre 1,9 UBT en 2010. La diminution est particulièrement forte dans la région de Louga, Kolda, Kédougou, Matam, Saint-Louis et Tambacounda. Elle est révélatrice de leur appauvrissement depuis 2010 et du fait que les ménages ont beaucoup vendu leurs animaux pour faire face à la crise en 2011 et n'ont pas eu le temps et les moyens de reconstituer leur cheptel.

COMMENT S'ADAPTENT LES MENAGES ?

Une proportion très importante de ménages a eu recours à des stratégies d'adaptation pour faire face à un manque de nourriture pendant le mois qui a précédé l'enquête.

Dans les zones rurales, 40 pour cent des ménages ont recours à des stratégies qui mettent en danger leur capacité future à produire et générer des revenus (vente de biens productifs, retrait des enfants de l'école). Ce recours massif à des stratégies dites de crise et d'urgence témoigne de l'ampleur de la vulnérabilité des ménages.⁷ Par ailleurs, un quart des ménages a utilisé des stratégies de stress.

Dans les zones où la prévalence de l'insécurité alimentaire est élevée, la proportion des ménages qui utilisent des stratégies d'adaptation est très élevée : Sédhiou (82%), Kolda (75%), Matam (83%), Tambacounda (69%), Ziguinchor (60%), Kédougou (42%). Dans ces régions, la capacité des ménages à faire face s'est érodée et ils n'ont d'autres choix que d'utiliser des stratégies extrêmes. Dans les régions de Matam, Sédhiou et Kolda plus de la moitié des ménages utilisent des stratégies qui menacent leurs moyens d'existence.

Dans les régions de Louga, Fatick, Kaffrine ou Saint Louis, où la prévalence d'insécurité alimentaire est moindre (15% ou moins), le recours à des stratégies d'adaptation est élevé : Louga (85%), Fatick (77%), Kaffrine (68%), Saint Louis (62%).

Dans les zones rurales, 12 pour cent des ménages ont consommé leur semence, 11 pour cent ont vendu leur femelles reproductrices, 18 pour cent ont réduit leurs dépenses agricoles, 21 pour cent ont procédé à une vente inhabituelle d'animaux. Dans les régions de Sédhiou, Kolda, Matam, Louga, Kaffrine, Fatick, Tambacounda, les proportions de ménages qui y ont recours sont particulièrement importantes.

Pendant les 30 jours qui ont précédé l'enquête, 54 pour cent des ménages ont acheté de la nourriture à crédit pour faire face à un problème alimentaire, 47 pour cent ont cherché une activité additionnelle ou alternative, 28 pour cent ont réduit leurs dépenses de santé.

Dans les zones urbaines, une proportion moindre mais toujours élevée (57%) des ménages ont eu recours à des stratégies d'adaptation. Une proportion moindre de ménages (3%) ont eu recours à des stratégies d'urgence.

SITUATION NUTRITIONNELLE ET SANITAIRE

La situation de la malnutrition aiguë est généralement précaire (MAG à 9,1%), proche d'un seuil d'alerte. Dans certains départements, la situation est critique: les départements de Matam (20,5%), Ranerou (16,3%) et Kanel (17,9%) et le département de Podor (16,7%).

La malnutrition aiguë est en progression dans les régions de Kédougou (5,4% en 2010 contre 9,2% en 2013), Kolda (6,6% à 10,1%) et Sédhiou (6,9% à 10,2%). La région de Matam est dans une situation critique depuis 2010 avec une prévalence qui varie entre 14,1 et 18,8 pour cent.

⁷Voir note de bas de page numéro 4.

1. Contexte géographique, économique et social

1.1 Contexte géographique et climatique

Géographie

Situé à l'extrême ouest du continent africain, le Sénégal est un pays sahélien qui couvre une superficie de 196 722 km². Il est limité au nord par la Mauritanie, au sud par la Guinée et la Guinée Bissau, à l'est par le Mali et à l'ouest par l'Océan Atlantique. La Gambie constitue une enclave de près de 300 km à l'intérieur du pays. Le Sénégal est un pays plat, parcouru par trois fleuves: le Sénégal (1700 km) à la frontière avec la Mauritanie, la Gambie (750 km) et la Casamance (300 km).

Climat

Le climat du Sénégal est caractérisé par deux grandes saisons: (i) une saison chaude et pluvieuse (hivernage) marquée par la circulation de la mousson de juin à octobre; et (ii) une saison sèche de novembre à mai. La durée des deux saisons varie entre le nord et le sud du pays.

La pluviométrie varie beaucoup d'une année à l'autre entraînant des poches de sécheresse, surtout dans la partie orientale du pays. La pluviométrie moyenne annuelle suit un gradient croissant du nord au sud du pays, passant de moins de 200 mm au nord (zone semi-désertique) à 1 200 mm au sud.

La répartition spatiale des précipitations permet de diviser le pays en deux grandes régions climatiques de part et d'autre de l'isohyète 500 mm.⁸ Au nord de cette isohyète, la région sahélienne avec deux régimes pluviométriques: le régime nord sahélien (pluviométrie inférieure à 300 mm) et le régime sud sahélien avec une pluviométrie comprise entre 300 et 500 mm. Au sud de cette isohyète, se trouve la région soudanienne comprenant les régimes nord soudanien (entre 500 et 800 mm) et sud soudanien (au-delà de 800 mm).

Catastrophes naturelles

A l'instar de nombreux pays, le Sénégal doit faire face à une augmentation de la fréquence des catastrophes naturelles notamment la sécheresse, les invasions acridiennes et les inondations. Entre 1990 et 2009, environ 59,7 pour cent de la population ont subi des chocs climatiques comme la sécheresse, les inondations et les températures extrêmes.⁹

Le pays a connu la sécheresse en 2006 et 2007 qui s'est traduite par une baisse de la production agricole annuelle de 15 pour cent. En 2009, des inondations ont touché près de 475 000 personnes, puis une mauvaise pluviométrie en 2011 a entraîné une forte baisse de la production agricole (baisse de 20% de la production de céréale et de 31 % de la production d'arachide par rapport à la moyenne des 5 années précédentes) et la crise alimentaire de 2012 avec 800 000 personnes en insécurité alimentaire. En 2012, des inondations ont aussi eu lieu affectant 300 000 personnes.

Ces catastrophes naturelles telles que la sécheresse et les inondations ont un impact négatif sur la croissance et augmente la vulnérabilité de l'économie toute entière et des ménages.

⁸L'isohyète est une ligne imaginaire reliant des points d'égales quantités de précipitation.

⁹ World Development Indicators, World Bank, 2013.

1.2 Contexte politique et démographique

Démographie

La population du Sénégal était estimée à 13,1 millions d'habitants en 2011¹⁰ et croît rapidement (3,7 pour cent par an). La population est jeune : 42,6 pour cent de la population ont moins de 15 ans.

Plus de la moitié (55%) de la population sénégalaise vit en milieu rural, mais elle est en train de s'urbaniser avec un taux de croissance de la population urbaine de 4 pour cent.¹¹ Elle est aussi inégalement répartie sur le territoire. Dakar est la région la plus urbanisée du Sénégal, avec un taux d'urbanisation de 96 pour cent, suivi par les régions de Thiès (49%), Ziguinchor (46%) et Saint-Louis (45%). Les régions de Diourbel, Fatick et Kaffrine sont les moins urbanisées avec un taux d'urbanisation de 16 pour cent chacune.

Le pays est composé de plus d'une vingtaine de groupes ethniques, les plus importants étant les Wolofs/Lebous (40,8 %), les Peuls (27,6 %), les Sérères (14,4 %), les Diolas (5,3 %) et les Mandinkas (4,2 %).

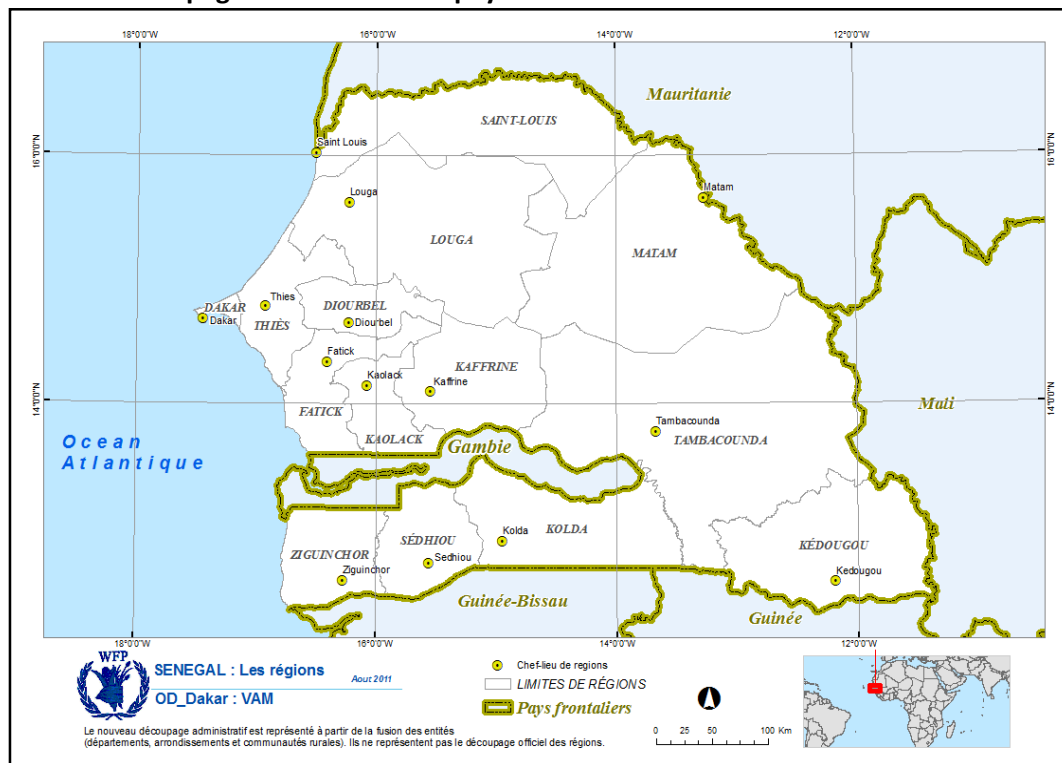
Contexte politique

Le Sénégal est l'un des pays les plus stables d'Afrique et a considérablement renforcé ses structures démocratiques ces dernières années, notamment lors de l'alternance politique à la tête de l'Etat en 2012. Par ailleurs, le nouveau président élu a montré sa détermination au dialogue pour résoudre le conflit en Casamance qui dure depuis plus de 30 ans.

Découpage administratif

Selon le plus récent découpage, le Sénégal compte 14 régions. Ces régions sont subdivisées en 45 départements qui regroupent 103 arrondissements.

Carte 1: Découpage administratif du pays



10 ANSD-SES 2011.

¹¹ ANSD, Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage (RGPHAE), 2013.

1.3 Contexte économique et social

Développement humain et pauvreté

Le Sénégal est un des pays les moins développés de la planète. En 2013, il était classé 154^{ième} sur 186 pays selon l'Indice du Développement Humain (IDH) du PNUD.

En 2011, 46,7 pour cent de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté. La pauvreté au Sénégal n'a baissé que très légèrement au cours des six dernières années, passant de 48,3 pour cent en 2005 à 46,7 pour cent en 2011. Les richesses et les revenus sont inégalement répartis, avec environ 31 pour cent des richesses du pays détenues par la classe des 10 pour cent les plus riches de la population.

La pauvreté est plus élevée dans les zones rurales, où environ 57 pour cent de la population étaient pauvres en 2011, contre 26 pour cent pour Dakar et ses environs.

Economie

Le Sénégal est la deuxième économie en Afrique de l'Ouest francophone derrière la Côte d'Ivoire. Les ressources les plus importantes du pays sont la pêche, le tourisme et, dans le secteur agricole, la production d'arachide (principale culture de rente du pays).

Le secteur primaire (18% du PIB, 50% de la population active) est particulièrement exposé aux aléas climatiques et à la volatilité des cours mondiaux des matières premières. Le secteur secondaire (24% du PIB) repose essentiellement sur les mines d'or, les phosphates, le ciment, l'agroalimentaire et le BTP. Les activités tertiaires (58% du PIB, service public inclus pour 20%), au sein desquelles les télécommunications occupent une place prépondérante, sont fortement dominées par le secteur informel. Le tourisme connaît un ralentissement ces dernières années.

Le Sénégal n'a pas connu la croissance soutenue autour de 6 pour cent en moyenne de la majorité des pays d'Afrique subsaharienne au cours de la dernière décennie. Au Sénégal, la croissance n'a été que de 4 pour cent entre 2000 et 2006, puis de 3,3 pour cent depuis 2006.¹² Les taux de croissance un peu plus élevés en 2011 et 2012 restent inférieurs au minimum de 7 à 8 pour cent requis pour une réduction durable de la pauvreté à l'horizon 2015.

Les mauvaises performances économiques du pays lors de la dernière décennie s'expliquent par le poids du secteur agricole, un climat défavorable à l'investissement et aux affaires (mauvaise gouvernance, manque d'infrastructures, manque de ressources humaines), une perte de compétitivité et une série de chocs qui ont fortement affecté l'économie et les populations.

Ainsi les sécheresses de 2006 et 2007 se sont traduites par une baisse de la production agricole annuelle de 15 pour cent et ont été suivies d'une envolée des prix du carburant et des aliments en 2008 avec un impact considérable sur le coût de la vie (le Sénégal importe 80 pour cent de son riz et 100 pour cent de son blé et de son pétrole). Puis le pays a subi de plein fouet la crise financière mondiale de 2008/2009 qui s'est traduite par une baisse des exportations, du tourisme et des envois de fonds. Entre 2009 et 2012, de nouvelles inondations et sécheresse ont entraîné une baisse importante de la production agricole, accentué la vulnérabilité des ménages et ont eu un coût important pour l'économie. L'instabilité politique avant les élections de 2012 et dans les pays voisins a contribué à la détérioration de l'économie.

¹²Banque mondiale, Stratégie de partenariat pays (2013-2017).

Après les mauvais résultats de 2011 en matière de croissance (+2,6%) causés par la sécheresse, la croissance s'est établie à 3,7 pour cent en 2012 grâce au rebond de l'agriculture et à 3,5 pour cent en 2013. Ces chiffres témoignent toujours de l'absence d'une véritable dynamique de croissance.

Objectifs du millénaire (OMD)

Si des avancées ont été enregistrées dans les secteurs de l'éducation, de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ou encore de la santé, de nombreux objectifs du millénaire ne seront pas atteints à l'échéance de 2015, tels que par exemple l'OMD 1 – réduire la pauvreté de moitié. Les disparités régionales dans l'accès aux services sociaux de base et leur médiocre qualité restent une source de préoccupation majeure. Des progrès ont été réalisés au niveau de la réduction des taux de mortalité infantile et de mortalité maternelle (OMD 4 et 5), mais ils restent limités et cachent de fortes disparités régionales.

Insécurité alimentaire

En 2013, les Nations Unies et leurs partenaires ont lancé un Plan régional de réponse stratégique (2014-2016) pour apporter une aide à des millions de personnes dans neuf pays de la ceinture sahélienne. Il était estimé qu'au Sénégal environ 2,2 millions de personnes étaient à risque d'insécurité alimentaire suite à l'augmentation de leur vulnérabilité conséquences des crises à répétition des années précédentes et l'impact du manque de pluie de l'année dernière sur les récoltes et les pâturages dans certaines régions. Il est prévu d'apporter une aide alimentaire et non-alimentaire à 2,6 millions de personnes.

2. Objectifs, cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et méthodologie

2.1 Objectifs

L'enquête vise à mettre à jour les informations sur la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition afin de mieux comprendre l'impact des chocs récents, notamment de la sécheresse de 2011 dans le Sahel, qui a entraîné une forte baisse de la production céréalière lors la campagne agricole 2010-2011, sur les stratégies des ménages.

L'analyse globale de la sécurité alimentaire a pour objectif général de contribuer à une meilleure compréhension de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la vulnérabilité au Sénégal. Plus spécifiquement, l'enquête vise à :

- Déterminer les tendances de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages ;
- Identifier et caractériser les ménages en situation d'insécurité alimentaire et les tendances ;
- Déterminer les différents types d'expositions aux chocs et risques qui affectent la sécurité alimentaire;
- Identifier les zones et groupes à risques et leurs stratégies de subsistances spécifiques face aux chocs qui déterminent l'état de sécurité et/ou d'insécurité alimentaire et de pauvreté ; et
- Comprendre la dynamique de l'insécurité alimentaire.

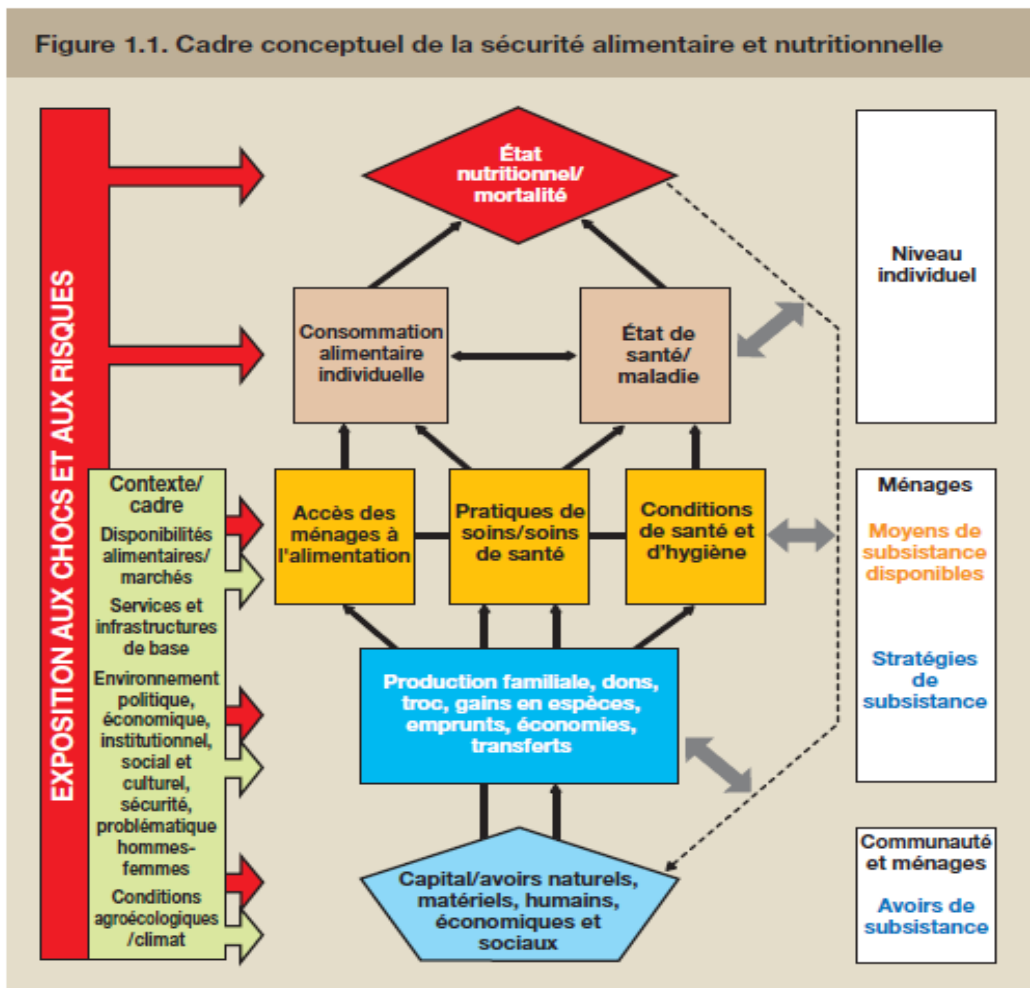
2.2 Cadre conceptuel

L'approche suivie dans ce travail est basée sur le cadre conceptuel de la sécurité alimentaire. Il permet une sélection des indicateurs en tenant compte des spécificités du Sénégal. Le cadre inclut les aspects relatifs à la disponibilité des aliments, leur accès (physique et économique) et leur utilisation (distribution au sein des ménages et utilisation biologique). Il prend en compte les facteurs socio-économiques des ménages mais aussi le contexte politique, social, climatique, institutionnel et économique du pays.

La sécurité alimentaire a connu une évolution dans sa conceptualisation et dans les méthodes utilisées pour son évaluation. Au cours des dernières années, la plupart des définitions ont convergé vers les notions de satisfaction des besoins nutritionnels, d'accès, des risques et de la pérennité. Selon la définition retenue lors du Sommet mondial de l'alimentation en 1996, la sécurité alimentaire est « assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine ».

Le niveau de sécurité alimentaire est fonction de facteurs et des stratégies ou systèmes de vie adoptés par les ménages, y compris les activités de subsistance et les processus à travers lesquelles les personnes accèdent à la nourriture ou aux revenus leur permettant d'acheter la nourriture.

Figure 1: Cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle



2.3 Approche méthodologique

Cette Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition s'appuie sur la complémentarité de techniques qualitatives et quantitatives. Elle repose principalement sur les données collectées auprès des ménages en juin 2013 lors de l'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (ENSAN) et « l'évaluation des marchés agricoles en relation avec la sécurité alimentaire en période soudure » et est complétée par les analyses et conclusions d'autres études et enquêtes précédentes (voir liste ci-dessous). Les données qualitatives de ces enquêtes et études complémentaires ont été intégrées tant pour trianguler et expliquer les résultats de l'enquête quantitative que pour les mettre en contexte.

2.3.1. Échantillonnage et collecte des données de l'enquête auprès des ménages

L'enquête s'est déroulée du 10 au 30 juin 2013 dans les 45 départements du pays. Elle a été menée auprès de 8 521 ménages sélectionnés aléatoirement dans 1 194 districts de recensement, 14 860 enfants de moins de 5 ans et 17 200 femmes âgées de 15 à 49 ans dans ces ménages.¹³

Dans chaque département, l'enquête a couvert le milieu rural et le milieu urbain représentant respectivement 60 pour cent et 40 pour cent des ménages interrogés.

¹³ La taille moyenne des ménages enquêtés était de 12,6 personnes. Environ 23,2 pour cent des ménages enquêtés étaient dirigés par des femmes. L'âge moyen du chef de ménage est d'environ 52 ans. Les différentes ethnies représentées dans l'échantillon sont : des wolofs (43,2%), les peulhs (15,8%), les sérères (14,2%) et les toucouleurs (10,9%).

2.3.2 Sources des données secondaire

L'évaluation de la situation de la sécurité alimentaire est basée sur l'analyse des données des sources suivantes (voir liste détaillée en annexe) :

Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition (AGVSAN) 2010. Menée par le PAM et ses partenaires, l'AGVSAN s'est déroulée d'avril à juin 2009. Elle a été menée auprès de 10 333 ménages dans 838 districts de recensement, 13 416 enfants de 6 à 59 mois et 16 969 femmes en âge de procréer. L'enquête a couvert les différents thèmes de la sécurité alimentaire : la consommation alimentaire, les dépenses alimentaires, les apports énergétiques, les chocs, les stratégies de survie et les sources de revenus.

Enquête SMART (Suivi et évaluation standardisés des urgences et transitions) 2012 et 2013. L'enquête de 2012 s'est déroulée entre mai et juin; celle de 2013 a eu lieu en juin. L'échantillon de la SMART 2012 était de 15 323 enfants âgés de 6 à 59 mois, celle de 2013 a été menée auprès de 17 200 enfants. L'enquête de 2012 a été menée par la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM).

Enquêtes Démographie et de Santé (EDS), publiée en février 2012 : L'enquête menée par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie s'est déroulée d'octobre 2010 à avril 2011 et a couvert un échantillon de 7 902 ménages et 15 688 femmes en âge de procréer. L'enquête couvre les thèmes relatifs aux micronutriments (consommation et déficience), la malnutrition, la consommation alimentaire, la mortalité et morbidité des enfants et les indicateurs WASH.

Enquêtes Démographie et de Santé Continue (EDS/MICS) : L'enquête a eu lieu du 15 septembre 2012 au 15 juin 2013 avec un échantillon de 4 175 ménages et 8 636 femmes âgées de 15 à 49 ans.

Statistiques Nationales. Des statistiques nationales sur l'agriculture et des données macroéconomiques des ministères impliqués dans la sécurité alimentaire ont été utilisées.

Base de données internationale des indicateurs de suivi des OMDs (Banque Mondiale). Cette base de données internationale pour le suivi des OMD est une ressource importante pour analyser les secteurs du développement. Les données de la section "Economie" permettent de dresser un profil macro-économique et de mesurer les performances des pays.

Base de données de la FAO pour le suivi de la sécurité alimentaire (2013): Cette base de données permet de mesurer une série d'indicateurs liés aux différents aspects de l'insécurité alimentaire dans les pays.

L'analyse a utilisé environ sept bases de données secondaires. Les informations ont été triangulées en utilisant les sept sources de données. Les mêmes indicateurs ont été analysés et comparés pour des besoins de vérification de la cohérence des informations.

2.3.3 Domaines d'analyse et indicateurs

La situation de la sécurité alimentaire au Sénégal a été évaluée à travers une série d'indicateurs :

La sécurité alimentaire. Le score composite (ou synthétique) de la sécurité alimentaire regroupe les indicateurs proxy de la sécurité alimentaire et prend en compte les deux dimensions clés de la sécurité alimentaire: i) l'état à court terme, pour lequel le score de consommation alimentaire est l'indicateur clé, et ii) l'accès à long terme dont la capacité d'adaptation est mesurée par rapport à leur vulnérabilité économique (à partir principalement des

dépenses alimentaires et/ou de la base d'actifs des ménages) et l'épuisement de leurs avoirs (à partir des stratégies d'adaptation). Cette méthode standard est basée sur un algorithme.¹⁴

Sur la base de cette méthodologie, l'évaluation classe la situation de la sécurité alimentaire des ménages en quatre catégories de niveau croissant de sévérité. Les deux groupes insécurité alimentaire modérée et sévère combinés donnent la prévalence de l'insécurité alimentaire.¹⁵

Tableau 1: Description des groupes de sécurité alimentaire

Groupe de sécurité alimentaire	Description des groupes
Sécurité alimentaire	Ménage capable de satisfaire ses besoins alimentaires et non alimentaires essentiels sans recourir à des stratégies d'adaptation atypiques.
Sécurité alimentaire limite	Ménage qui a une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles. Ne peut pas se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles
Insécurité alimentaire modérée	Ménage qui a une consommation alimentaire déficiente OU qui ne peut satisfaire ses besoins alimentaires minimaux sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles.
Insécurité alimentaire sévère	Ménage qui a une consommation alimentaire très déficiente OU qui connaît une perte très importante de ses moyens de subsistance qui vont conduire à des déficits importants dans sa consommation alimentaire OU pire.

3. Production agricole et disponibilité alimentaire

Messages clefs

- Dans les zones rurales, environ 72 pour cent des ménages pratiquent l'agriculture. Cette proportion a diminué par rapport à 2010 (81%).
- La majorité des agriculteurs sont des petits exploitants qui combinent agriculture vivrière de subsistance et cultures de rente associées au petit élevage extensif.
- L'agriculture est caractérisée par une faible productivité des terres et du travail. Le secteur souffre de la mauvaise maîtrise des ressources en eau, de la dégradation des ressources productives, notamment des sols et des intrants (équipements, semences, engrais) et du manque de matériel agricole performant. Par ailleurs, l'insuffisance des infrastructures rurales (stockage, transformation, conservation, pistes de production) freine la commercialisation des produits agricoles.
- La production céréalière est en hausse depuis 2002, mais connaît des variations annuelles importantes selon les aléas climatiques. En 2013, la production de céréale était en baisse de 17 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années en raison du manque de pluies dans certaines régions.

¹⁴ L'algorithme utilisé pour estimer la situation de la sécurité alimentaire dans cette étude est basée sur les récents efforts déployés par le PAM pour parvenir à une méthodologie standardisée afin d'estimer la sécurité alimentaire dans divers pays et avec différents types d'évaluations.

¹⁵ Pour plus d'information sur le calcul du score de sécurité alimentaire consulter <https://resources.vam.wfp.org/CARI>

- En juin 2013, seuls 41 pour cent des ménages avaient un stock issu de leur dernière récolte (parmi ceux qui pratiquent l'agriculture). Le niveau du stock était d'environ 20 jours.
- Dans les zones rurales, presque 80 pour cent des ménages pratiquent l'élevage. Les régions où les ménages possèdent le plus d'unité de bétail tropical (UBT) sont celles de Louga, Tambacounda, Matam et Sédhiou.
- Entre 2010 et 2013, la moyenne d'UBT possédés par les ménages a beaucoup diminué dans toutes les régions du pays. Dans les zones rurales, les ménages possédaient environ 5,5 UBT en 2013 contre 7,9 en 2010. Dans les zones urbaines, les ménages possédaient 0,4 UBT en 2013 contre 1,9 UBT en 2010. La diminution est particulièrement forte dans la région de Louga, Kolda, Kédougou, Matam, Saint-Louis et Tambacounda. Elle est révélatrice de leur appauvrissement depuis 2010 et du fait que les ménages ont beaucoup vendu leurs animaux pour faire face à la crise en 2011 et non pas eu le temps et les moyens de reconstituer leur cheptel.
- Le Sénégal n'est pas autosuffisant et doit importer chaque année plus de la moitié des céréales dont il a besoin pour nourrir sa population.

3.1 Présentation générale du secteur agricole

3.1.1 Agriculture

L'agriculture joue un rôle majeur dans l'économie du Sénégal avec environ 72 pour cent des ménages qui pratiquent l'agriculture. Ses performances ont donc une forte influence sur la pauvreté dans le pays. L'agriculture sénégalaise est essentiellement saisonnière et pluviale, reposant à la fois sur des cultures de rente (arachide et coton) et de subsistance (mil, sorgho, maïs et riz).

L'arachide compte parmi les quatre premiers produits d'exportation du Sénégal avec la pêche, les phosphates et le tourisme. Les activités économiques et commerciales liées à la culture de l'arachide jouent un rôle important dans la conjoncture économique du pays. La filière est une des principales sources de revenus monétaires pour le monde rural.

Le pays dispose de 3,8 millions d'hectares de terres agricoles dont 57 pour cent sont des terres arables. Malgré un potentiel en eaux de surface et souterraines important, l'agriculture sénégalaise reste essentiellement pluviale. Seulement 3,61 pour cent des terres agricoles sont irriguées.

Tableau 2: Terres agricoles

Superficie agricole (ha) (2011)	3,800,000
Terres arables (% sur la superficie agricole) (2011)	57.44%
Terres irriguées (% sur la superficie agricole) (2011)	3.61%
Superficie forestière (% sur la superficie des terres) (2007)	44.6%
Prélèvements d'eau pour l'agriculture (% sur les prélèvements totaux d'eau) (2000)	93.0%

Source: FAO CountrySTAT

L'agriculture sénégalaise se caractérise par une faiblesse de ses performances (rendements faibles, tendance à la baisse de la production per capita, faible contribution au PIB etc.)

La majorité des agriculteurs sénégalais sont de petits exploitants. La plupart d'entre eux combinent cultures de rente et cultures vivrières de subsistance, tout en possédant quelques animaux, en élevage extensif et, dans de

plus rares cas, intensif associés aux cultures. Ces exploitations sont caractérisées par une faible productivité des terres et du travail.

La faiblesse des productions végétales est liée à :

- **La dégradation et à l'appauvrissement des sols** : La succession des cultures sur les mêmes parcelles qui ne bénéficient pas d'amendements organique ou minéral pour compenser les exportations des cultures et l'exposition des sols à l'érosion éolienne et hydrique ont beaucoup appauvri les sols agricoles. Les producteurs dont les revenus sont faibles pour la plupart ne peuvent pas acheter suffisamment d'engrais.
- **La forte dépendance à la pluviométrie et aux dégâts causés par les prédateurs**. En effet, des pauses pluviométriques à des moments critiques du développement des cultures ont souvent lieu. De plus, des inondations notamment le long des fleuves Sénégal et Gambie ont eu lieu lors des dernières campagnes agricoles. Par ailleurs, les cultures sont aussi régulièrement attaquées par des prédateurs et maladies. Tous ces chocs se traduisent par une chute des rendements des différentes cultures.
- **La disponibilité en quantité et en qualité de semences, notamment d'arachide**. Le capital semencier s'est érodé depuis les politiques d'ajustement structurel qui ont abouti à la suppression des offices nationaux qui avaient en charge l'encadrement des producteurs, leur dotation en intrants agricoles et a commercialisation de leurs productions agricoles. Le vide n'a pas été comblé par les organisations des producteurs mises en place et qui souffrent de leur structuration, de leur manque de moyens et de formations techniques mais aussi de l'accès limité au crédit et à l'information ;
- **La vétusté et l'insuffisance du matériel agricole**. Depuis le désengagement de l'Etat, dans les années quatre vingt, aucune politique cohérente d'équipement en matériel agricole des producteurs n'a été conduite. Le matériel agricole existant s'est détérioré et n'a pas été remplacé. Beaucoup de producteurs dépourvus de semoirs, de charrue, d'animaux de trait etc. sont toujours en retard dans l'exécution des opérations de semis et de sarco-binage. Ainsi, ils ont souvent des difficultés pour caler le cycle des cultures sous pluies et pour désherber leurs champs afin d'obtenir des rendements satisfaisants.
- **Difficultés de la commercialisation des productions** (arachide, oignon et riz irrigué à un degré moindre). Les difficultés ont pour nature le paiement comptant de la production d'arachide par les huiliers et la concurrence des importations (oignon et riz) qui saturent le marché national. En plus, les organisations des producteurs ne disposent pas d'unité de transformation pour tirer davantage de revenus de leurs productions.
- **L'insuffisance des infrastructures rurales** : elle constitue un obstacle important à l'expansion l'agriculture. L'insuffisance d'équipements post récoltes (stockage, transformation, conservation), de pistes de production, de marchés engendre aussi des difficultés de commercialisation de la production agricole. Les déficiences en infrastructures rurales entraînent des pertes allant de 15 et 30 pour cent de la production agricole. Ainsi seuls 35,5 pour cent des routes sont goudronnées.

Les producteurs ont peu accès au crédit. Une enquête conduite en 2009 a révélé que seuls 47 milliards de FCFA, soit 3 pour cent du total des concours bancaires à l'économie, ont été injectés dans l'agriculture. Les systèmes de financements décentralisés (SFD) sont surtout présents pour le crédit rural mais leur contribution dans le secteur agricole reste faible. Les taux d'intérêt appliqués restent élevés pour des rendements qui sont restés faibles. Ces financements ne permettent toujours pas l'accès à l'équipement et aux intrants agricoles et le recouvrement des dettes agricoles reste très faible.

3.1.2 Elevage

L'élevage, dominé par des modes extensifs, joue un rôle important dans l'économie des zones rurales et constitue une source de revenus additionnels pour de nombreux ménages ruraux. Le secteur contribue à hauteur de 4,2 pour cent au PIB national en 2012.

Mais le secteur a une faible productivité et manque de compétitivité. Les principales raisons sont :

- **le caractère extensif de l'élevage sur des pâturages** : ces derniers sont vite dégradés, par la longue saison sèche, le piétinement et les feux de brousse;
- **le faible niveau de production de viande et de lait des races locales**;
- **les difficultés d'abreuvement et d'alimentation des animaux** : dans cette quête de nourriture, il survient souvent des conflits entre éleveurs et agriculteurs liés à la réduction de l'espace pastoral et à l'urbanisation. En outre, certains pâturages sont inaccessibles à cause de l'absence de forages pastoraux ;
- **les maladies animales** : elles sont notamment dues à une couverture sanitaire et vaccinale déficiente ;
- **le vol du bétail** : c'est devenu un fléau national et sape la volonté des acteurs à investir dans le secteur ;
- les faibles capacités techniques et organisationnelles des organisations d'éleveurs ;
- la faible valorisation des résultats de la recherche.

3.1.3 Zones agro-écologiques et systèmes de production agricole

Le Sénégal est divisé en six zones agro-écologiques.¹⁶

La vallée du fleuve-Sénégal : Les activités économiques sont l'agriculture (riziculture, maraîchage et culture de décrue dans la partie contiguë au fleuve, culture pluviale dans la partie méridionale) et l'élevage extensif pratiqué principalement dans le Diéri. La pêche est pratiquée de façon artisanale sur le fleuve, le lac de Guiers et sur les différents marigots et mares.

La zone sylvo-pastorale. L'élevage extensif constitue le principal système de production, mais la zone abrite aussi des cultures pluviales, associées à l'élevage.

La zone des Niayes est un important pôle économique qui fournit près de 80 pourcent de la production horticole du Sénégal. La densité moyenne de la population est largement supérieure à la densité nationale (65 hbts /km², RGPFA, 2013). L'élevage a tendance à s'intensifier en bénéficiant des sous-produits du maraîchage.

Le Bassin arachidier. La culture arachidière y domine. L'essentiel de la production agricole nationale provient de cette zone de cultures sous pluies. Le bassin produit près des deux tiers de la production de mil et d'arachide.

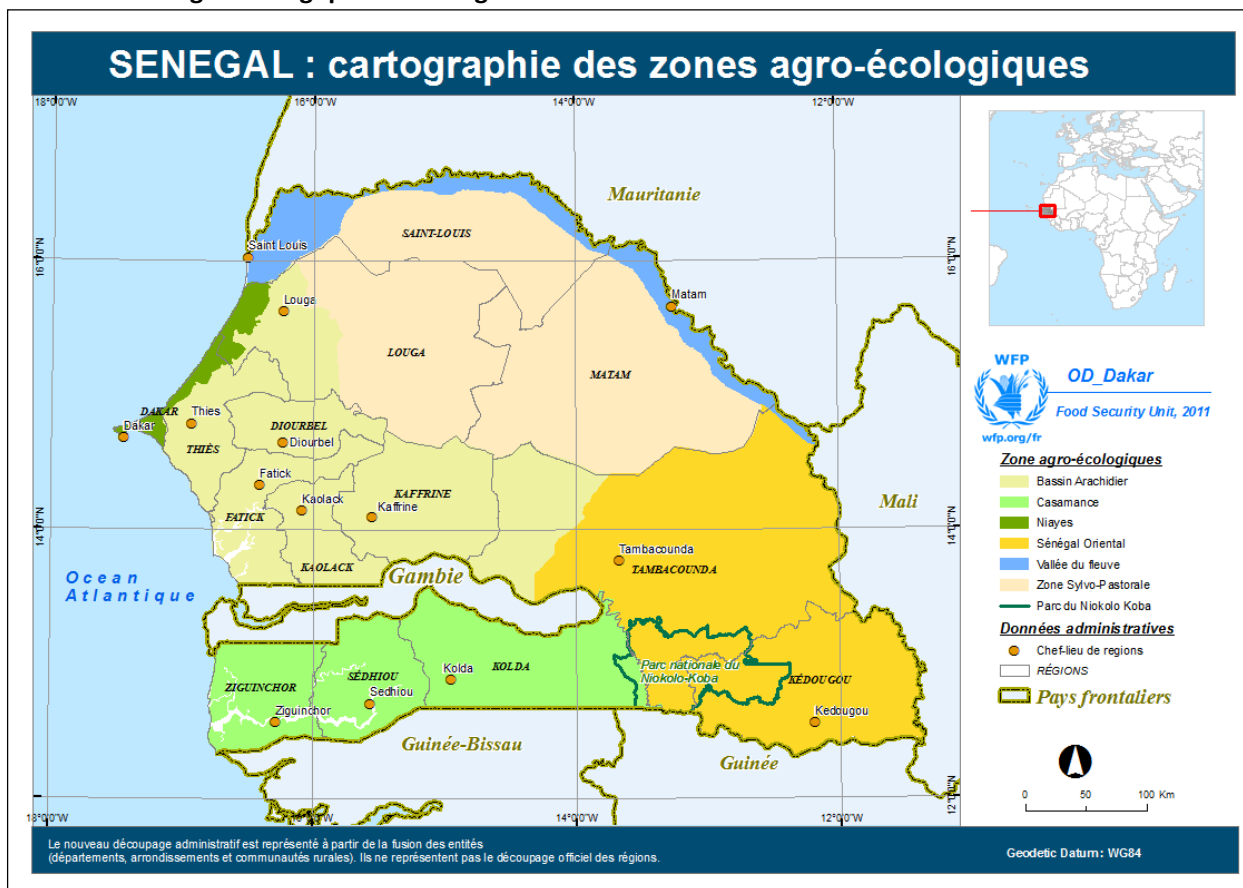
Le Centre-Est et le Sud-Est. Zone avec une faible densité de population, abritant d'importantes réserves fauniques.¹⁷ La pêche, activité marginale de subsistance, est pratiquée sur les cours d'eau. C'est une région où se développent de plus en plus l'agriculture et l'élevage extensif. Toutes les cultures y sont pratiquées. Mais dans plusieurs communautés rurales, l'orpaillage prend le pas sur l'agriculture.

La Casamance est la partie la plus arrosée du Sénégal (pluviométrie >800 mm). Elle abrite les formations forestières les plus importantes du pays. Avec l'extension des zones agricoles et l'exploitation du bois, ces forêts connaissent une légère régression. Toutes les cultures y sont pratiquées, mais souvent de manière très rudimentaires.

¹⁶Voir l'AGVSAN de 2010 pour une description plus détaillée.

¹⁷ Les 2 régions Tambacounda et Kédougou constituent cette zone avec des densités de populations respectives de 15 et 9 habitants/km² (ANSD, RGPFA, 2013).

Carte 2: Zones agro-écologiques du Sénégal



3.2 Principales productions agricoles

3.2.1 Production céréalière

Principales productions

La culture du mil a toujours été la production céréalière la plus importante et représentait un peu plus de 43 pour cent de la production de céréales en 2013. La production du riz s'est développée ces dix dernières années et représentait 32 pour cent de la production céréalière en 2013. La production de maïs a légèrement baissé depuis le début des années 2000 (17 % de la production en 2013), comme celle de sorgho (9%). La production du fonio reste négligeable.

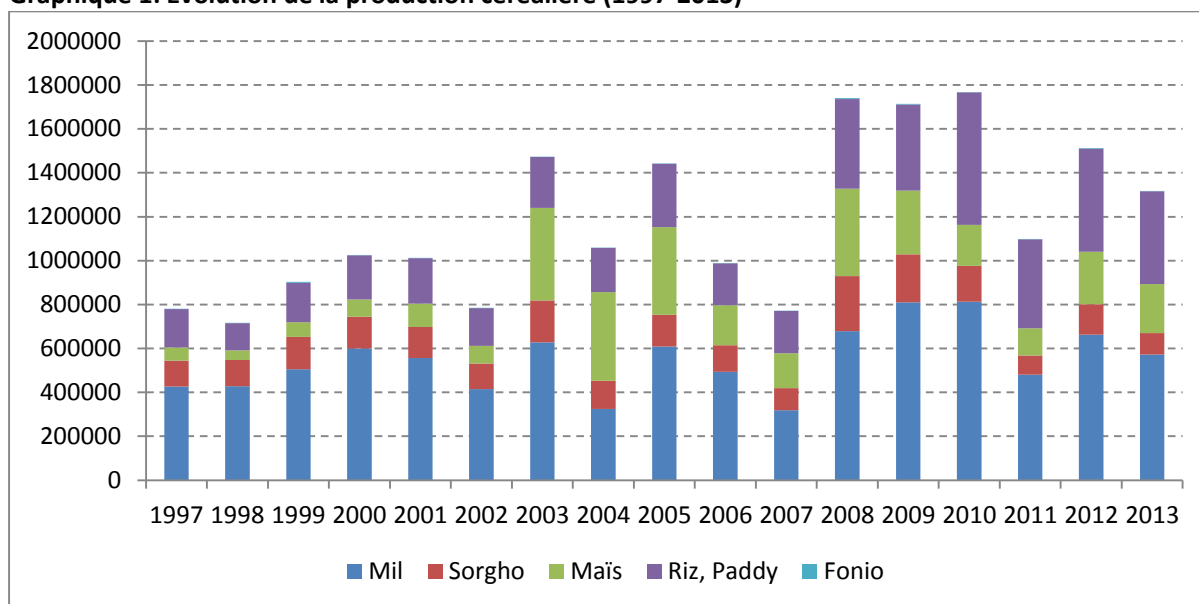
Evolution de la production céréalière (1997-2013)

La production céréalière a globalement connu une hausse depuis 2002 mais avec des fluctuations importantes selon les années et notamment des chutes significatives de la production par rapport à l'année précédente en 2002, 2004, 2006, 2007 et 2011.

La production de céréales a fortement baissé (moins 12%) en 2013 par rapport à l'année précédente en raison de la mauvaise pluviométrie entre juillet et octobre et des inondations. Cela représente une baisse de 17 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années.¹⁸ La production de mil, la céréale la plus importante, a baissé de 14 pour cent comparé à 2012. Les régions les plus affectées sont Longa, Matam, Podor, Diourbel, Kaffrine et Fatick. Les pâtures ont aussi été touchées.

¹⁸ La CFSAM menée conjointement par le CILSS, la FAO, FEWS Net et le PAM en octobre 2013 a estimé la production céréalière pour 2013 à environ 1,3 million de tonnes (incluant les prévisions des récoltes hors saison).

Graphique 1: Evolution de la production céréalière (1997-2013)



Source: FAO CountrySTAT

3.2.2 Production des cultures de rente

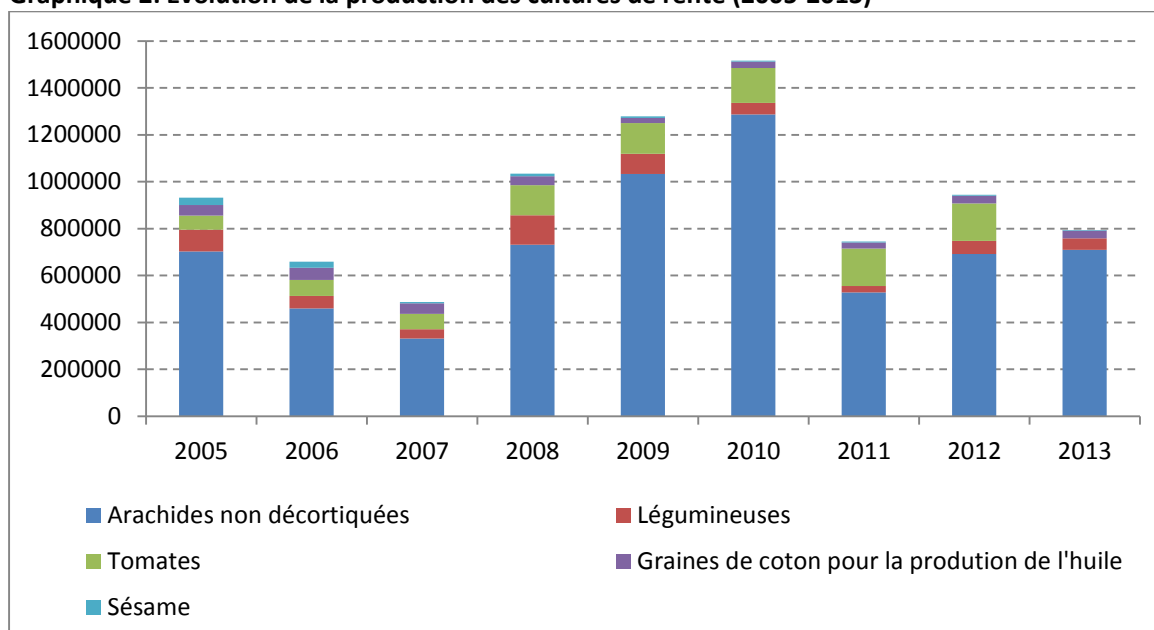
L'arachide est la principale culture de rente du pays. L'arachide est cultivée sur environ 40 pour cent des terres cultivées, soit deux millions d'hectares. Sa culture emploie un million de personnes. La production d'arachide est concentrée dans le bassin arachidier (voir carte des zones agro-écologique) et la partie nord des régions de Kolda et Sédhiou dans la Casamance naturelle.

Bien que la contribution du secteur de l'arachide en devises étrangères a chuté de manière très importante, jusqu'à en apporter moins que ceux des secteurs de la pêche ou de l'exploitation minière, l'arachide continue à jouer un rôle important dans l'économie du Sénégal en étant toujours la principale culture de rente. Les prix de l'huile d'arachide et des produits dérivés de l'arachide sont fixés par le gouvernement. La production d'arachides est très variable en raison des sécheresses périodiques, en plus d'être souvent sous-estimée à cause des ventes du secteur informel au Sénégal. Les exportations de produits liés à l'arachide représentent environ 60 pour cent du total des exportations agricoles. Les exportations d'huile d'arachide sénégalaise représentent entre 45 à 50 % du commerce mondial de l'huile d'arachide. Le Sénégal produit environ 150 000 tonnes d'huile d'arachide par an.

Depuis la forte chute de sa production en 2011 due à la sécheresse, la production a augmenté en 2012 et très légèrement augmenté en 2013. Mais en 2013, la production était toujours nettement moins élevée que la moyenne des cinq dernières années (moins 11%). Cette évolution est la même pour les autres légumineuses et les graines de coton.

La production de sésame a fortement baissé en 2013 et retrouvé son niveau de 2011. Il s'agit d'une baisse de presque 50 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Graphique 2: Evolution de la production des cultures de rente (2005-2013)*



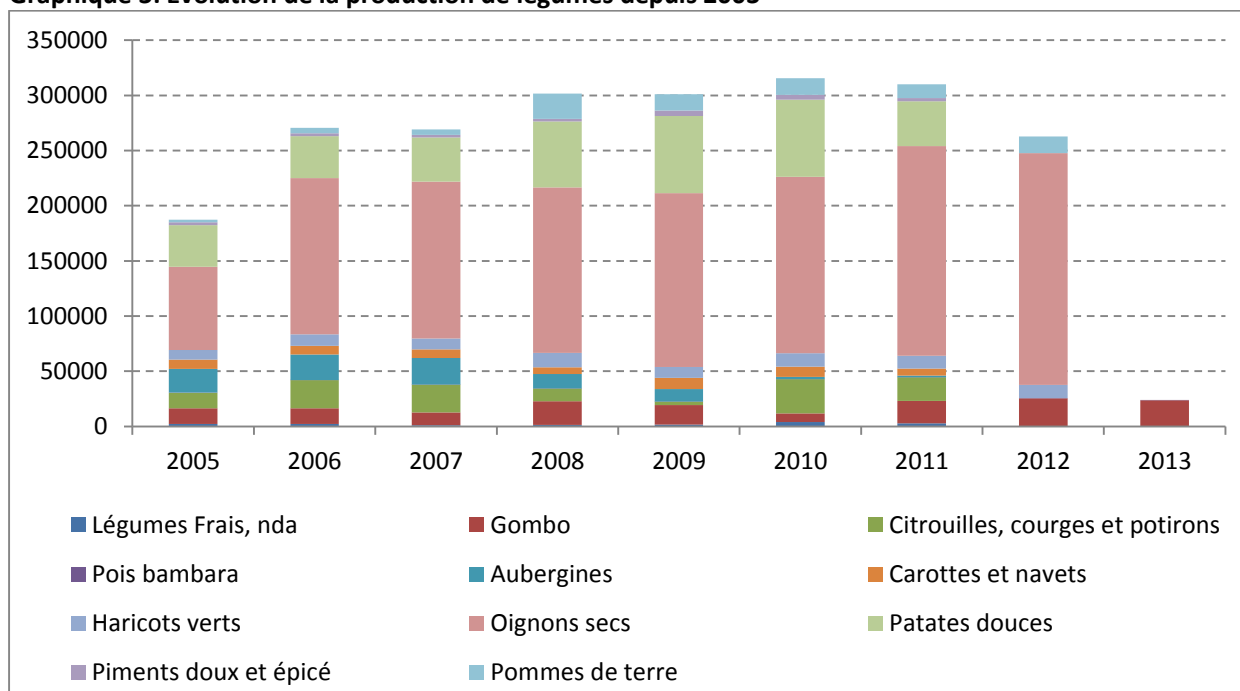
Source : FAO CountrySTAT Enquête Agricole Annuelle, Rapport sur les Statistiques horticoles (DAPSA)

*Les données sur la production de tomate ne sont pas disponibles pour l'année 2013.

3.2.3 Production maraîchère

La production maraîchère s'est accrue de manière régulière au cours de la dernière décennie, mais la production reste largement insuffisante face aux objectifs d'autosuffisance en produits horticoles comme la pomme de terre, l'oignon et la tomate mais également face la nécessité de dégager des surplus exportables. La production de fruits est dominée par les pastèques et les mangues. Elle fluctue énormément selon les années.

Graphique 3: Evolution de la production de légumes depuis 2003*



Source : FAO CountrySTAT. De nombreuses données ne sont pas disponibles pour l'année 2012. Pour 2013, seules les données concernant le gombo et les pois bambara sont disponibles.

3.2.4 Production de viande et de lait

La production de viande a augmenté de 45 pour cent sur la période 2005-2012. Un peu plus des 2/3 de la production sont fournis par les filières bovine (43%) et avicole (26%). La hausse de la production est particulièrement remarquable (95%) pour la volaille, qui a pu ainsi profiter de la mesure d'interdiction d'importer des produits avicoles, en rapport avec la menace liée à la grippe aviaire.

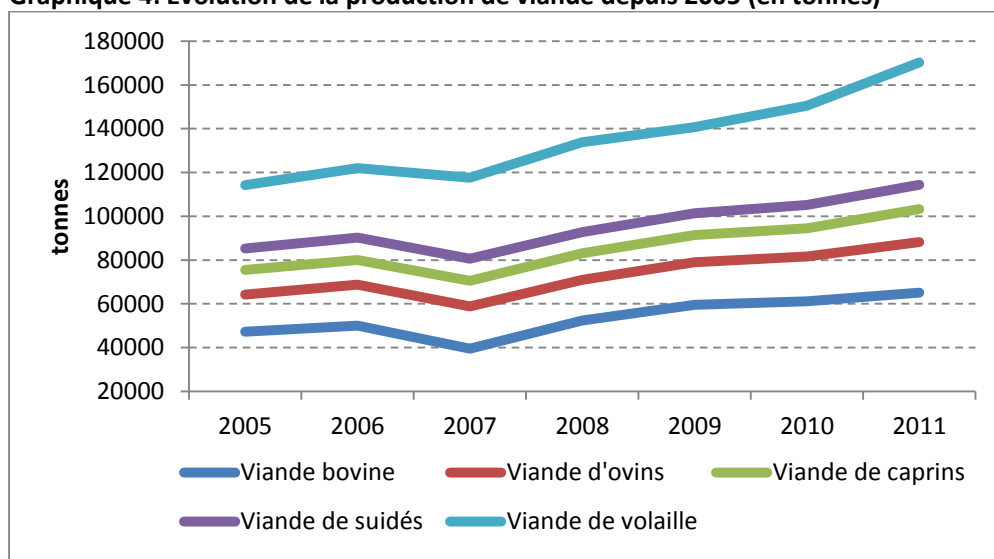
Le léger repli (-2%) de la production de viande enregistré en 2012 est dû principalement à une baisse du poids des carcasses chez les bovins (situation alimentaire difficile vécue par le bétail cette année là).

La production locale de lait a connu également une hausse régulière au cours des 10 dernières années. Sur la période 2005-2012, augmentation de la production de 86 millions de litres (74%), soit un croît annuel moyen de 12,3 millions de litres.

Le système extensif fournit 74 pour cent de la production, 14 pour cent par le système intensif et 12 pour cent par le système semi intensif (métis). La part contributive de ce dernier système est cependant en hausse de 8 points ces 3 dernières années (10% en 2010 à 18% en 2012). Ceci est en rapport avec l'entrée en production de la première génération de vaches métis issues du Programme spécial d'insémination artificielle.

En dépit des progrès réalisés, les importations de produits laitier n'ont pas fléchi et continuent de couvrir, à hauteur d'au moins 55 pour cent la consommation nationale. La consommation nationale de lait est de 36,8 litres par habitant en 2012, en moyenne. Le niveau record est jusqu'ici de 40 litres par habitant (niveau atteint en 1997, 2006 et 2009).

Graphique 4: Evolution de la production de viande depuis 2005 (en tonnes)



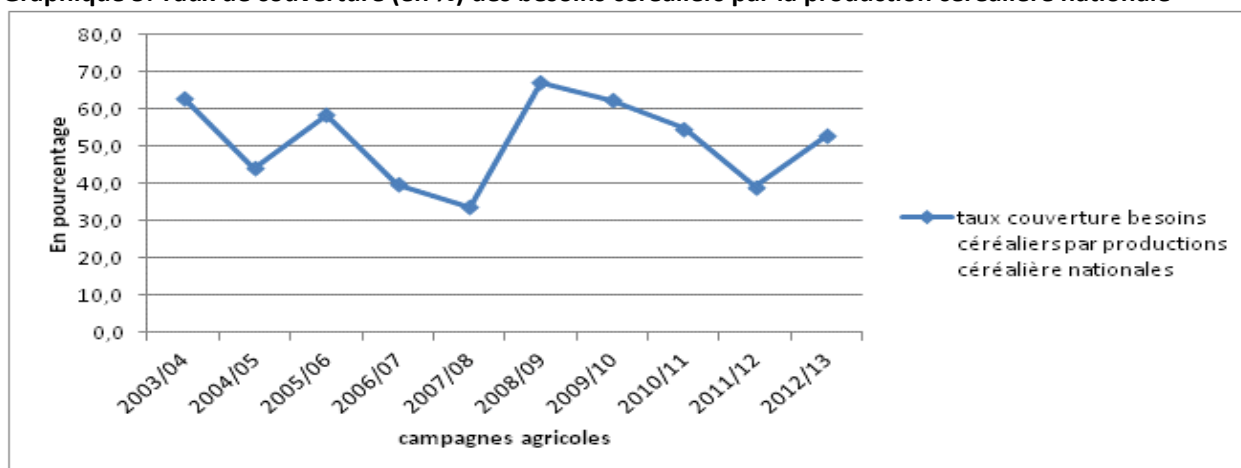
Source : FAO CountrySTAT

3.3 Bilan céréalier et disponibilité alimentaire

Les céréales et les tubercules sont les principales sources d'énergie dans l'alimentation des Sénégalais. Plus de 60 pourcent des apports énergétiques proviennent des céréales et des racines et tubercules. Le riz est la céréale de base de l'alimentation aussi bien dans les centres urbains que dans les campagnes.

Le Sénégal est un pays structurellement déficitaire au regard de la couverture de ses besoins céréaliers. Le taux de couverture des besoins céréaliers par la production céréalrière nationale est très fluctuant à cause de la dépendance de l'agriculture des pluies qui se caractérisent souvent par une mauvaise répartition spatio-temporelle. Sur les 10 dernières années, les taux les plus bas de couverture des besoins céréaliers sont 67 pour cent à l'issue de la campagne agricole 2008/2009 et 34 pour cent en 2007/2008.

Graphique 5: Taux de couverture (en %) des besoins céréaliers par la production céréalière nationale



Source: DAPSA (bilans céréaliers)

Par conséquent, le pays dépend fortement de ses importations notamment de riz, blé et de maïs pour nourrir sa population. Sur les 10 dernières années (2004 à 2013), les importations annuelles moyennes de riz et maïs sont de 835 000 tonnes et 104 000 tonnes respectivement. Ainsi pour la saison 2013/2014, la production céréalière nette était de 1 122 milliers de tonnes et ne couvraient les besoins de la population qu'à hauteur de 43 pour cent. Les besoins d'importation sont estimés à 1 205 milliers de tonnes dont 750 000 tonnes de riz, 350 000 tonnes de blé et 105 000 tonnes de céréales sèches (maïs, mil et sorgho).

Le volume des importations de riz et maïs varie selon le niveau production locale de céréales. Ainsi en 2012, du fait d'une mauvaise campagne agricole 2011/12, les importations de riz avaient atteint 918 897 tonnes contre 804 934 tonnes l'année précédente, soit une hausse de 14 pour cent.

3.4 Pratique agricole des ménages

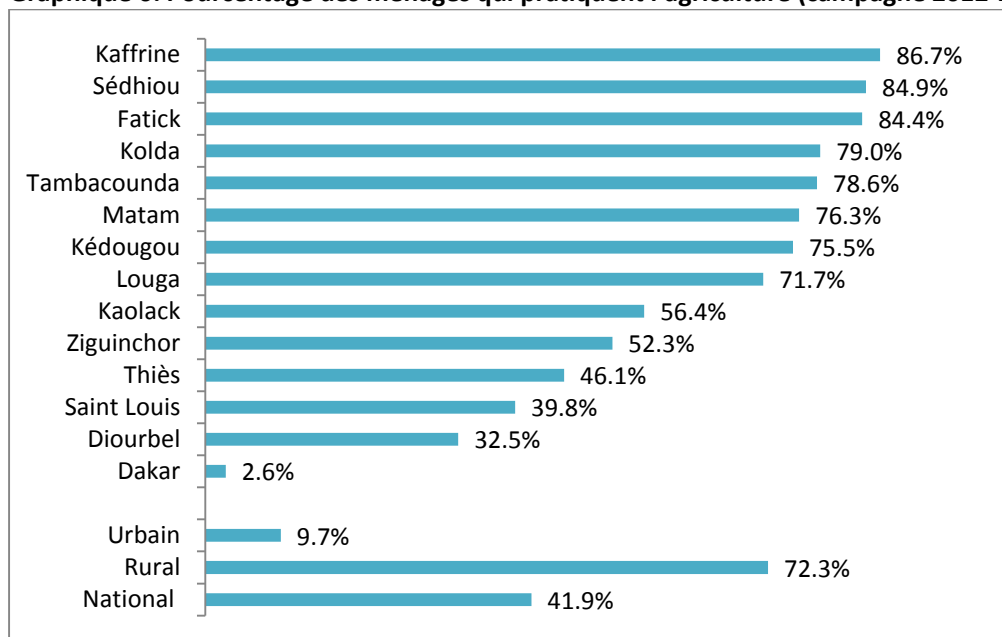
3.4.1 Pratique de l'agriculture

Dans les zones rurales, 72 pour des ménages ont pratiqué l'agriculture au cours de la campagne agricole 2012-2013. Environ 9 pour cent des ménages l'ont pratiqué dans les zones urbaines.

La proportion des ménages qui pratique l'agriculture a diminué par rapport à 2010 dans les zones rurales. Environ 81 pour cent des ménages en milieu rural pratiquaient alors l'agriculture. Cette proportion a très légèrement augmenté en zone urbaine (8% en 2010).

Dans les régions de Kaffrine, Sedhiou, Fatick, Kolda, Tambacounda, Matam, Kédougou et Louga, plus de 70 pour cent des ménages pratiquent l'agriculture.

Graphique 6: Pourcentage des ménages qui pratiquent l'agriculture (campagne 2012-2013)

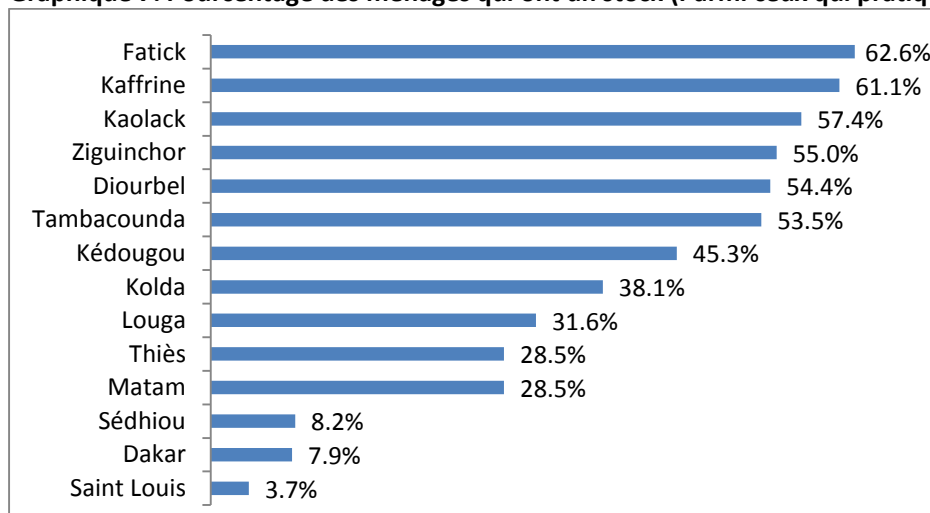


Source : ENSAN 2013

3.4.2 Stocks des ménages

Parmi les ménages qui pratiquent l'agriculture, seuls 41 pour cent avaient des stocks issus de leur dernière récolte en juin 2013. Dans la région de Sédhiou, seulement 8 pour cent des ménages avaient des stocks.

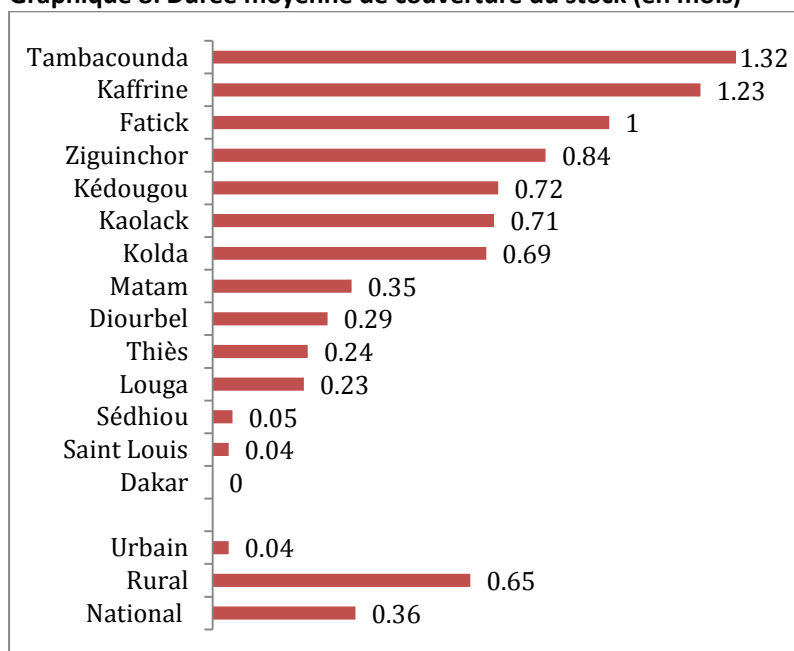
Graphique 7: Pourcentage des ménages qui ont un stock (Parmi ceux qui pratiquent l'agriculture)



Source : ENSAN 2013

La durée des stocks était particulièrement courte. Dans les zones rurales, les ménages avaient un peu plus de 15 jours de stock. Dans les régions de Tambacounda, Kaffrine et Fatick, les ménages ont un mois ou un peu plus de stock, alors que dans les autres régions les ménages ont moins d'un mois de stock. Dans les régions de Sédhiou et Saint Louis, les ménages n'ont plus de stock.

Graphique 8: Durée moyenne de couverture du stock (en mois)



Source : ENSAN 2013

3.4.3 Pratique de l'élevage

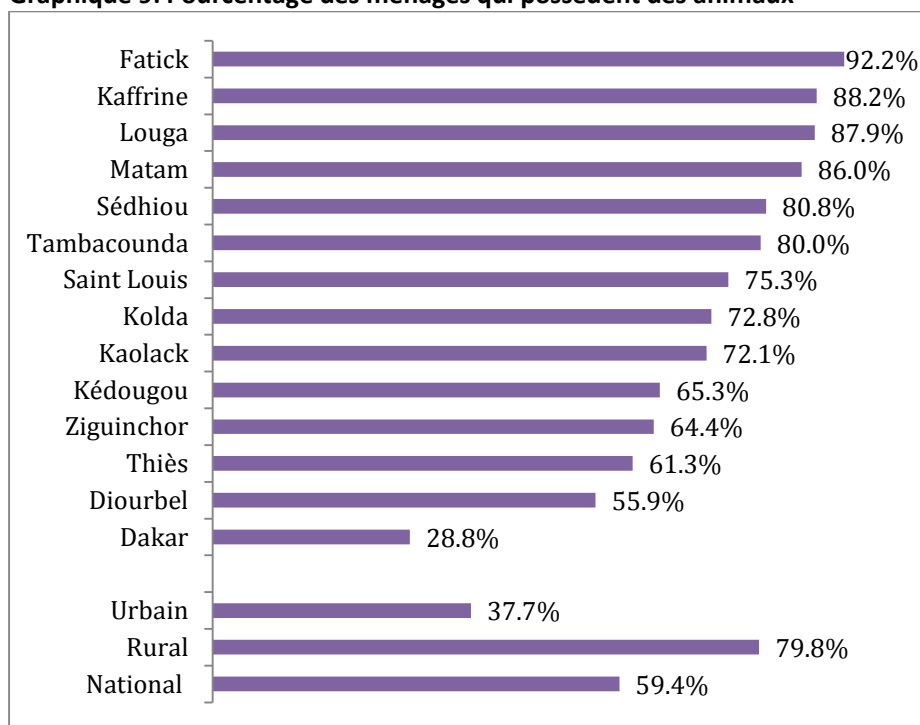
Une proportion importante de ménages élève des animaux. Dans les zones rurales, presque 80 pour cent des ménages élèvent des animaux (88 % en 2010). Dans les zones urbaines, la proportion est de 37,7 pour cent (contre 34% en 2010).

Les animaux les plus communément possédés sont : la volaille, les caprins, les ovins, les ânes et les chevaux. En zone rurale, la moitié des ménages possèdent de la volaille et des ovins. Environ 30 pour cent des ménages possèdent des bovins et 37 pour cent des chevaux.

Les régions où les ménages ont un taux d'unité de bétail tropical plus élevée (les ménages possèdent le plus d'animaux ou des animaux plus chers comme les bovins ou les chevaux) sont les régions de Louga, Tambacounda et Matam.¹⁹

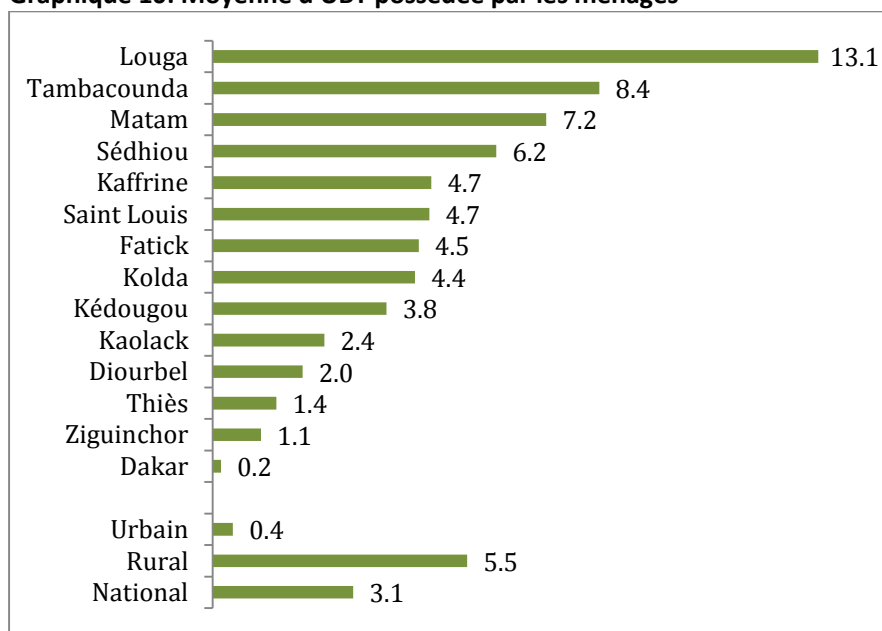
¹⁹Bovins = 0,73 UBT; Caprins/Ovins = 0,12 UBT; Porcs = 0,16 UBT; Volailles = 0,005 UBT; Anes = 0,5 UBT; Chevaux = 1 UBT.

Graphique 9: Pourcentage des ménages qui possèdent des animaux



Source : ENSAN 2013

Graphique 10: Moyenne d'UBT possédée par les ménages



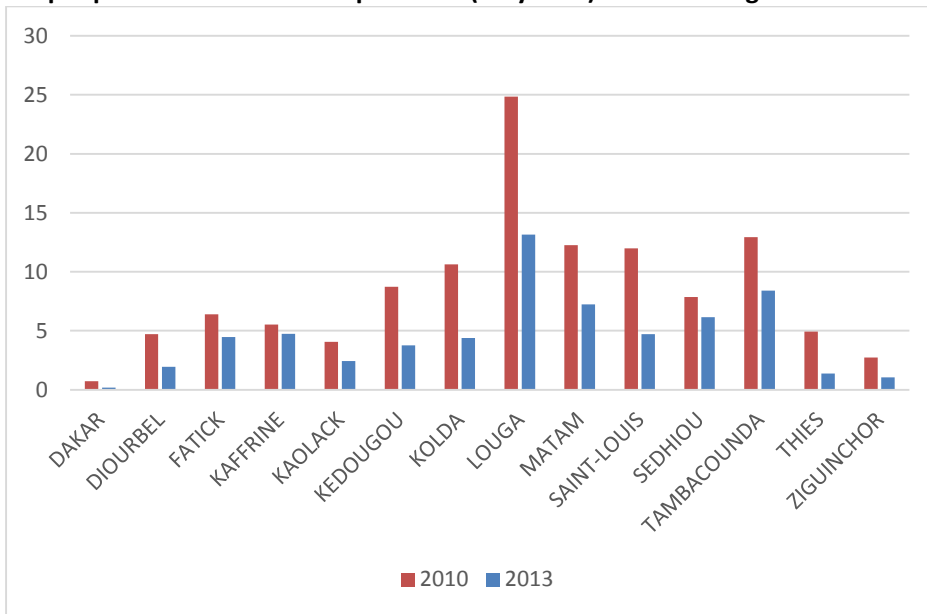
Source : ENSAN 2013

Entre 2010 et 2013, la moyenne d'UBT possédés par les ménages a beaucoup diminué. Dans les zones rurales, les ménages possédaient en 2013 environ 5,5 UBT contre 7,9 en 2010. Dans les zones urbaines, les ménages possédaient 0,4 UBT en 2013 contre 1,9 UBT en 2010.

Le nombre d'UBT possédés par les ménages a diminué dans toutes les régions du pays. La diminution est particulièrement forte dans la région de Louga, Kolda, Kédougou, Matam, Saint-Louis, Tambacounda, Thiès.

Cette diminution du cheptel des ménages est révélatrice de leur appauvrissement depuis 2010 et du fait que les ménages ont beaucoup vendu leurs animaux pour faire face à la crise et non pas eu le temps de reconstituer leur cheptel.

Graphique 11: Nombre d'UBT possédés (moyenne) au niveau régional en 2010 et 2012



Source : ENSAN 2013

4. Marchés et prix

Messages clefs

- Le Sénégal a un réseau de marchés urbains et ruraux important avec un maillage très dense dans le nord et centre-ouest du pays et plus faible dans le sud. Il existe une grande différence de fonctionnement entre les marchés proches de Dakar et des grands axes commerciaux et ceux de l'intérieur qui peuvent plus facilement connaître des ruptures de stock.
- Face au niveau élevé des prix des denrées alimentaires, le gouvernement a pris en 2012 des mesures pour faire baisser les prix et soulager les ménages encore éprouvés par les séquelles de la crise née de la hausse des prix en 2008. Entrées véritablement en vigueur en avril 2013, ces mesures ont contribué à une baisse des prix des produits concernés (riz ordinaire importé, riz non parfumé, sucre et huile). Ainsi, en juin 2013, le prix du riz importé est légèrement inférieur à la moyenne des cinq dernières années (11%).
- De manière générale, les prix des céréales restent élevés. En juin 2013, le prix des céréales était en augmentation par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Les prix du riz parfumé et du maïs importé, deux céréales non concernées par les mesures d'homologation des prix, étaient supérieurs de 12 et 7 pour cent respectivement par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Le niveau général des prix des céréales locales (mil et sorgho) cette année (2013/2014) est en hausse d'environ 10 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Le prix du mil est resté élevé depuis fin 2010 (les prix avaient alors augmenté avec la forte baisse de la production de la campagne 2010-2011).
- Les marchés sont fortement intégrés pour les filières riz importé ordinaire et mil même pendant la période de soudure. Toutefois, l'intégration est meilleure en période post-récolte que pendant la soudure du fait de leur faible niveau d'approvisionnement pendant cette période.
- Seulement 37 pour cent des ménages ruraux ont un marché dans le village. Pour près de 48 pour cent des ménages ruraux, le marché est à plus de 5 kilomètres.

4.1 Structure et dynamique des marchés

Le Sénégal compte de nombreux marchés ruraux et urbains où les populations s'approvisionnent ou écoulent leurs produits. Le réseau des marchés ruraux est très dense dans la partie nord et centre-ouest du pays alors que le maillage est faible au sud du pays. Dans les communes rurales, les marchés sont ouverts hebdomadairement alors que dans les grands centres urbains, ils fonctionnent quotidiennement.

Les marchés ruraux polarisent un certain nombre de villages. En moyenne, les villageois fréquentent les marchés dans un rayon variable selon les zones. De 3 à 7 kilomètres dans les zones du centre-ouest, ce rayon est beaucoup plus important au sud du pays (11 à 20 km). La plupart des marchés sont accessibles car ils sont traversés soit par une piste latéritique ou de production soit par une route bitumée fonctionnelle en saison sèche comme en saison des pluies.

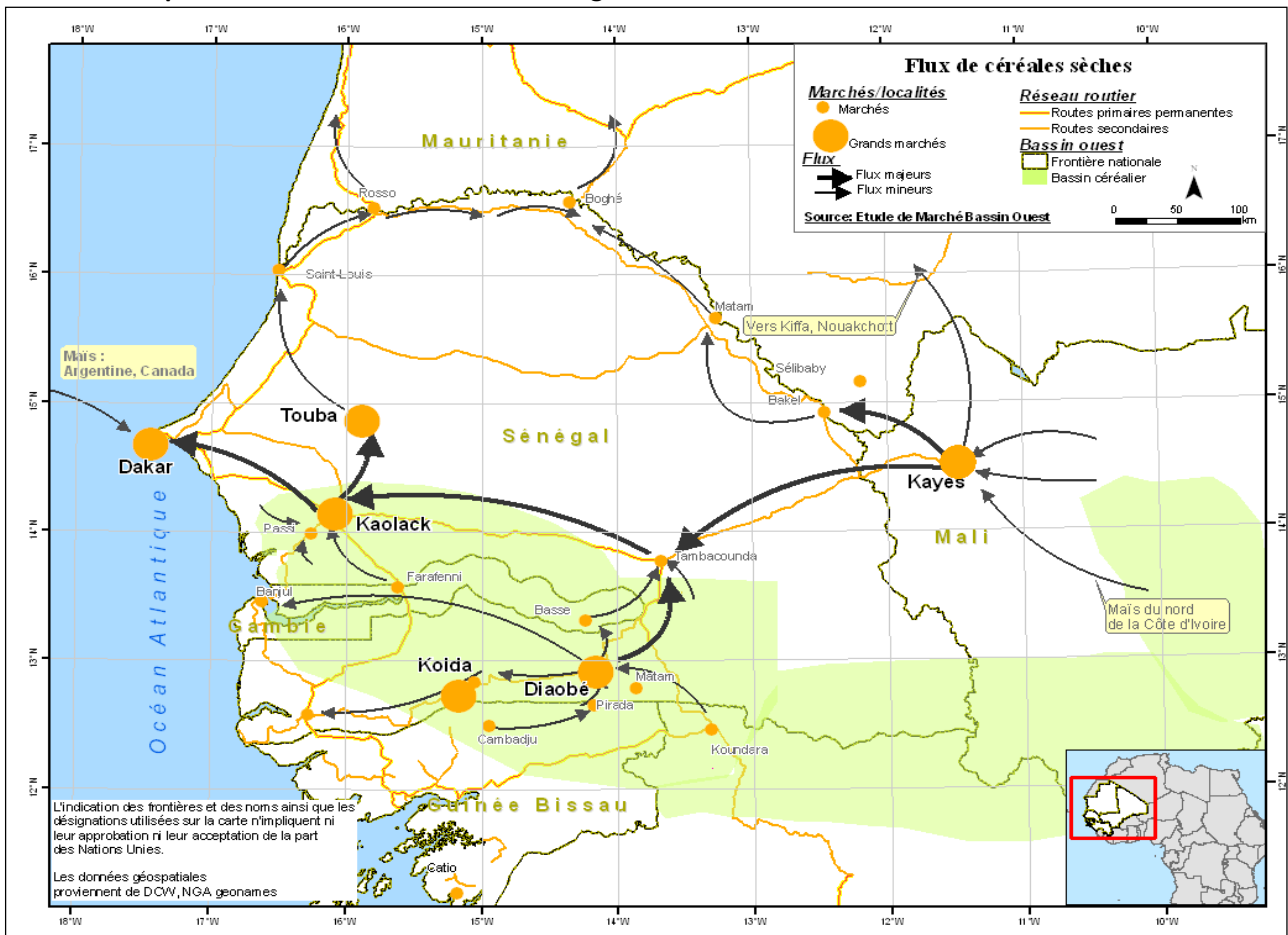
Il existe une grande différence entre le fonctionnement des filières des céréales locales et celles des céréales importées.²⁰ En effet, si les premières ont tendance à être moins efficaces, soumises aux importantes variations saisonnières des disponibilités et des prix car affectées par d'importants goulots d'étranglements au niveau de la production, de la collecte et du stockage limitant la rapidité de réapprovisionnement; celle du riz importé est en mesure de répondre rapidement aux changements de la demande pendant toute l'année.

²⁰Commerce Transfrontalier et Sécurité Alimentaire : Cas du Bassin Ouest. CILSS FAO FEWS NET PAM. Avril 2010.

Marché du riz importé

Au Sénégal, le marché du riz importé est caractérisé par une forte concentration. Cette concentration, caractérisée par d'importantes contraintes au niveau de l'accès au financement et l'organisation de la filière a pu en partie exacerber la hausse des prix en 2008 et contribuer au maintien du niveau toujours élevé du prix cette denrée sur les marchés malgré les mesures prises par le gouvernement depuis 2013 pour une réduction des prix des denrées de bases y compris le riz.

Carte 3: Principaux flux de céréales sèches au Sénégal



Source: CILSS, Cirad, FAO, FEWSNET, PAM

Il existe aussi une grande différence entre le fonctionnement des marchés des zones proches du port de Dakar et des grands axes de communication routiers et ceux de l'hinterland.²¹ Les marchés de l'intérieur dépourvus de route permanente, donc enclavés, peuvent connaître des ruptures de stock en période hivernale, qui coïncide avec la soudure alimentaire annuelle. Ces marchés de l'intérieur, souvent de taille réduite et à l'écart des grands axes de communication, souvent desservis par un petit groupe de commerçants en position dominante, peuvent connaître des difficultés d'approvisionnement en cas d'augmentation brusque de la demande. Le contraste est net avec les marchés des grands centres urbains, bien achalandés tout au cours de l'année, où la clientèle et les vendeurs sont nombreux.

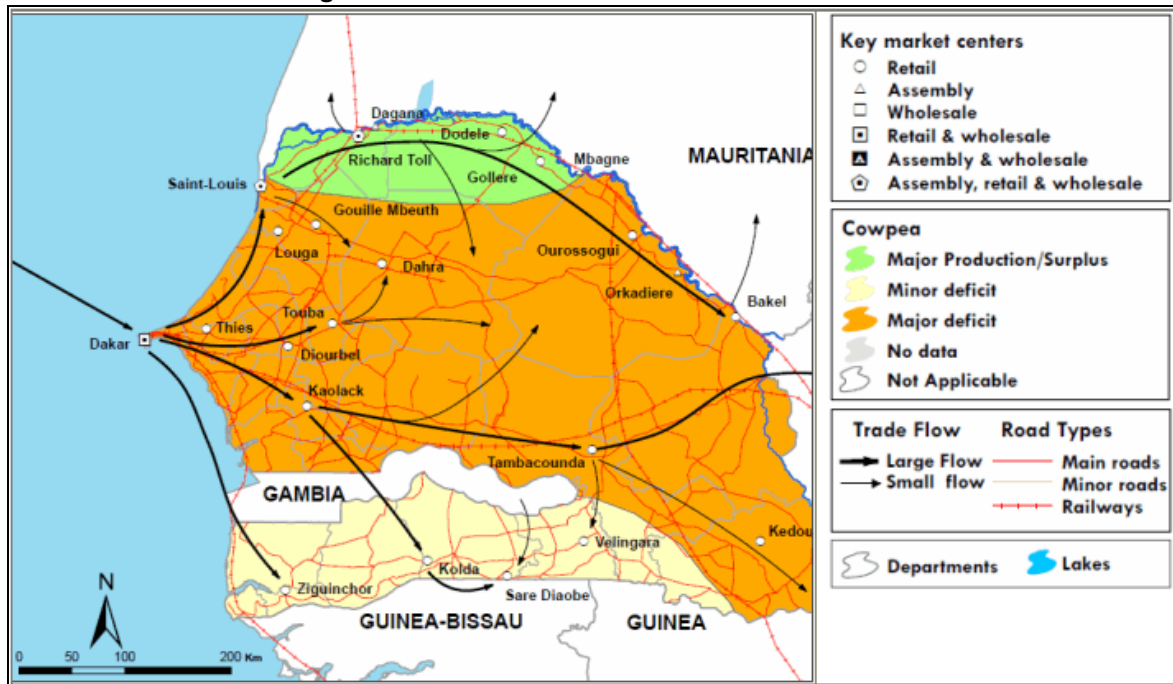
Les marchés de Dakar (Tilène, Thiaroye) jouent le rôle de marché-directeur pour le riz importé dans le Bassin Ouest.²² Les tendances des prix à Dakar influencent le coût du riz dans le reste du Sénégal et même au-delà de ses frontières. Le marché de Dagana dans la vallée du fleuve Sénégal influence également les prix au niveau du bassin

²¹Commerce Transfrontalier et Sécurité Alimentaire : Cas du Bassin Ouest. CILSS FAO FEWS NET PAM. Avril 2010

²²Selon les résultats d'un test de causalité Granger présentés dans l'étude sur le commerce transfrontalier et la sécurité alimentaire. Références ci-dessus.

en ce qui concerne le riz local. Il est possible que les disponibilités en riz local dans la vallée ont un effet sur les prix du riz importé.

Carte 4: Flux du riz au Sénégal



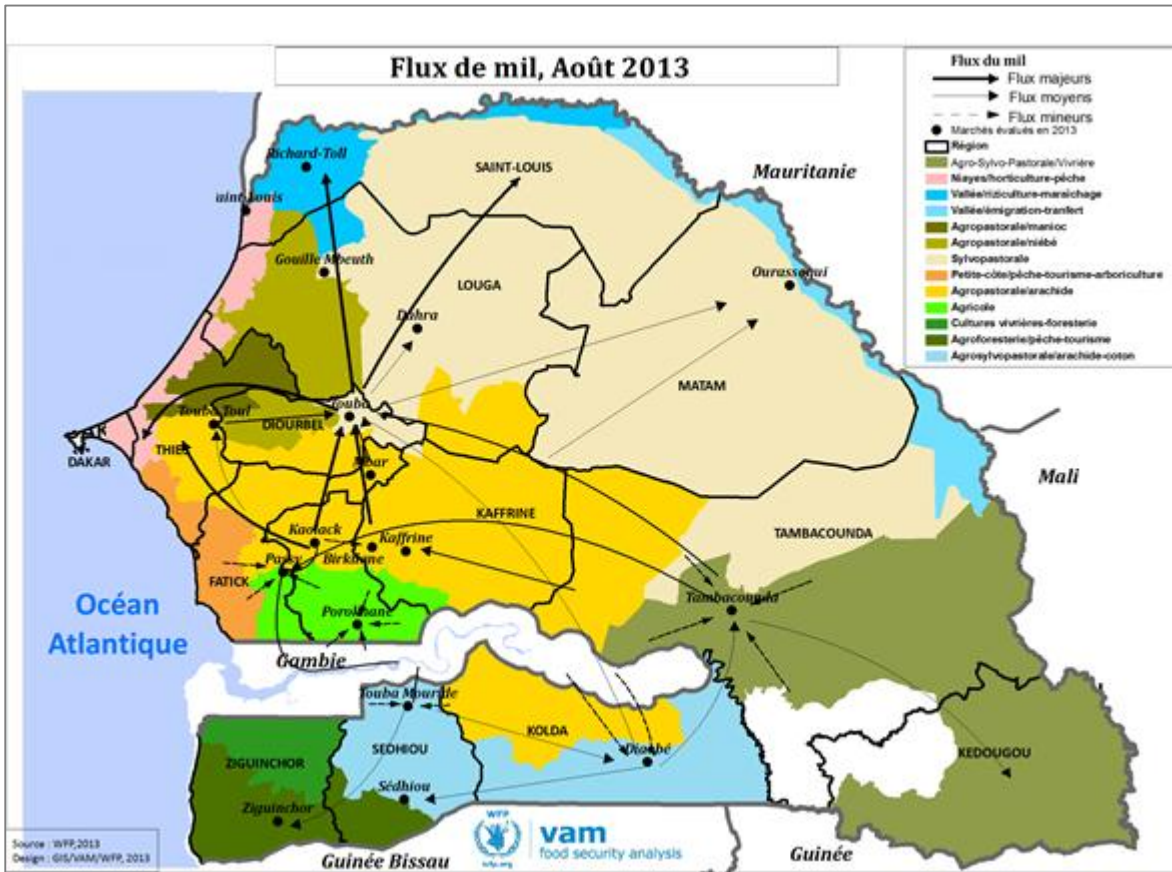
Source : FEWSNET 2010

Marché du mil

Pour le mil, le marché-directeur est celui de Kaolack et des loumas environnant comme Porokhane, Passy, etc. La cartographie des flux réalisée lors de l'évaluation des marchés au mois d'août 2013 (PAM, CSA, CNSA, août 2013) montre le rôle déterminant du bassin arachidier et de la haute Casamance (Nord Kolda et Sédhiou) dans la production des céréales sèches et sur le niveau des prix dans le pays.

Les flux transfrontaliers de maïs et de mil entrant du Mali se dirigent vers les zones déficitaires que sont la région de Dakar et le nord du pays. Pour le riz, les flux se dirigent de Dakar vers l'intérieur, y compris les zones de production (vallée du fleuve Sénégal, Casamance), en particulier en période de soudure, en raison du caractère déficitaire de la production.

Carte 5: Flux du mil au Sénégal



Source : PAM, CSA, CNSA, août 2013

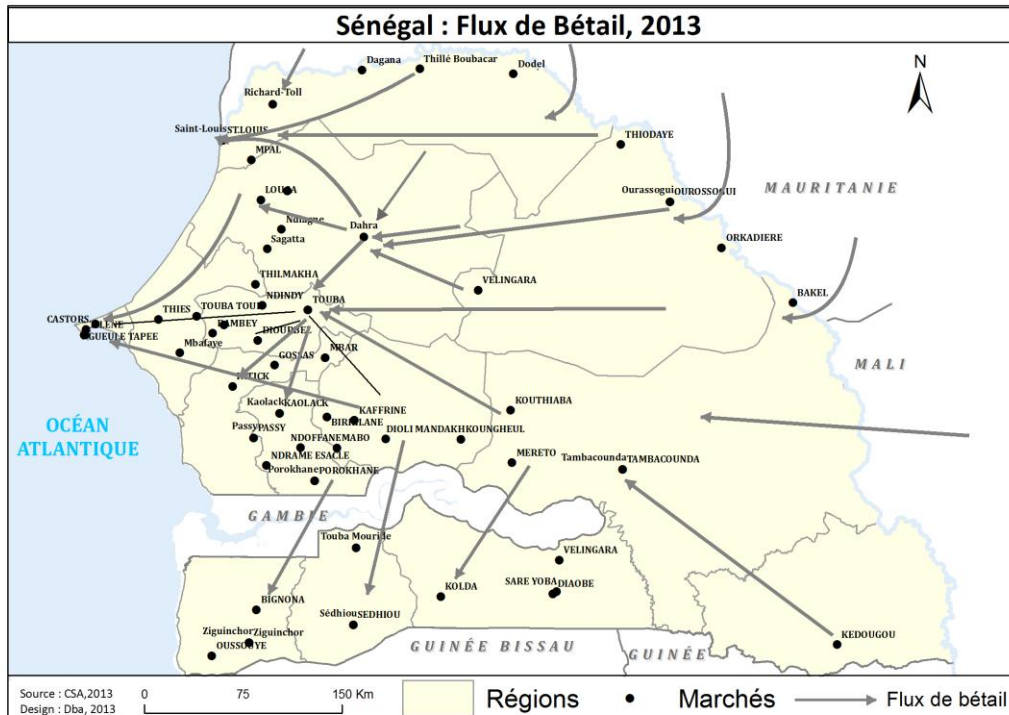
Commercialisation du bétail

La filière bétail-viande est caractérisée par la présence d'une multiplicité d'intermédiaires dans les circuits de commercialisation, qui restent généralement longs et complexes et la prédominance de l'informel au niveau de différents types de marchés.

Les circuits marchands convergent principalement vers la grande agglomération dakaroise, en desservant également d'autres marchés de consommation importants tels que Saint-Louis, Touba, Kaolack, Thiès. Le circuit nord, qui est polarisé par le marché de Dahra, connaît les flux les plus importants. En effet, Dahra, de part sa position géographique et son importance sert de carrefour entre l'offre venant de la zone sylvo-pastorale et les offres en provenance du Mali et de la Mauritanie.

Toutefois, de plus en plus le circuit sud et est du pays connaît un engouement du fait des transferts direct du Mali et ceux de la Mauritanie passant par le Mali. De ce fait, le marché de Tambaounda devient le deuxième plus important marché à bétail du pays. Tambaounda est le débouché principal de la région et le point de rencontre des flux provenant de la Casamance et de marchés spécifiques comme Kafori, Diaobé, Médina Gounass. Cette ville profite du commerce transfrontalier du bétail, notamment lors de la fête de Tabaski.

Carte 6: Flux du bétail au Sénégal



Source : PAM, CSA, CNSA, aout 2013

4.2 Performance des marchés

Le riz ordinaire importé, principale denrée consommée par les ménages sénégalais, est quasiment présent sur tous les marchés. Les quantités disponibles sont généralement abondantes voire très abondantes. Les prix augmentent avec la distance de Dakar en raison des coûts de transport. Ainsi, les prix les plus élevés sont souvent relevés sur les marchés de Ziguinchor, Ourosogui, Kédougou, etc.

Le marché du riz importé est fortement intégré même si la filière est plus intégrée pendant la période de post-récolte que pendant la période de soudure.²³ En effet, pour la majorité des marchés, la valeur du coefficient de corrélation de la période post-récolte (coefficient moyen=0,782) est supérieure à celle de la soudure (coefficient moyen=0,592). Par exemple, une forte corrélation est observée entre Kaolack et Mbar d'une part ($r=0,896$), entre Kaolack et Ourosogui d'autre part ($r=0,956$) et entre Kaolack et Porokhane ($r=0,900$) pendant la période post-récolte. Pendant la soudure le coefficient passe respectivement à 0,28 ; 0,912 et 0,749.

Le riz ordinaire importé et le mil étant complémentaires dans l'alimentation des ménages, le niveau d'approvisionnement des marchés en mil détermine en partie le niveau de prix du riz ordinaire. Ainsi à la récolte, les prix sont plus homogènes entre les marchés.

La filière mil est également fortement intégrée (coefficient d'intégration de 0,721). De plus, la filière est mieux intégrée pendant la période post-récolte dont le coefficient moyen est de 0,733 contre 0,709 pour la soudure. En effet, le bon niveau d'approvisionnement des marchés pendant l'après récolte favorise une harmonisation/uniformisation du mécanisme de fixation des prix des céréales locales ce qui se reflète sur le niveau relativement homogène du prix sur les différents marchés.

²³L'analyse des séries des prix (janvier 2007 à juillet 2013) éclatées selon la période de soudure (juin à août) et la période post-récolte (novembre à février), à travers des tests de corrélation de Pearson, permet d'illustrer le degré d'intégration entre les principaux marchés du Sénégal. Le test de corrélation permet d'estimer la co-variation entre deux séries de prix. Un coefficient de 1 indique une évolution parfaitement synchrone des prix entre deux marchés. Un coefficient proche de 0 indique que les prix évoluent de façon indépendante. Un coefficient négatif indique une relation inverse entre les séries de prix; quand l'une augmente, l'autre baisse.

L'analyse de l'intégration des marchés pendant la période post-récolte révèle un lien positif et significatif entre les prix pratiqués sur ces marchés à l'exception d'une part entre Passy et Kaffrine et Passy et Ourosogui d'autre part. Des liens forts et significatifs existent entre Diabé et ces marchés d'approvisionnement comme Kaolack, Passy, Saint Louis et Gouille Mbeuth.

4.3 Prix des denrées alimentaires et évolution récente

4.3.1 Politique de baisse des prix du gouvernement

En avril 2012, le nouveau gouvernement au pouvoir a pris des mesures pour faire diminuer le prix de certaines denrées de base. Il s'agit de soulager les ménages encore éprouvés par les séquelles de la crise née de la hausse des prix en 2008 et de contrebalancer la tendance haussière des prix de toutes les denrées de première nécessité - amorcée depuis 2000, avec des pics assez importants en 2011 - qui concernent principalement le riz, le sucre, l'huile, le gaz butane, le lait en poudre et l'essence super. Cette hausse généralisée des prix grève fortement le pouvoir d'achat des consommateurs.

Mais au regard du non-respect de ces mesures, le gouvernement a dû recourir à l'homologation certaines denrées de première nécessité pour faire appliquer un peu partout les prix revus à la baisse depuis avril 2012. Cette mesure qui concerne le riz ordinaire, le sucre et l'huile en fût est entrée en vigueur un an après soit en avril 2013. Cette homologation fixe le kilogramme du riz ordinaire à 435 FCFA, du riz non parfumé à 208 FCFA, du sucre cristallisé à 580 FCFA et le litre de l'huile en fût à 960 FCFA.

En plus des mesures coercitives pour améliorer le pouvoir d'achat des Sénégalais, le processus est soutenu par la mise sur pied d'un réseau de boutiques sur l'étendue du territoire. Les commerçants ayant acceptés d'appliquer les prix arrêtés et homologués par l'Etat bénéficient de certains avantages, comme la livraison de marchandises à domicile sans frais, la possibilité de crédits et d'économie d'échelle à travers une centrale d'achat.

L'homologation a ainsi permis d'améliorer et de renforcer le pouvoir d'achat des consommateurs. Ainsi, le niveau des prix du riz par exemple est inférieur à toutes les périodes de référence, avec des écarts de baisse plus importants par rapport au mois de février 2012 (-10 à -18%).²⁴

4.3.2 Prix des céréales sèches

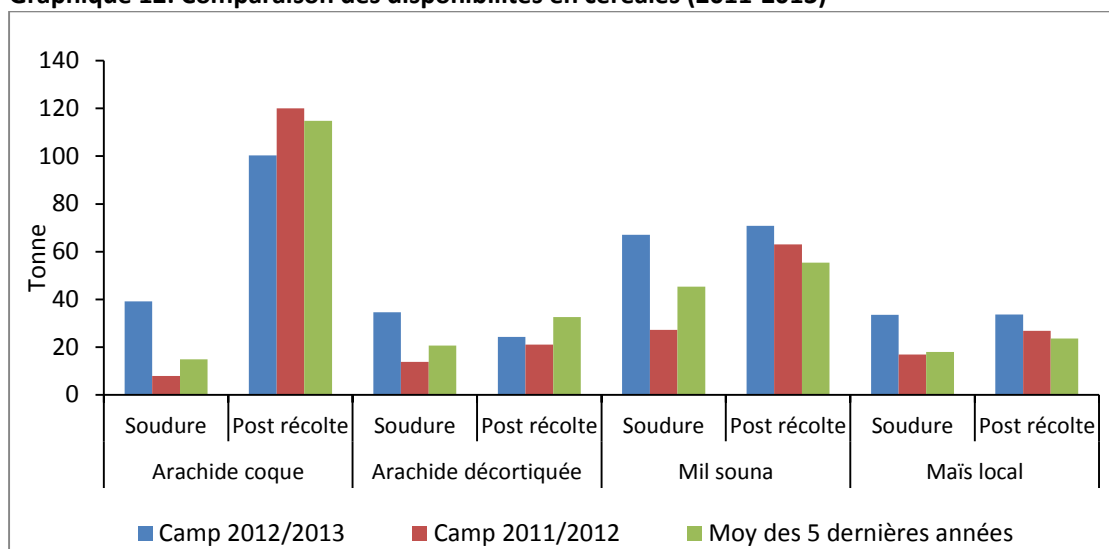
Variation annuelle

Le niveau des prix (au producteur et au détail) est généralement caractérisé par une période prix bas entre octobre et janvier (période de récolte) et une période prix élevés entre mai et août (période de soudure). En effet, dès la récolte au mois de septembre ou octobre selon les régions, les prix chutent fortement sur les marchés de collecte et plus modérément sur les marchés de regroupement ou de consommation. Cette baisse est due à l'arrivée des nouvelles récoltes et au déstockage de la campagne agricole précédente par les producteurs.

Ce caractère saisonnier de la fluctuation des prix des produits locaux est en grande partie lié au volume de produits écoulé sur les marchés ruraux (offre de produits agricoles), qui dépend fortement des résultats de la campagne agricole. En effet, lors de la campagne agricole 2012/2013 qui avait été normale, l'offre de céréales (mil et maïs) sur les marchés pendant les deux périodes – post récolte et soudure- avait été presque similaire alors qu'une nette différence est observée pour la campagne déficitaire de 2011/2012.

²⁴Rapport Evaluation de la sécurité alimentaire et des marchés agricoles (CILSS, PAM)

Graphique 12: Comparaison des disponibilités en céréales (2011-2013)

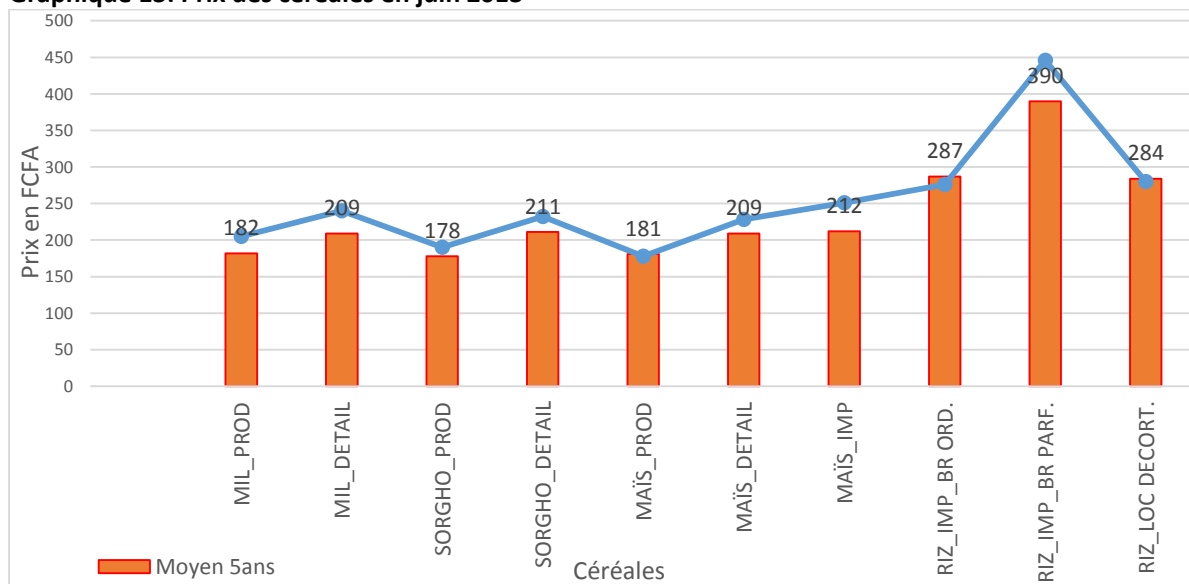


Source : SIM/Sénégal, WFP

Evolution des dernières années

En juin 2013, le prix des céréales était en légère augmentation par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Parmi celles-ci, le riz parfumé et le maïs importé sont les céréales dont les niveaux de prix ont le plus connu d'augmentation par rapport à la moyenne des 5 dernières années soit des variations respectives de +12 pour cent et +7 pour cent. Ces deux céréales n'ont pas été concernées par la mesure d'homologation des prix. Les prix des autres céréales mil, sorgho était légèrement supérieur à la moyenne des cinq dernières années.

Graphique 13: Prix des céréales en juin 2013

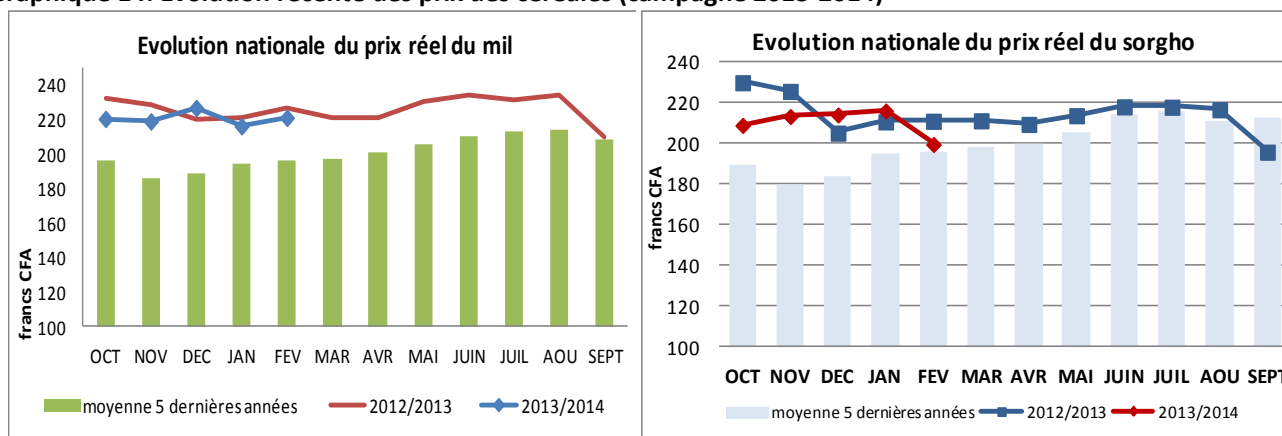


Source : SIM/Sénégal, WFP

Le niveau général des prix des céréales locales (mil et sorgho) pour la campagne 2013/2014 est en hausse d'environ 10 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années et légèrement en baisse de 2 à 5 pour cent par rapport aux prix de février 2013.

De manière générale, les prix restent élevés et n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant fin 2010 quand les prix avaient commencé à monter suite à la forte baisse de la production pendant la campagne 2010-2011.

Graphique 14: Evolution récente des prix des céréales (campagne 2013-2014)



Source : SIM/Sénégal, WFP

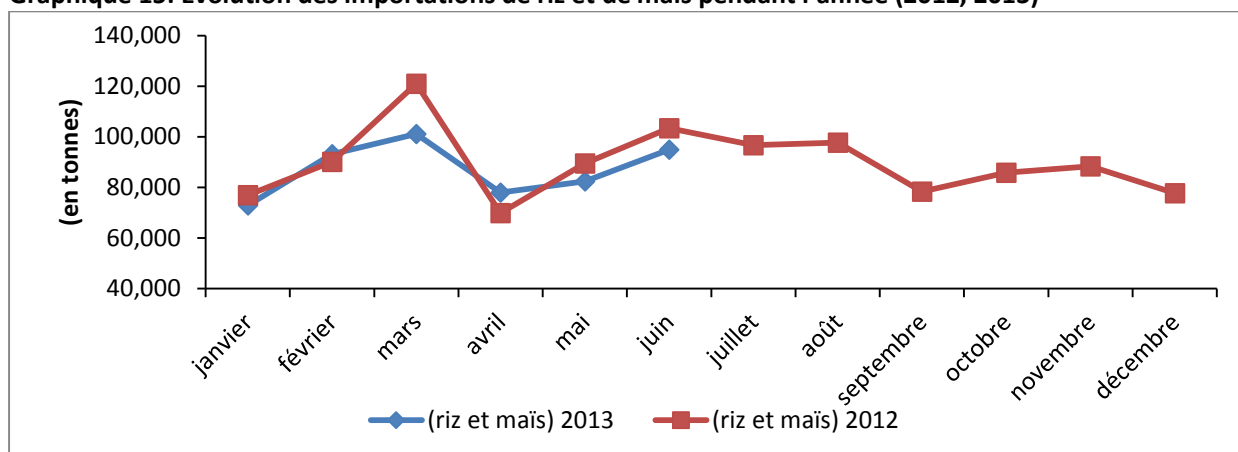
4.3.2 Prix du riz ordinaire importé

La population sénégalaise consomme essentiellement du riz importé brisé. Il est considéré comme un riz de second choix sur le marché international. Le Sénégal importe chaque année d'énormes quantités de céréales pour satisfaire ses besoins alimentaires. Le riz importé provient en général des pays d'Asie (Inde, Pakistan, Thaïlande et Vietnam). A partir de Dakar, il est redistribué à l'intérieur du pays jusqu'aux villages les plus reculés grâce à des circuits de commercialisation bien organisés, animés par des milliers de commerçants grossistes et détaillants.

Variation des importations de riz pendant l'année

En général, le volume des importations commerciales de maïs et de riz est souvent élevé durant la période de soudure car la disponibilité en céréales locales est faible. En effet, les quantités de céréales sèches étant bien entamées, ce sont les importations de maïs et de riz qui soutiennent la demande des consommateurs et stabilisent les prix des céréales sèches qui atteignent leur pic durant la période de soudure.

Graphique 15: Evolution des importations de riz et de maïs pendant l'année (2012, 2013)



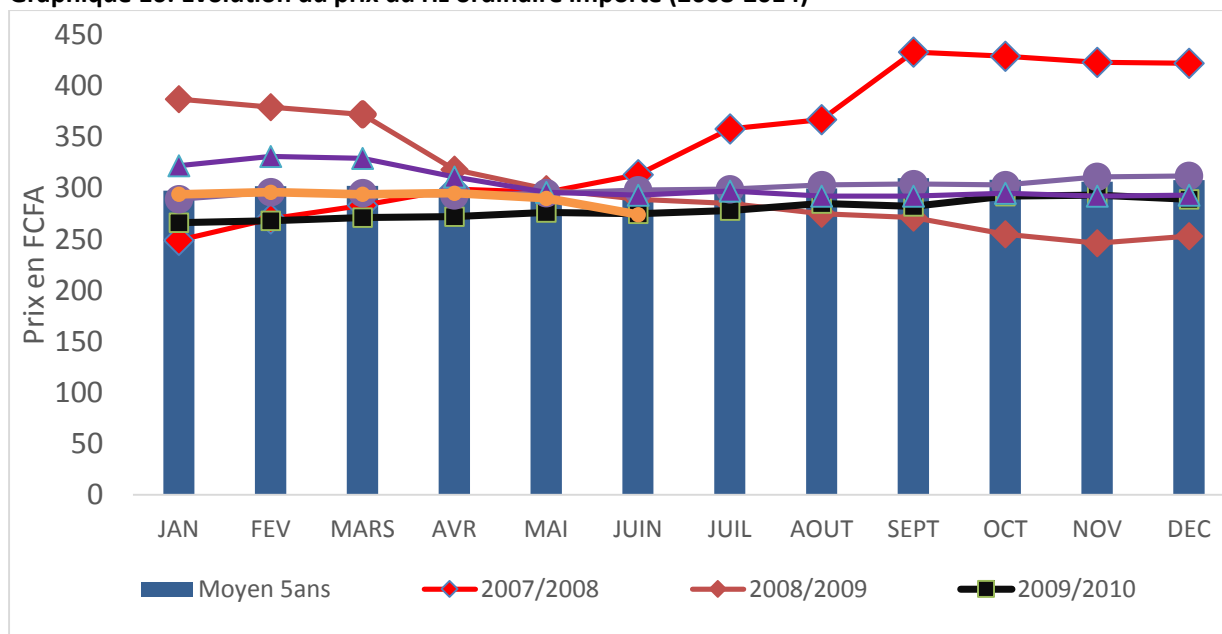
Source : ANSD

Évolution du prix du riz ces dernières années

La tendance à la baisse du prix de vente du riz importé ordinaire s'est accentuée depuis le mois d'avril 2013 suite à l'homologation des prix des denrées de bases par le gouvernement. Ainsi, en juin 2013, le prix du riz importé est légèrement inférieur à la moyenne des cinq dernières années (11%). En juin 2013, le kilogramme de cette denrée est vendu en moyenne à 268 FCFA contre respectivement 296 FCFA en juin 2012, 288 FCFA en juin 2009, 314 FCFA en juin 2008 et 298 FCFA la moyenne des cinq dernières années à la même période.

Après avoir connu des niveaux très élevés entre octobre 2008 et mars 2009 au plus fort de la crise des prix des denrées alimentaires, le prix du riz importé a connu une tendance à la baisse qui s'est poursuivie jusqu'en 2010 avant de connaître une légère hausse en 2011. En effet, en 2011 et 2012, suite à la mauvaise campagne agricole, les prix du riz importé ont repris une tendance haussière, avec un niveau légèrement supérieur à la moyenne des cinq dernières années entre décembre 2011 et avril 2012. Toutefois, en la faveur de l'intervention de l'Etat et d'un contexte favorable sur le marché international, le prix a de nouveau amorcé une baisse puis une stabilité entre octobre 2012 et mai 2013.

Graphique 16: Evolution du prix du riz ordinaire importé (2008-2014)



Source : ANSD

4.3.3 Prix de l'arachide

La commercialisation de la production arachidière est effectuée d'une part à travers les points de collecte agréés par les industries huilières où le prix est fixé par les acteurs de la filière en concertation avec le gouvernement et, d'autre part, par le canal des marchés où le prix est libre. Le prix de l'arachide au Sénégal – grand exportateur d'arachide – est déterminé par les prix sur le marché international.

En milieu rural, les producteurs vendent principalement l'arachide dans les marchés sous sa forme coque alors que dans les marchés urbains la proportion d'arachide décortiquée est beaucoup plus importante.

Évolution des prix pendant l'année

L'évolution du prix de l'arachide est saisonnière. Le niveau des prix est bas après les récoltes, à partir d'octobre/novembre, jusqu'en février voire mars. Avec la raréfaction des apports des producteurs dans les marchés à partir de mars, le niveau des prix s'élève et atteint son maximum aux mois de juin/juillet quand la demande augmente en raison des besoins en semences. La variation des prix entre ces deux périodes est assez élevée aussi bien pour l'arachide coque que pour l'arachide décortiquée.

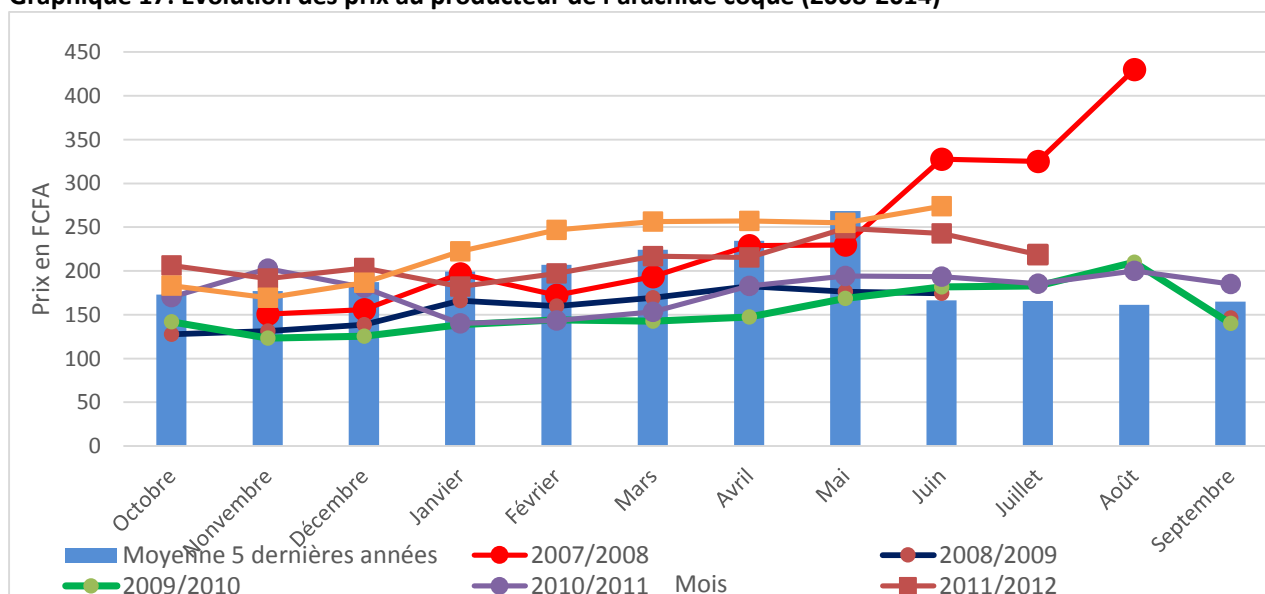
Évolution des prix ces dernières années

Le niveau des prix de l'arachide (coque) est fortement dépendant des résultats de la campagne agricole et des mesures de commercialisation prises par l'État.

Les prix au producteur pour les arachides coque suivent une tendance à la hausse depuis la campagne 2009/2010. Les prix sont passés de 149 FCFA en 2009 à 230 FCFA en 2013 pour retomber à 175 FCFA en 2014. La dernière campagne agricole a été marquée par le manque de ressources financières des opérateurs privés stockeurs (OPS) et au bas prix proposé par les commerçants par rapport au prix officiel fixé en décembre 2013.

Par contre, les prix des arachides coque lors de la campagne de commercialisation 2012/2013 ont été élevés grâce à l'intervention des commerçants internationaux sur la filière. De fait, le niveau des prix de cette campagne ont été largement supérieur aux années antérieures. Dans cette dynamique, en juin 2013, le kilogramme de l'arachide coque est à 274 FCFA et reste à cet effet supérieur à la moyenne des 5 dernière années établit à 186 FCFA.

Graphique 17: Evolution des prix au producteur de l'arachide coque (2008-2014)

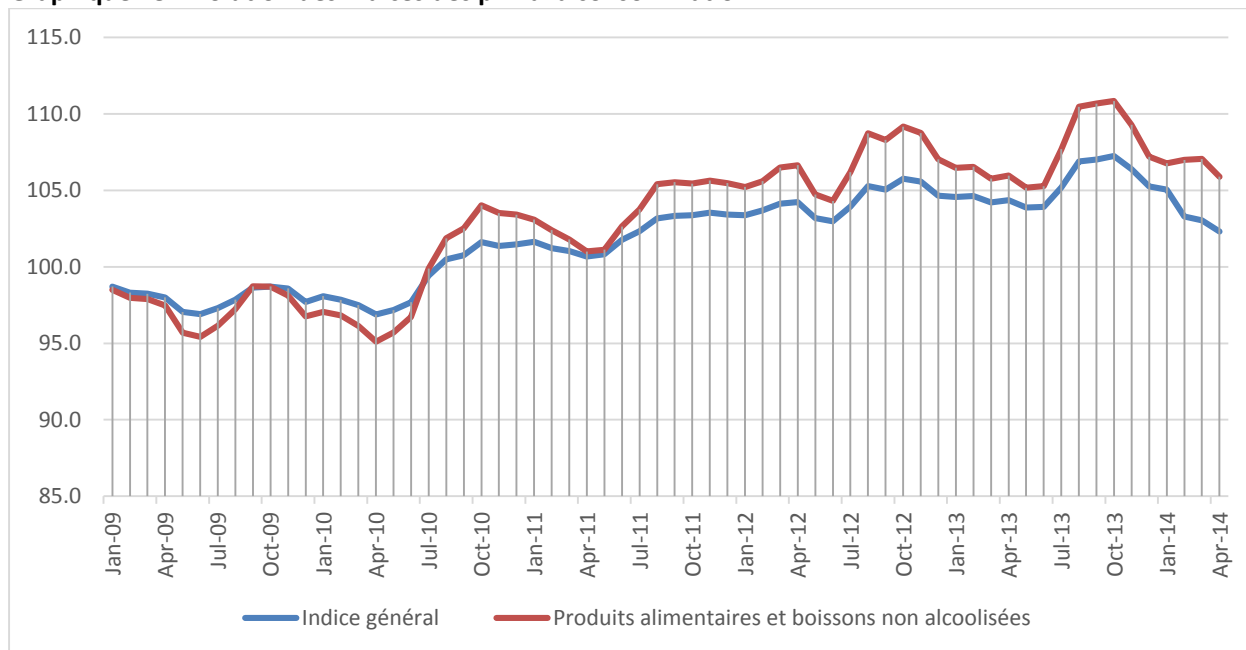


Source : ANSD

4.3.4 Evolution de l'indice des prix à la consommation (2009-2014)

La tendance des prix à la consommation est à la hausse entre juillet 2010 et octobre 2013.²⁵ L'indice des prix à la consommation diminue depuis octobre 2013.

Graphique 18: Evolution des indices des prix à la consommation



Source : ANSD

En 2009, les prix des produits alimentaires de base et énergétiques ont reculé sur les marchés internationaux après avoir atteint des pics record en 2008. Mais l'année 2010 a été marquée par un accroissement des prix des produits de première nécessité dû à la hausse des prix des denrées agricoles sur les marchés internationaux et la progression des cours des produits énergétiques. Le renchérissement de la plupart des produits agricoles, particulièrement au cours du second semestre, est dû à l'insuffisance de l'offre, à la suite des phénomènes météorologiques défavorables et à la fluctuation des marchés des changes. En 2010, les prix à la consommation se sont accrus de 1,2 pour cent, en liaison notamment avec la hausse de ceux des « boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » (+4,3%), et des « produits alimentaires, boissons non alcoolisées » (+4,0%).

En 2011 et 2012, la hausse des prix amorcée en 2010 s'est poursuivie. Cette situation est imputable principalement à la hausse des prix des céréales, des produits de la pêche, des légumes et de la viande (plus 6,7% pour les produits alimentaires, boissons non alcoolisées en 2011 et 2,5% en 2012).

En 2013, l'indice a enregistré une progression de 0,7 pour cent. Les prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées ont augmenté de 1,3 pour cent entre 2012 et 2013, contribuant pour plus de 63,5 pour cent à la dynamique des prix à la consommation, compte tenu de leur poids dans le panier. Cette évolution est induite principalement par le relèvement des prix des produits frais (poisson, légumes et fruits), de la viande et des céréales transformées. Toutefois, le repli des prix des légumes frais en feuilles (-5,6%), des céréales non transformées (-4,9%), des tubercules et plantain (-3,8%) et du sucre (-3,2%) ont atténué la tendance haussière. Cette évolution résulte d'un hivernage satisfaisant, d'une détente des cours mondiaux des matières agricoles, ainsi

²⁵ L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) est calculé par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). Cet indice, base 100 en 2008, mesure l'évolution des prix au plan national. L'indice est aussi calculé selon l'origine des biens (local ou importé), le secteur de production (primaire, secondaire, tertiaire) et durabilité. Les produits énergétiques font également l'objet d'un traitement spécifique. Le champ couvert par l'indice national des prix à la consommation est l'ensemble du pays découpé en zones écologiques/économiques.

que d'une homologation des prix des denrées de première nécessité par l'Etat, afin de mettre un terme à une tendance haussière observée depuis le premier trimestre de l'année 2013.

Au premier trimestre 2014, les prix à la consommation se sont inscrits en baisse de 2,6 pour cent, après une progression de 1,6 pour cent au quatrième trimestre 2013. Cette évolution résulte essentiellement du repli des prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées (-6,3%) et des services du logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et des autres combustibles (-3,0%).

4.4 Approvisionnement des ménages

Lieux d'approvisionnement

Les ménages achètent leur nourriture principalement sur les marchés. La proportion de ménages qui se ravitaillent dans des petites boutiques de quartier est un peu plus importante en zone rurale (29%) qu'en zone urbaine (19%).

Dans toutes les régions, sauf celles de Sédhiou et Ziguinchor, plus de la moitié des ménages achètent leur nourriture sur les marchés. Dans les régions de Sédhiou et Ziguinchor, 75 et 79 pour cent des ménages se ravitaillent auprès de petites boutiques, en raison de contraintes de transport ou de manque de marchés.

Niveau d'approvisionnement

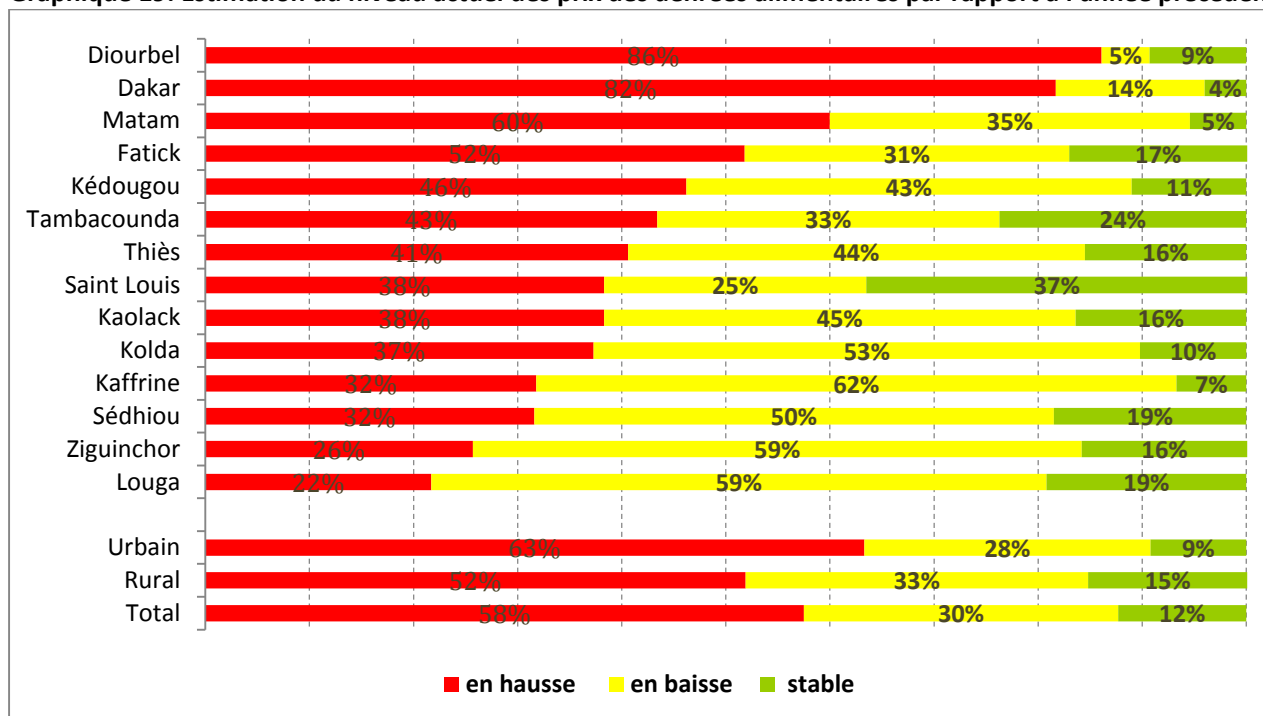
Selon les ménages, le niveau d'approvisionnement des lieux où ils s'approvisionnent est satisfaisant. Au niveau national, 60 pour cent des ménages estiment que le niveau d'approvisionnement est bon ou abondant et 36 pour cent estiment qu'il est moyen ou satisfaisant. Dans quelques régions le niveau d'approvisionnement semble être plus bas, mais il n'y a pratiquement pas de pénurie.

Perception des prix par les ménages

En zone rurale, la moitié des ménages estiment que les prix des produits de base ont augmenté par rapport à ceux de la même période de l'année précédente. Environ 63 pour cent des ménages estiment la même chose en zone urbaine.

Dans les régions de Diourbel et de Dakar, plus de 80 pour cent des ménages estiment que les prix ont augmenté. Par contre dans les régions de Louga, Ziguinchor, Kaffrine, Kolda et Sédhiou plus de la moitié des ménages estiment que les prix ont diminué par rapport à l'année dernière.

Graphique 19: Estimation du niveau actuel des prix des denrées alimentaires par rapport à l'année précédente



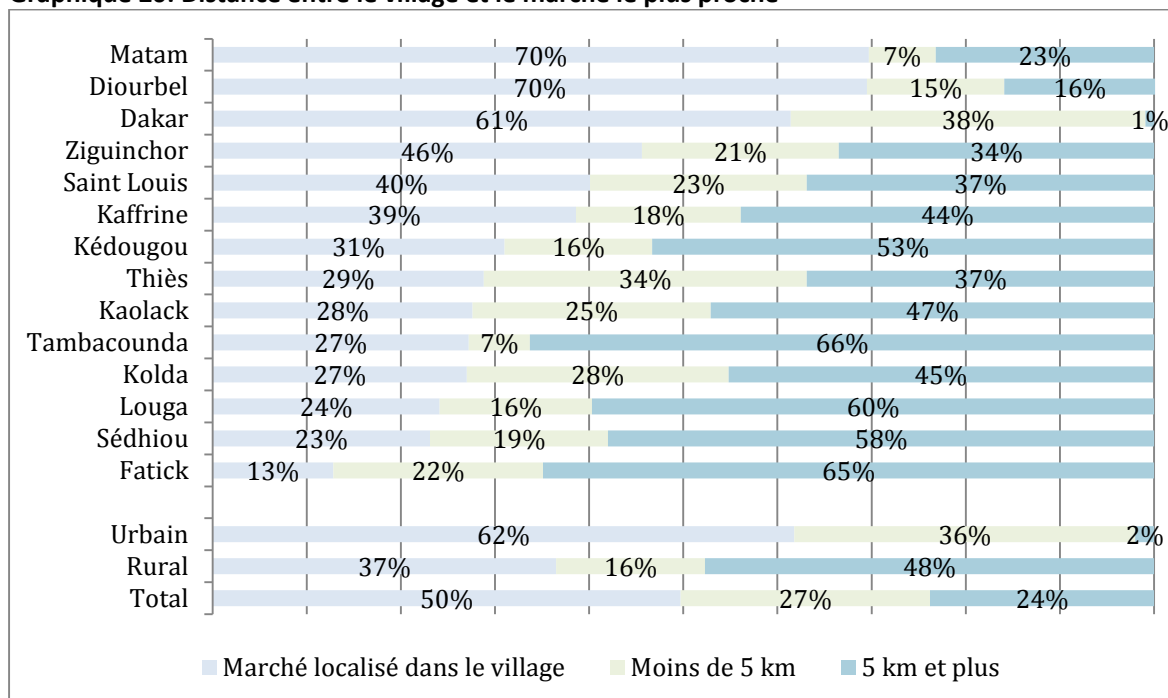
Source : ENSAN 2013

Accès physique au marché

Les ménages des zones urbaines ont un meilleur accès au marché avec 62 pour cent des ménages qui ont un marché dans leur ville, contre seulement 37 pour cent des ménages ruraux qui ont un marché dans le village.

Pour près de 48 pour cent des ménages ruraux, le marché est à plus de 5 kilomètres.

Graphique 20: Distance entre le village et le marché le plus proche



Source : ENSAN 2013

5. Moyens de subsistance et vulnérabilité économique des ménages

Messages clefs

- Au niveau national, environ 46,7 pour cent des ménages vivaient en dessous du seuil de pauvreté en 2011. Ce taux est resté pratiquement stable depuis 2005. Dans les zones rurales, 57,3 pour cent des ménages sont pauvres avec des prévalences plus élevées dans certaines régions : Kolda (76,6%), Kédougou (71,3%), Fatick (69,8%) et Sédhiou (69%).
- La pauvreté touche davantage le milieu rural que le milieu urbain. En zone rurale, les catégories les plus pauvres représentent 28 pour cent des ménages, contre 5 pour cent dans les zones urbaines.²⁶
- La proportion des ménages en situation de pauvreté est la plus élevée dans les régions de Kolda, Kédougou, Sédhiou et Tambacounda où entre 63 et 57 pour cent des ménages appartiennent aux quintiles des «plus pauvres» et «pauvres».²⁷
- La pauvreté touche plus les ménages qui vivent de l'élevage et ceux qui vivent de l'agriculture.
- Dans les zones rurales, les ménages consacrent environ la moitié de leurs dépenses à l'alimentation. La part des dépenses allouée à alimentation est plus élevée chez les ménages des régions de Tambacounda, Kédougou, Kolda, Sédhiou, Matam et Zinginchor.
- Dans les zones rurales, environ 11 pour cent des ménages dépensent plus de 75 pour cent de leur budget pour se nourrir, signe de leur grande vulnérabilité économique. La proportion des ménages consacrant une part élevée de leurs dépenses à la nourriture (supérieur à 75 pour cent des dépenses) est la plus élevée dans les régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda. Dans ces régions, respectivement 27, 27 et 23 pour cent des ménages consacrent plus de 75 pour cent de leurs dépenses à l'alimentation.

5.1 Pauvreté des ménages (Indice de richesse)

La pauvreté touche davantage le milieu rural que le milieu urbain. En zone rurale, les catégories les plus pauvres de la population représentent 28 pour cent des ménages, contre 5 pour cent dans les zones urbaines, selon la classification des ménages en quintile de pauvreté sur la base d'un indice de richesse.

Méthodologie: La situation de pauvreté des ménages est évaluée sur la base du calcul d'un indice de richesse reposant sur leur possession de biens/équipements et leurs conditions de vie. Cet indicateur permet de classer les ménages selon leur situation socioéconomique (distribution en quintiles: plus pauvres, pauvres, moyens, riches et plus riches). L'indice de richesse détermine la capacité des ménages à accéder à la nourriture au-delà de leur propre production.

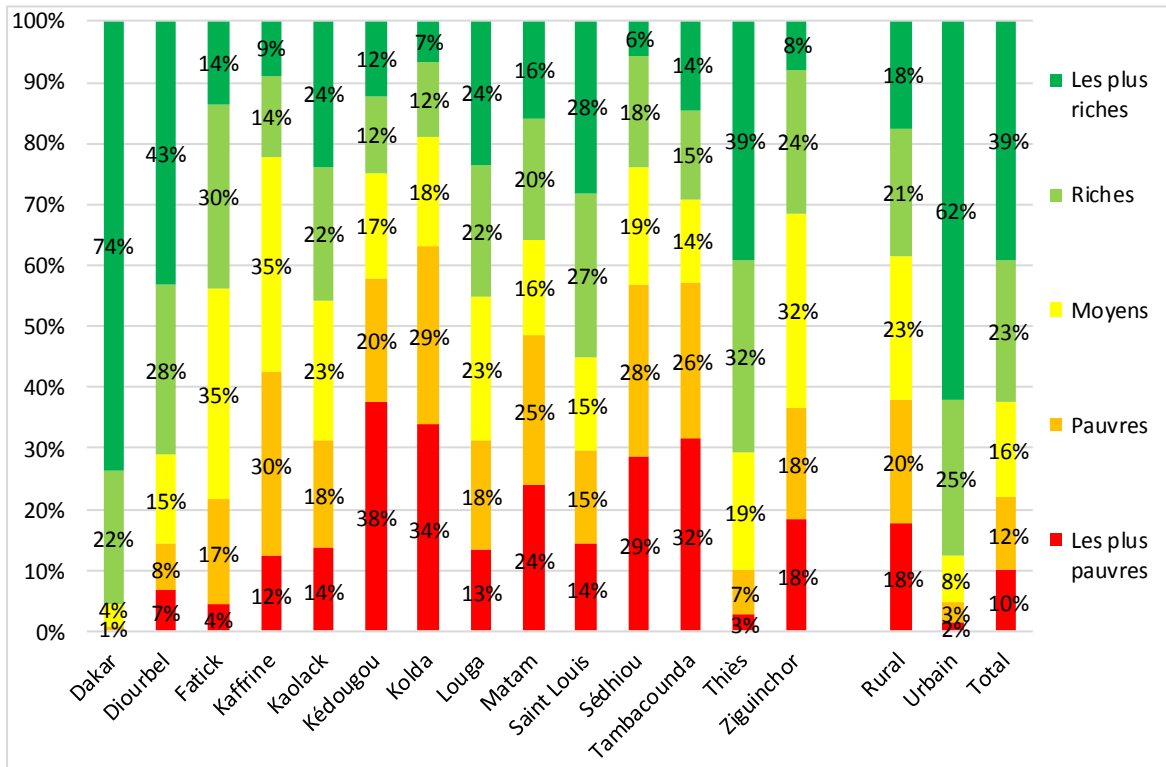
La proportion des ménages en situation de pauvreté est la plus élevée dans les régions de Kolda, Kédougou, Sédhiou et Tambacounda où entre 63 et 57 pour cent des ménages appartiennent aux quintiles des « plus pauvres » et « pauvres ». Dans ces régions, la proportion des ménages appartenant à la classe des plus pauvres est particulièrement élevée (entre 29 et 38 pour cent).

Les régions de Matam (49%) et Kaffrine (42%) ont des taux qui ne sont pas négligeables avec respectivement 49 et 42 pour cent des ménages qui appartiennent aux classes des plus pauvres et pauvres.

²⁶Classification des ménages en quintile de pauvreté selon un indice de richesse basé sur les biens que possèdent les ménages.

²⁷ Selon l'indice de richesse.

Graphique 21: Niveau de pauvreté selon les régions (Indice de richesse)



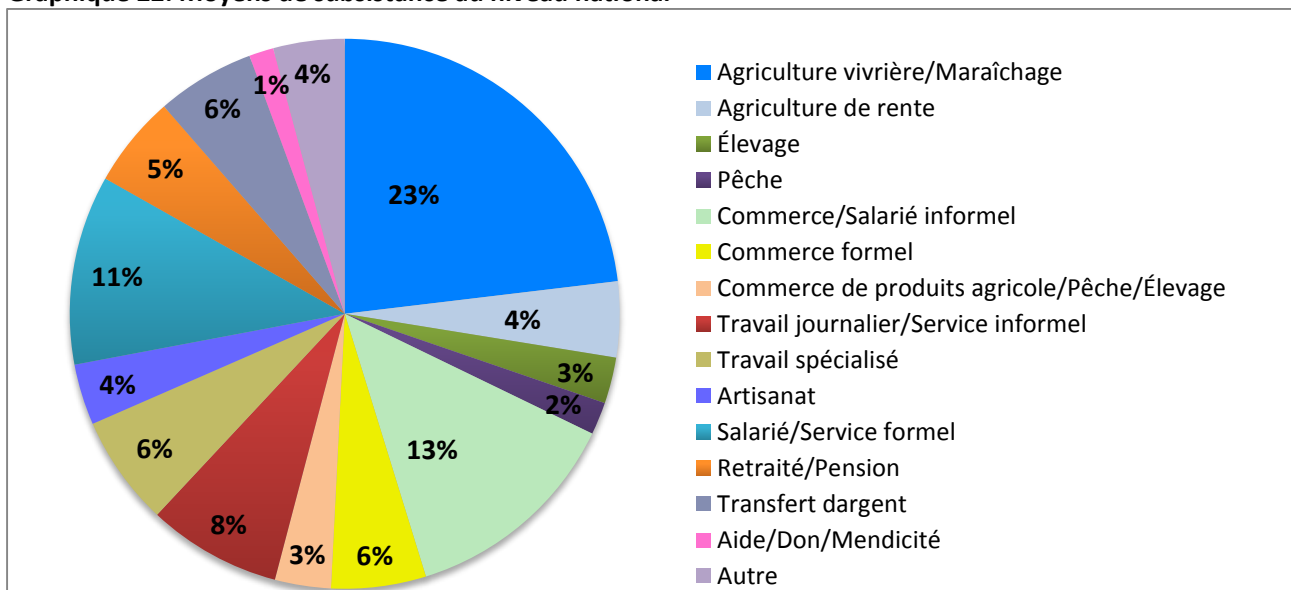
Source : ENSAN 2013

5.2 Moyens de subsistance des ménages

Au niveau national, la gamme de sources de revenu des ménages est très variée mais il est possible de classer les ménages en trois principaux groupes de moyens de subsistance:

- Ménages qui dépendent de l'agriculture (23%) ;
- Ménages qui dépendent du commerce ou qui sont salariés dans le secteur informel (13%) ;
- Ménages qui sont salariés ou qui sont dans le secteur formel (11%) ;
- Ménages qui dépendent du travail journalier ou du service informel (8%).

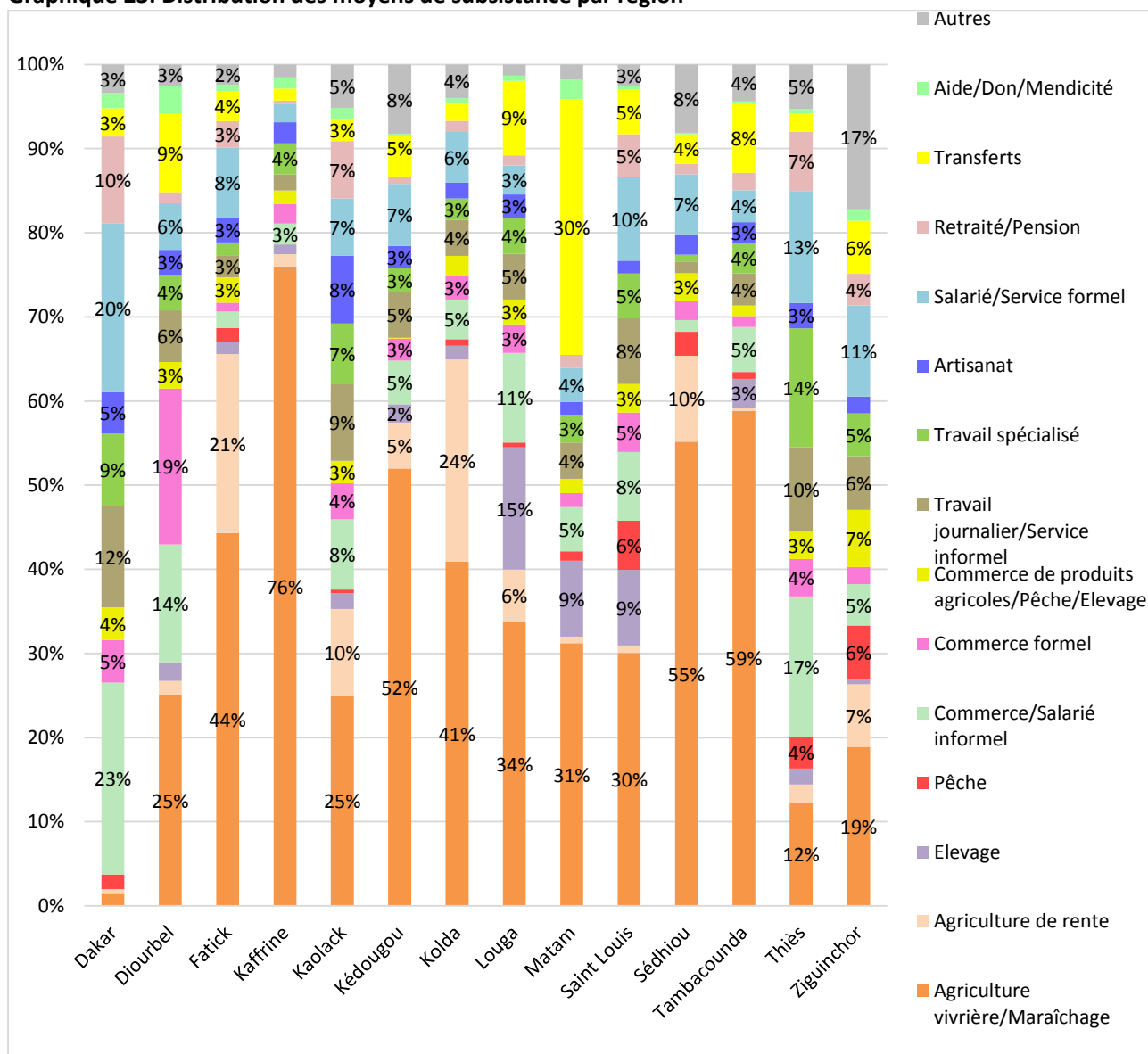
Graphique 22: Moyens de subsistance au niveau national



Source : ENSAN 2013

La distribution des groupes de moyens de subsistance n'est pas la même sur l'ensemble du territoire. Les activités agropastorales (agriculture/maraîchage) sont pratiquées dans presque toutes les régions du pays mais cette pratique a une très grande ampleur notamment à Kaffrine (76%), Tambacounda (59%), Sédhiou (55%), Kédougou (52%), Fatick (44%) et Kolda (41%). Tandis que l'agriculture de rente est plus fréquemment pratiquée dans les régions de Kolda (24%) et Fatick (21%). Les ménages dépendants du commerce (23%) et les salariés/secteur formel (20%) dominent dans le milieu urbain tel que la région de Dakar.

Graphique 23: Distribution des moyens de subsistance par région

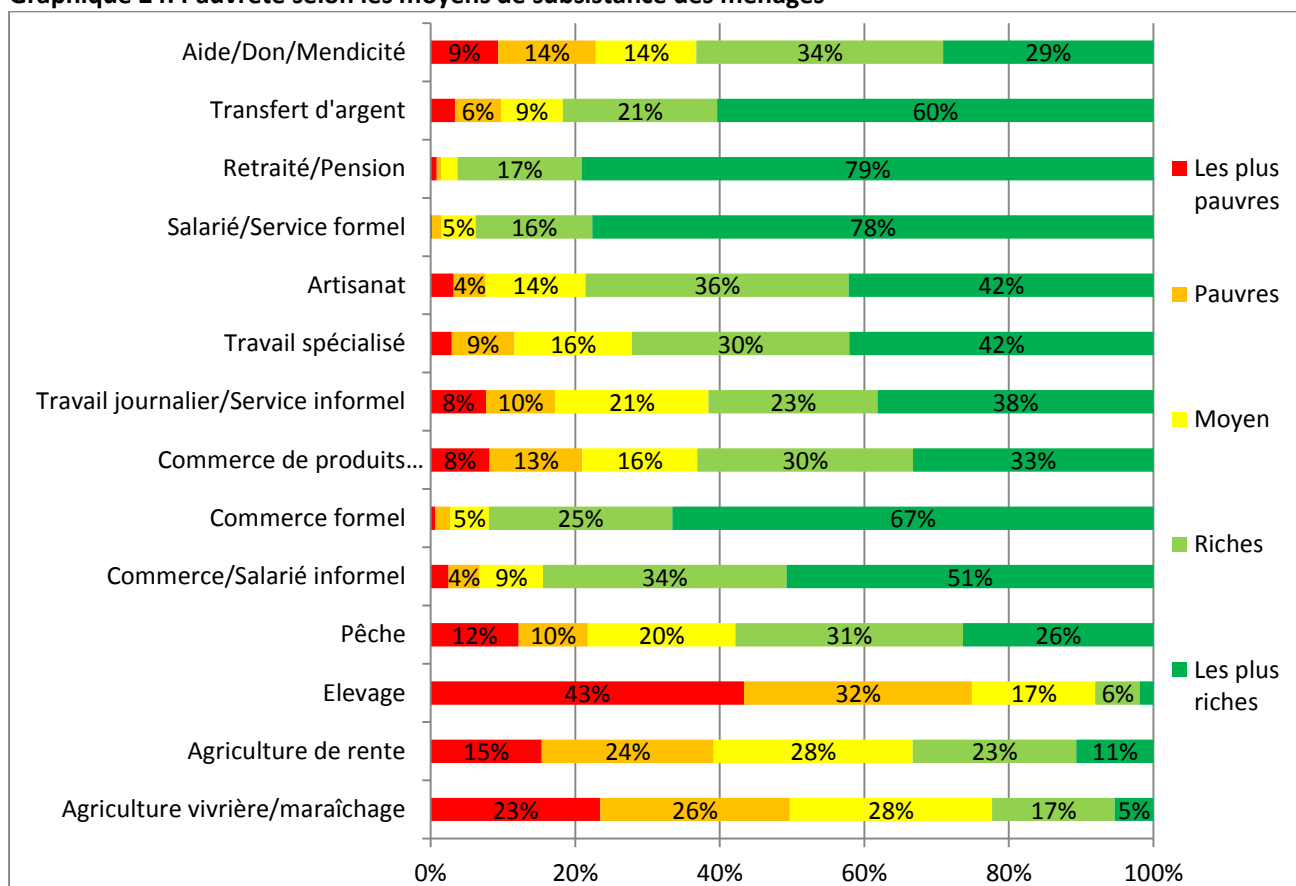


Source: ENSAN 2013

5.3 Moyens de subsistance et vulnérabilité économique

Les ménages qui dépendent de l'élevage sont plus susceptibles d'être pauvres que les autres ménages. Ainsi, parmi les ménages qui vivent de l'élevage, 75 pour cent font partie du quintile des plus pauvres ou pauvres. Parmi les ménages qui vivent de l'agriculture, presque la moitié (49%) sont pauvres (quintile des plus pauvres ou pauvres). Les ménages dont le chef de ménage est salarié ou travaille dans le secteur formel (commerce ou autre activité) sont en général les moins vulnérables.

Graphique 24: Pauvreté selon les moyens de subsistance des ménages



Source : ENSAN 2013

5.4 Dépenses des ménages

Au niveau national, les dépenses monétaires mensuelles²⁸ par personne s'élèvent à 15 159 francs CFA en moyenne mais pour la moitié des ménages leurs dépenses ne dépassent pas 11 336 francs CFA.²⁹

La médiane des dépenses du ménage par personne par mois la plus basse est de 6702 francs CFA à Sédhiou soit environ 17 USD.³⁰ Elle est de moins de 9 000 CFA dans les régions de : Fatick, Kolda, Kafrine et Ziguinchor. Le niveau le plus élevé des dépenses est à Dakar (13 991francs CFA soit environ 61 USD).

²⁸Le niveau du total des dépenses est utilisé comme un indicateur du revenu des ménages, il a été calculé en additionnant la valeur monétaire de toutes les dépenses des produits alimentaires et autres dépenses quotidiennes provenant des sources suivantes: achat, propre production, dons, crédit, et/ou stock au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête et des biens/services non alimentaires dont l'acquisition est plus ponctuelle (6 derniers mois).

²⁹Cet indicateur ne tient pas compte du coût de la vie selon le milieu de résidence ou les différentes régions du pays.

³⁰La médiane est le seuil où la moitié des ménages ont une valeur supérieure et l'autre moitié ont une valeur inférieure. La médiane donne une représentation plus adéquate des données puisque la moyenne peut être biaisée par les valeurs extrêmes.

Tableau 3: Dépenses des ménages par département

Région et Milieu de résidence	Dépenses totales du ménage (30 jours) en CFA		Dépenses totales du ménage (30 jours) per capita en CFA	
	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane
Dakar	153,509	140,900	18,273	13,991
Diourbel	189,457	140,350	15,491	11,615
Fatick	144,455	111,017	11,976	8,765
Kaffrine	133,916	103,042	10,242	7,868
Kaolack	158,637	126,442	15,961	11,474
Kédougou	138,310	98,167	15,034	11,188
Kolda	113,991	81,833	10,598	7,433
Louga	183,224	155,982	16,712	12,770
Matam	186,302	138,292	14,462	10,829
Saint Louis	148,473	110,833	16,239	12,724
Sédhiou	121,020	94,567	8,747	6,702
Tambacounda	136,879	95,175	12,619	10,000
Thiès	146,527	125,067	13,615	10,381
Ziguinchor	98,591	76,967	10,954	7,478
Rural	150,530	114,833	12,612	9,618
Urbain	156,238	137,583	17,867	13,233
Total	153,303	124,767	15,159	11,336

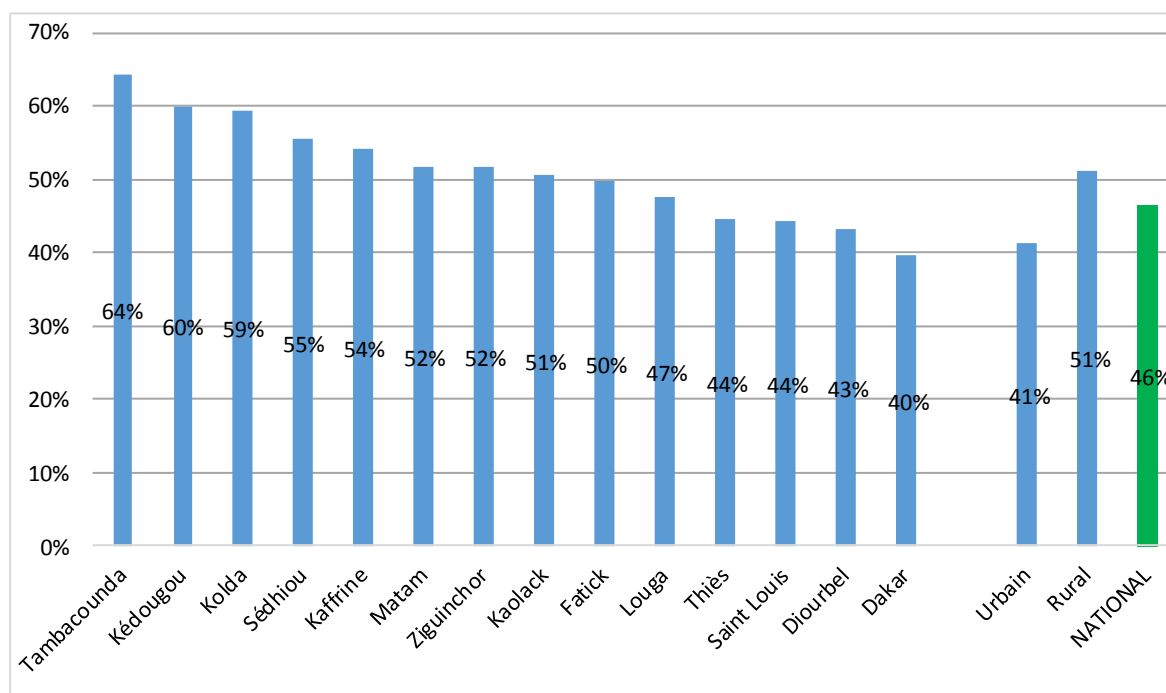
Source : ENSAN 2013

5.4.1 Dépenses alimentaire des ménages

Au niveau national, la part des dépenses consacrées à l'alimentation représente 46 pour cent du budget des ménages. Elle est plus importante chez les ménages des zones rurales que des zones urbaines. Dans les zones rurales, les ménages consacrent 51 pour cent de leurs dépenses à l'alimentation tandis qu'ils y consacrent que 41 pour cent dans les régions urbaines.

Dans environ deux tiers des régions, les ménages consacrent plus de 50 pour cent de leurs dépenses à la nourriture. La part des dépenses allouées à l'alimentation est plus élevée chez les ménages des régions de Tambacounda (64%), Kédougou (60%), Kolda (59%), Sédhiou (55%), Matam et Ziguinchor (52%), Kaolack (51%) et Fatick (50%).

Graphique 25: Part des dépenses des ménages consacrées à l'alimentation par région (moyenne)



Source : ENSAN 2013

5.4.2 Ménages avec une proportion élevée de leurs dépenses consacrées à l'alimentation

La proportion des ménages consacrant une part élevée de leurs dépenses à la nourriture est la plus élevée dans les régions de Tambacounda, Kédougou et Kolda. Dans ces régions, respectivement 27, 27 et 23 pour cent des ménages consacrent plus de 75 pour cent de leurs dépenses à l'alimentation. C'est dans la région de Thiès et de Dakar que le pourcentage des ménages avec une part élevée de dépenses alimentaires est la plus basse (respectivement 4 et 2 pour cent).

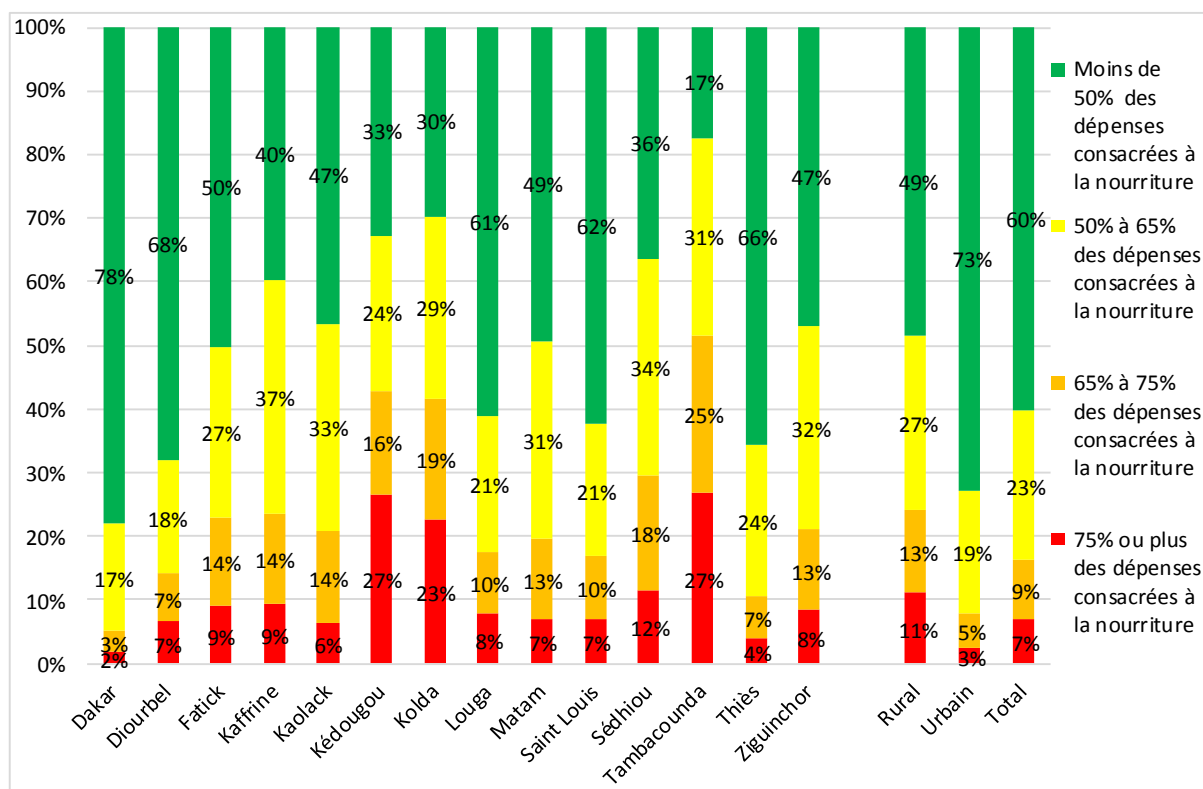
La proportion des ménages dont les dépenses alimentaires représentent une part élevée de leurs dépenses (plus de 75%) est plus importante dans les zones rurales (11%) qu'urbaines (3%) du pays.

Définition: Il est possible de classer les ménages en fonction de leurs niveaux de dépenses (en pourcentage). Cette analyse utilise les seuils recommandés par le PAM (bien que ceux-ci ne soient pas standardisés). L'évaluation du pourcentage des dépenses consacrées à l'alimentation dans les dépenses totales du ménage permet d'apprécier leur vulnérabilité économique. Ces données servent ensuite à estimer la sécurité alimentaire. Les seuils sont classés comme suit:

- Très élevé (> 75% du total des dépenses consacrées à l'alimentation)
- Haute (65% - 75% du total des dépenses consacrées à l'alimentation)
- Modéré (50% - 65% du total des dépenses consacrées à l'alimentation)
- Normal (<50% du total des dépenses consacrées à l'alimentation)

En effet, il est établi que les ménages les plus pauvres dépensent plus de 75 pour cent de leur revenu en aliments. Les ménages dans les pays les plus riches dépensent seulement 15 pour cent (COCA 2006; Département du Travail des États-Unis, 2006).

Graphique 26: Distribution des groupes de dépenses alimentaires par région



Source: ENSAN 2013

5.5 Évolution de la pauvreté au niveau national

Selon l'Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal (ESPS-II), la proportion des ménages pauvres au niveau national était de 46,5 pour cent en 2011. Cette proportion était de 48,3 pour cent en 2005, ce qui traduit une baisse de la pauvreté de 1,8 point en 6 ans.

La proportion des ménages pauvre est plus élevée en zone rurale (57,3%) contre 41,2 pour cent dans les autres centres urbains et 26,1 pour cent à Dakar.

La proportion de ménages pauvres est plus élevée dans les régions de Kolda (76,6%), Kédougou (71,3%), Fatick (69,8%) et Sédhiou (69,1%). Dakar, Saint-Louis et Thiès sont les seules régions avec des taux de pauvreté en dessous de 40 pour cent.

Dans les régions de Dakar, Diourbel, Louga, Matam, Tambacounda, Thiès et Ziguinchor, la pauvreté a diminué entre 2005 et 2011. Dans les régions de Fatick, Kaolack, Kolda et Saint-Louis, la pauvreté a augmenté.

Tableau 4: Evolution de la pauvreté au Sénégal (2005 et 2011)

	ESPS-II-I			ESPS-II-II		
	P0	P1	P2	P0	P1	P2
Dakar	27,7	6,6	2,3	26,1	5,8	2,1
Diourbel	50,1	14,8	6,3	47,8	13,0	5,1
Fatick	66,1	22,9	10,9	67,8	21,7	9,5
Kafrine	-	-	-	63,8	21,2	10,5
Kaolack	52,0	15,2	6,2	61,7	19,5	8,1
Kédougou	-	-	-	71,3	27,4	14,1

Kolda	60,9	20,6	9,3	76,6	35,5	20,8
Louga³¹	66,8	24,6	12,0	26,8	5,7	2,1
Matam	49,5	14,5	5,9	45,2	14,1	6,4
Saint-Louis	34,9	9,4	3,6	39,5	11,8	4,9
Sédhiou	-	-	-	68,3	23,5	11,0
Tambacounda	76,9	34,9	20,4	62,5	21,7	9,9
Thiès	48,4	14,8	6,6	41,3	10,5	4,3
Ziguinchor	73,4	29,3	14,4	66,8	26,6	13,5
Total	48,3	15,4	7,0	46,5	14,5	6,6
<i>Note:</i>	<i>P0= Incidence de la pauvreté; P1= Écart de la pauvreté; P2= Sévérité de la pauvreté. Les données sur la pauvreté se rapportent à l'année précédant celle de l'enquête.</i>					

Source: ESPS-II-I et ESPS-II, ANSD, Dakar, Sénégal

³¹ La forte baisse de l'incidence de la pauvreté à Louga peut être en partie expliquée par le fait que cette région est reconnue pour avoir un flux migratoire considérable vers l'étranger donc bénéficie d'important transferts d'argent.

6. Situation de la consommation alimentaire des ménages

Messages clefs

- Au Sénégal, 19 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire non satisfaisante.³² Environ 5 pour cent ont une consommation alimentaire pauvre à base principalement de céréales et d'un peu de légumes, de sucre et d'huile. Environ 14 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire limite basée principalement sur les céréales accompagnées de légumes, sucre et huile avec de temps en temps un peu de protéines animales et des légumineuses.
- Près de 60 pour cent des ménages ne consomment pas d'aliments riches en fer, environ 27 ne consomment pas d'aliments riches en protéines, 21 pour cent ne consomment pas d'aliments riches en vitamine A et 52 pour cent ne consomment pas de fruits.
- Les régions avec une proportion élevée de ménages qui n'ont pas une consommation alimentaire satisfaisante (pauvre et limite) sont : Ziguinchor (68%), Sédhiou (63%), Matam (47%), Kolda (45%) et Kédougou (42%). Dans ces régions, la proportion des ménages avec une consommation alimentaire pauvre est élevée: Sédhiou (25%), Kolda (19%), Ziguinchor (17%) et Kédougou (15%).
- Entre 2010 et 2013, la situation de la consommation alimentaire s'est détériorée dans le pays.³³ Dans les zones rurales, la proportion des ménages dont la consommation alimentaire n'est pas satisfaisante (pauvre ou limite) est passée de 15 pour cent des ménages à 25 pour cent. Dans les zones urbaines, cette proportion est passée de 9 pour cent à 12 pour cent. Ce sont principalement les ménages les plus pauvres qui ont connu une détérioration de leur consommation alimentaire.
- L'impact de la crise alimentaire de la campagne 2011/2012 qu'a connue le pays peut également expliquer la détérioration de la consommation alimentaire des ménages malgré le bon niveau de production de la campagne agricole 2012-2013. En effet, les prix des céréales locales (mil et sorgho) et du riz restent élevés en dépit des mesures prises par le gouvernement.
- Les ménages dépendent fortement des marchés pour s'approvisionner, indépendamment de leurs moyens de subsistance. Pour plus de 89 pour cent des ménages, l'achat est la source principale des vivres qu'ils consomment. La différence entre les zones urbaines et celles rurales est minimale. Seulement 5 pour cent des ménages s'approvisionnent à partir de leur propre production.

6.1 Consommation alimentaire des ménages

Au niveau national, 19 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate ne leur permettant pas de mener une vie active et saine:

- Environ 5 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire pauvre. Ces ménages consomment surtout des céréales avec quelques jours par semaine des légumes, du sucre et de l'huile. Leur régime n'inclut pratiquement pas de protéines animales, de légumineuses et jamais de produits laitiers.
- Les ménages avec une consommation alimentaire limite (14%) consomment principalement des céréales avec, un peu plus fréquemment que les ménages avec une consommation pauvre, des légumes, des fruits, du sucre et de l'huile. Ces ménages consomment très rarement des protéines animales et des légumineuses mais presque jamais de produits laitiers.
- Environ 81 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire acceptable.

³² Situation au début de la période de soudure (juin 2013).

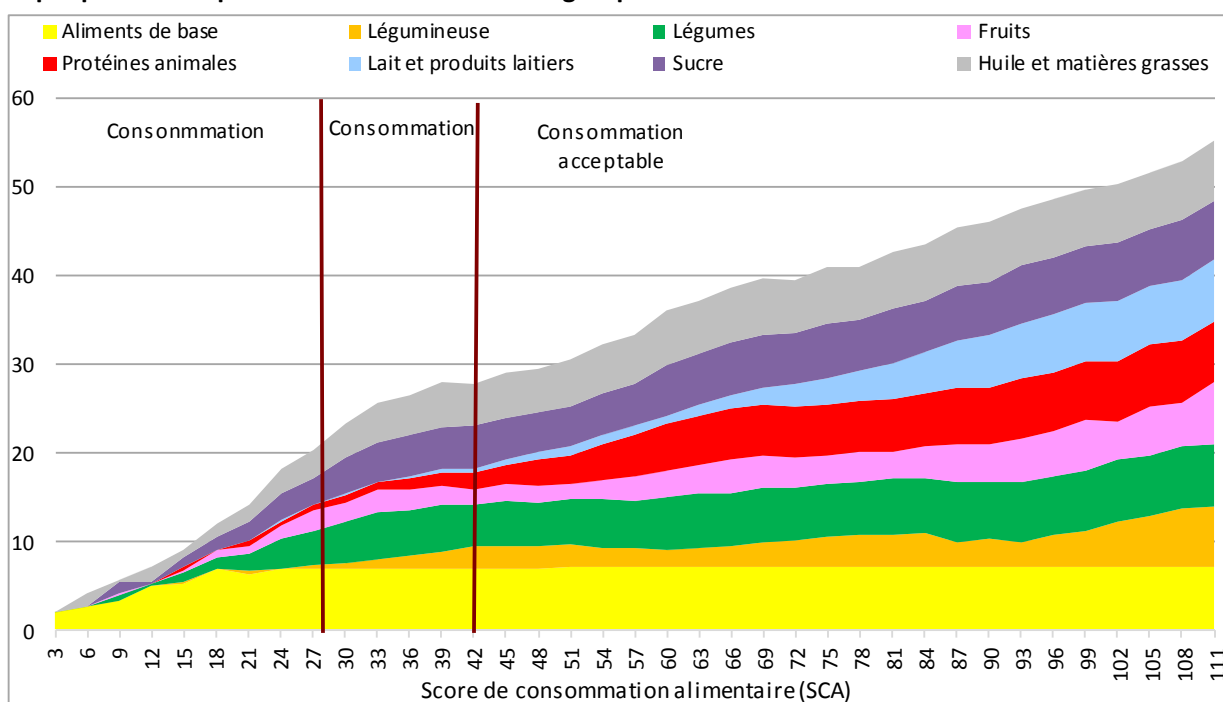
Ces résultats sont indicatifs de la situation de la consommation alimentaire dans le pays pendant la période de la collecte des données de cette enquête en juin 2013 qui se situe au début de la période de soudure (juin à septembre).

Méthodologie: La consommation alimentaire des ménages est évaluée sur la base du score de la consommation alimentaire des ménages (SCA). Ce score est un indicateur de l'accessibilité aux aliments et de la qualité de la consommation alimentaire. Il est calculé à partir de:

- la diversité du régime alimentaire (nombre de groupes d'aliments consommés par un ménage pendant les sept jours précédant l'enquête),
- la fréquence de consommation (nombre de jours au cours desquels un groupe d'aliments a été consommé pendant les sept jours précédant l'enquête),
- l'importance nutritionnelle relative des différents groupes d'aliments.

L'augmentation du score de la consommation alimentaire (SCA) est liée à une augmentation progressive de la consommation hebdomadaire de protéines animales (viande, poisson, œufs, abats rouges etc.) et donc à une amélioration du régime alimentaire (voir graphique ci-dessous). La consommation régulière de protéines animales et de produits laitiers n'est réelle que pour le groupe de consommation alimentaire acceptable (au-delà d'un score de 63). La grande majorité des ménages sauf ceux avec une consommation alimentaire pauvre consomment presque tous les jours du sucre et de l'huile.

Graphique 27 : Fréquence de consommation des groupes d'aliments selon le SCA



Source: ENSAN 2013

6.2 Consommation des aliments riches en nutriments

Il existe des différences significatives quant à la fréquence de la consommation d'aliments riches en protéine, en fer et vitamine A entre les groupes de consommation alimentaire.

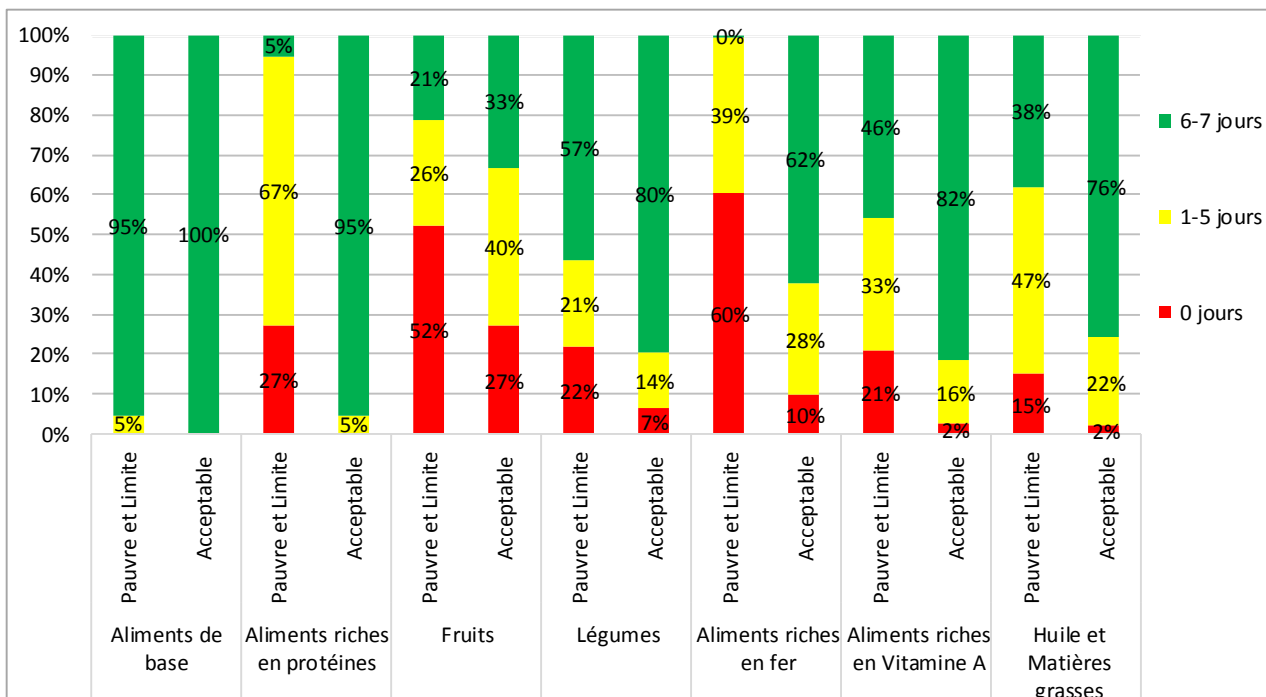
Les ménages avec une consommation alimentaire pauvre et limite ont une faible consommation d'aliments riches en protéines, en fer et en vitamine A. Ils risquent plus de développer un certain nombre de maladies carenciales.

- Près de 60 pour cent des ménages avec une consommation alimentaire pauvre ou limite ne consomment pas d'aliments riches en fer. Tandis que 39 pourcent des ménages enquêtés n'en consomment qu'une à cinq fois par semaine.
- Environ 27 pour cent des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre ou limite ne consomment pas d'aliments riches en protéines. Mais la grande majorité de ce groupe (67%) n'en consomment qu'une à cinq fois par semaine.
- Près de 21 pour cent des ménages avec une consommation alimentaire pauvre ou limite ne consomment pas d'aliments riches en vitamine A.
- Près de la moitié (52%) des ménages ayant une consommation pauvre ou limite ne consomment pas de fruits.

Tous les ménages consomment des aliments de base quotidiennement, même les ménages ayant une consommation alimentaire pauvre/limite.

Environ 27 pour cent des ménages du groupe de consommation alimentaire acceptable ne consomment pas de fruits et risquent des déficiences en micronutriments. Ce comportement serait sans doute plus lié à des mauvaises habitudes alimentaires qu'à un problème d'accès économique.

Graphique 28: Fréquence de consommation des groupes d'aliments



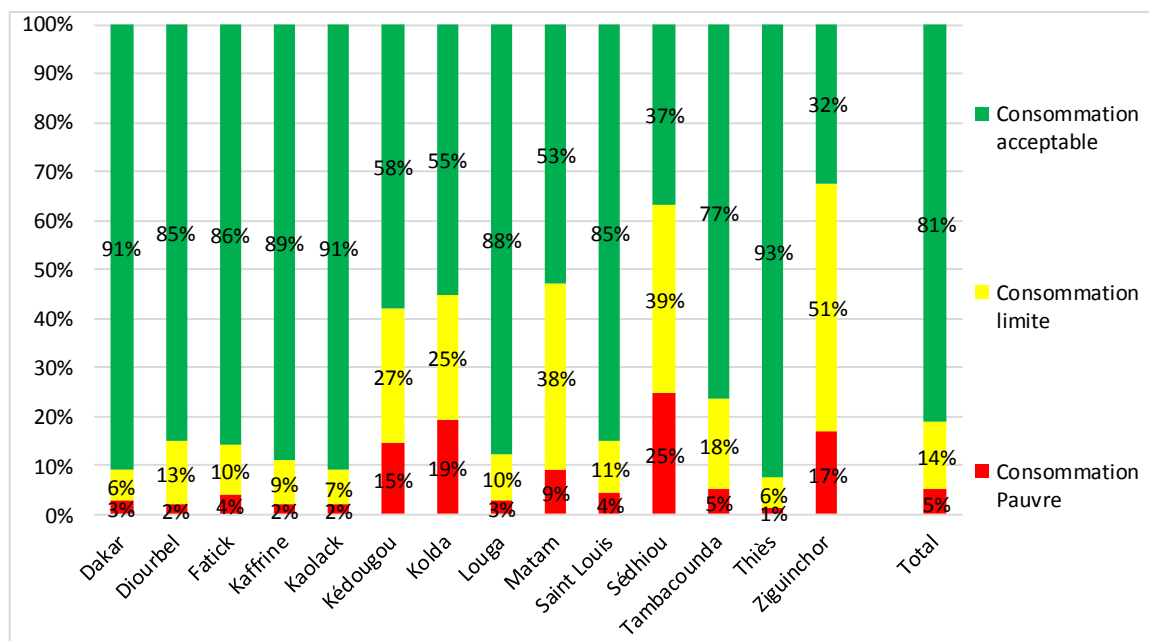
Source: ENSAN 2013

6.3 Répartition géographique des groupes de consommation alimentaire

Situation par région

Les régions avec une proportion élevée de ménages qui n'ont pas une consommation alimentaire satisfaisante (pauvre et limite) sont : Ziguinchor (68%), Sédhiou (63%), Matam (47%), Kolda (45%) et Kédougou (42%). Dans ces régions, la proportion des ménages avec une consommation alimentaire pauvre est élevée : Sâdhu (25%), Kolda (19%), Ziguinchor (17%) et Kédougou (15%). La situation est meilleure dans les régions de Thiès, Kaolack, Dakar, Kaffrine, Diourbel et Louga: la proportion de ménages dont la consommation alimentaire n'est pas satisfaisante (pauvre et limite) ne dépasse pas 15 pour cent.

Graphique 29: Distribution des groupes de consommation alimentaire par région

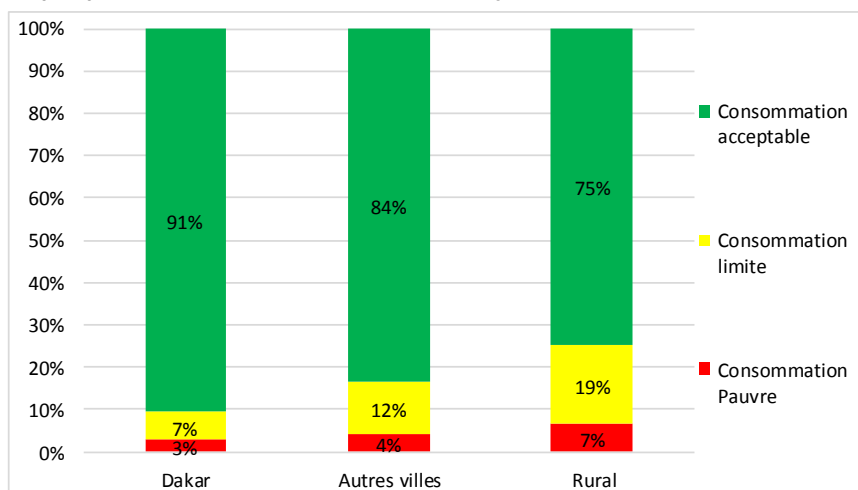


Source: ENSAN 2013

Situation zones urbaines / zones rurales

La proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre ou limite est beaucoup plus élevée dans les zones rurales (25%) que dans les zones urbaines (12%) du pays.

Graphique 30: Consommation alimentaire par milieu de résidence



Source: ENSAN 2013

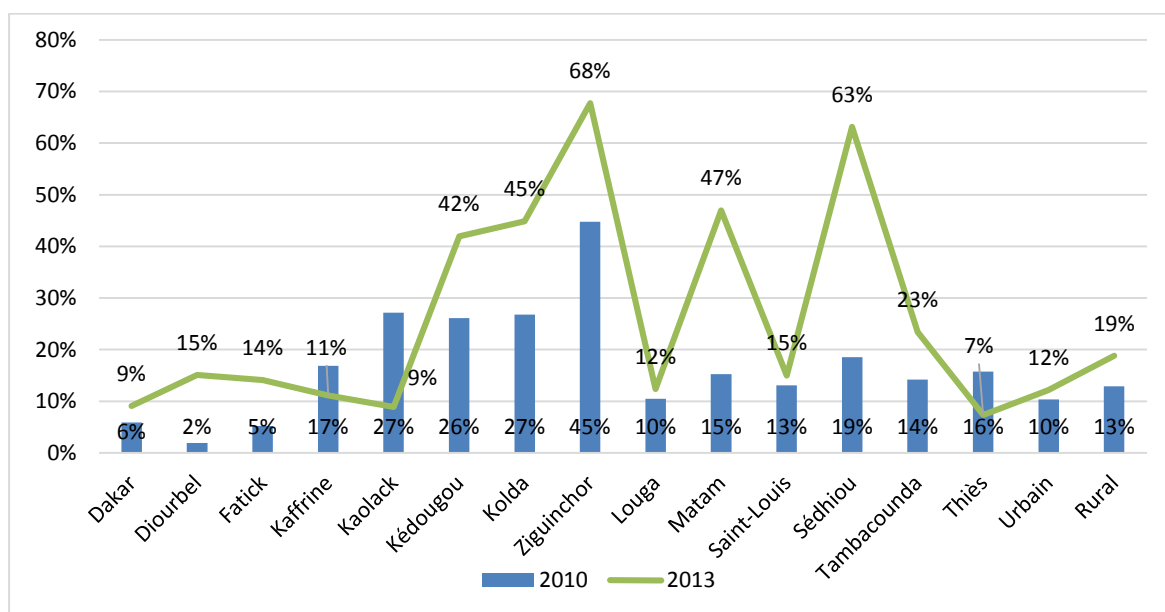
Situation par département

Certains départements se trouvent dans une situation critique puisqu'ils ont une très forte proportion des ménages avec une consommation alimentaire pauvre ou limite : Bignona (82%), Matam (75%), Goudomp (70%), Oussouye (62%), Vélingara (60%), Bounkiling et Sédhiou (59%), Ziguinchor (58%), Médina Yoro Foulah (55%), Kédougou (48%) et Salemata (47%).

6.4 Évolution de la consommation alimentaire

Entre 2010 et 2013, la situation de la consommation alimentaire s'est détériorée dans le pays. Dans les zones rurales, la proportion des ménages dont la consommation alimentaire n'est pas satisfaisante (pauvre ou limite) est passée de 15 pour cent des ménages à 25 pour cent. Dans les zones urbaines, cette proportion est passée de 9 pour cent à 12 pour cent.

La situation s'est détériorée fortement dans les régions suivantes : Matam, Kédougou, Kolda, Sédhiou et Ziguinchor. Elle s'est aussi dégradée, mais moins fortement dans les régions de Diourbel, Fatick et Tambacounda.



Source: AGVSAN 2010 et ENSAN 2013

L'analyse de la consommation alimentaire selon les régions permet de dégager cinq groupes de région:

- Les régions avec une proportion élevée de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre/limite en 2010 et dont la proportion s'est accrue en 2013. Il s'agit des régions de Kédougou, Kolda, Sédhiou et Ziguinchor.
- Les régions avec une proportion de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre/limite relativement faible (entre 14 et 15%) en 2010 mais qui présentent des taux très élevés (entre 23 et 47%) en 2013. Il s'agit des régions de Tambacounda et de Matam.
- Les régions avec une proportion de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre/limite très faible (entre 2 à 6%) en 2010 mais qui sont passés à une proportion un peu plus importante (entre 9 et 15%) en 2013. Il s'agit des régions de Diourbel, Fatick et Dakar.
- Les régions avec une proportion de ménages ayant un taux de consommation alimentaire pauvre/limite relativement faible en 2010 (entre 10 et 13%) qui sont restés un peu près au même niveau en 2013 (entre 12 et 15%). Il s'agit de Louga et de Saint-Louis.
- Les régions avec une proportion de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre/limite (entre 16 et 27%) en 2010 mais qui ont eu une baisse en 2013 (entre 7 et 11%). Il s'agit des régions de Thiès, Kaffrine et Kaolack.

Les variations saisonnières peuvent en partie expliquer la différence de prévalence des ménages avec une consommation alimentaire pauvre ou limite entre les différentes enquêtes. La collecte des données de l'AGSAN a eu lieu entre avril et juin 2010 qui est la période de pré-soudure. Tandis que l'ENSAN de 2013 a été réalisée au cours de la période de soudure (juin) caractérisée par un épuisement des stocks et une moindre disponibilité.

L'impact de la crise alimentaire de la campagne 2011/2012 qu'a connue le pays peut également expliquer la détérioration de la consommation alimentaire des ménages malgré le bon niveau de production enregistré au cours de la campagne agricole 2012-2013. En effet, les prix des céréales locales (mil et sorgho) et du riz restent élevés en dépit des mesures prises par le gouvernement pour faire baisser les prix des denrées alimentaires de base (voir section marché).

La consommation alimentaire s'est détériorée principalement chez les ménages les plus pauvres et pauvres. Ainsi, la proportion des ménages avec une consommation pauvre/limite ne fluctue presque pas dans les quintiles de ménages les plus riches entre 2010 et 2013. Par contre, elle varie plus fortement chez les ménages des quintiles les plus pauvres montrant ainsi la vulnérabilité de ces groupes.

Tableau 5: Pourcentage des ménages avec une consommation pauvre/limite selon l'indice de richesse

Quintiles de l'indice de richesse	AGVSAN 2010	ENSAN 2013
Les plus pauvres	26%	52%
Pauvres	19%	35%
Moyens	14%	22%
Riches	9%	16%
Les plus riches	5%	6%
Total	14%	19%

Source: AGVSAN 2010 et ENSAN 2013

6.5 Sources des aliments

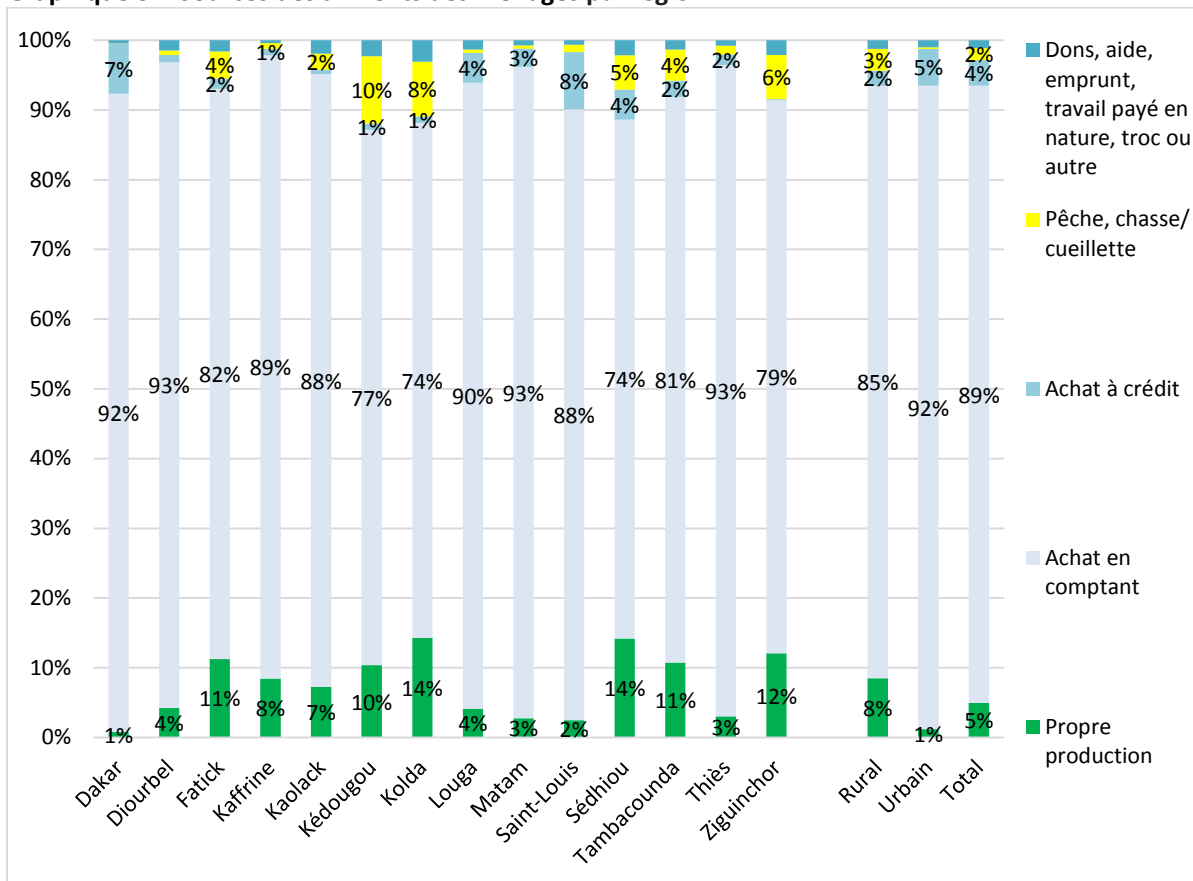
Dans toutes les régions du pays, les ménages dépendent fortement des marchés pour s'approvisionner.³⁴ Pour plus de 89 pour cent des ménages, l'achat est la source principale des vivres qu'ils consomment. La différence entre les zones urbaines et celles rurales est minimale (85% en zone rurale contre 92% en zone urbaine).

La consommation des vivres provenant de la production des ménages n'est une réalité que pour seulement 5 pour cent des ménages. Dans les régions de Kolda, Sédhiou, Ziguinchor, Tambacounda, Fatick et Kédougou, la part des aliments qui viennent de la production propre des ménages est plus élevée (entre 10 et 14 %).

Pour environ 4 pour cent des ménages, l'achat à crédit est leur principale source d'approvisionnement. Une portion marginale de ménages dépend de la pêche, chasse ou cueillette (2%) ou des dons ou aides (1%).

³⁴L'enquête a collecté des informations sur la principale source des différents aliments consommés par le ménage pendant les sept jours précédents l'enquête. Cet indicateur ne montre pas le pourcentage de nourriture provenant des différentes sources la quantité de nourriture n'ayant pas été collectée. Par contre, le pourcentage (moyenne) de jours de consommation provenant des différentes sources est présenté ci-dessus.

Graphique 31: Sources des aliments des ménages par région



Source: ENSAN 2013

Les marchés restent la source principale d’approvisionnement pour la grande majorité des ménages indépendamment de leurs moyens de subsistance. Ainsi même pour les ménages qui dépendent de l’agriculture, la part des aliments achetés sur les marchés est élevée et représente plus de 80 pour cent des aliments consommés. Cependant, la part des aliments issus de la propre production est plus importante pour les ménages qui dépendent de l’agriculture de rente (14%), des ménages qui pratiquent l’agriculture vivrière ou maraîchage (12%) et des ménages qui vivent de l’élevage (9%).

7. Chocs et stratégies d'adaptation

Messages clefs

- Environ 29 pour cent des ménages ont subi un choc au cours des douze mois précédents l'enquête. Pour presque la moitié d'entre eux un des chocs principaux a été la hausse des produits alimentaires. Environ 8 pour cent des ménages ont été affecté par des inondations.
- Dans les zones rurales, environ 64 pour cent des ménages ont utilisé des stratégies d'adaptation au cours des 30 jours qui ont précédé l'enquête pour faire face à une manque de nourriture. Environ 25 pour cent ont utilisé des stratégies de stress, 27 pour cent ont utilisé des stratégies de crise et 13 pour cent des stratégies d'urgence.³⁵
- Les stratégies d'adaptation ont été utilisées par une proportion importante de ménages pour faire face à des difficultés alimentaires dans les régions de Louga (85%), Matam (83%), Sédhiou (82%), Fatick (77%), Kolda (75%), Tambacounda, Kaffrine et Saint Louis. Dans les cinq premières régions, la proportion de ménages qui ont eu recours à des stratégies d'urgence est élevée.
- Dans les zones rurales, des proportions importantes de ménages ont eu recours à des stratégies qui menacent leur capacité future à produire et générer des revenus comme la consommation de leur semence (12%), la vente de femelles reproductrices (11%), la réduction de leurs dépenses agricoles (18%), la vente inhabituelle d'animaux (21%), etc. Dans les régions de Sédhiou, Kolda, Matam, Louga, Kaffrine, Fatick, Tambacounda, les proportions de ménages qui y ont recourent sont particulièrement importantes.
- Dans la région de Sédhiou, 26 pour cent des ménages ont consommé leurs semences et 13 pour cent ont vendu les femelles reproductrices.
- Dans la région de Louga, 39 pour cent des ménages ont eu recours à des stratégies d'urgence, 20 pour cent à des stratégies de crise. Ainsi 36 pour cent des ménages ont vendu les femelles reproductrices et plus de la moitié ont procédé à des ventes inhabituelles d'animaux pour faire face à des difficultés alimentaires. Dans cette région, une proportion importante de ménages ont subi des maladies animales ou des invasions d'insectes ou d'oiseaux granivores.
- Dans les zones urbaines, une proportion moindre mais toujours élevée (57%) des ménages ont eu recours à des stratégies d'adaptation. En effet une moindre proportion de ménages (3%) ont eu recours à des stratégies d'urgence.
- Pendant les 30 jours qui ont précédé l'enquête, 54 pour cent des ménages ont acheté de la nourriture à crédit pour faire face à un problème alimentaire, 47 pour cent ont cherché une activité additionnelle ou alternative, 28 pour cent ont réduit les dépenses de santé.

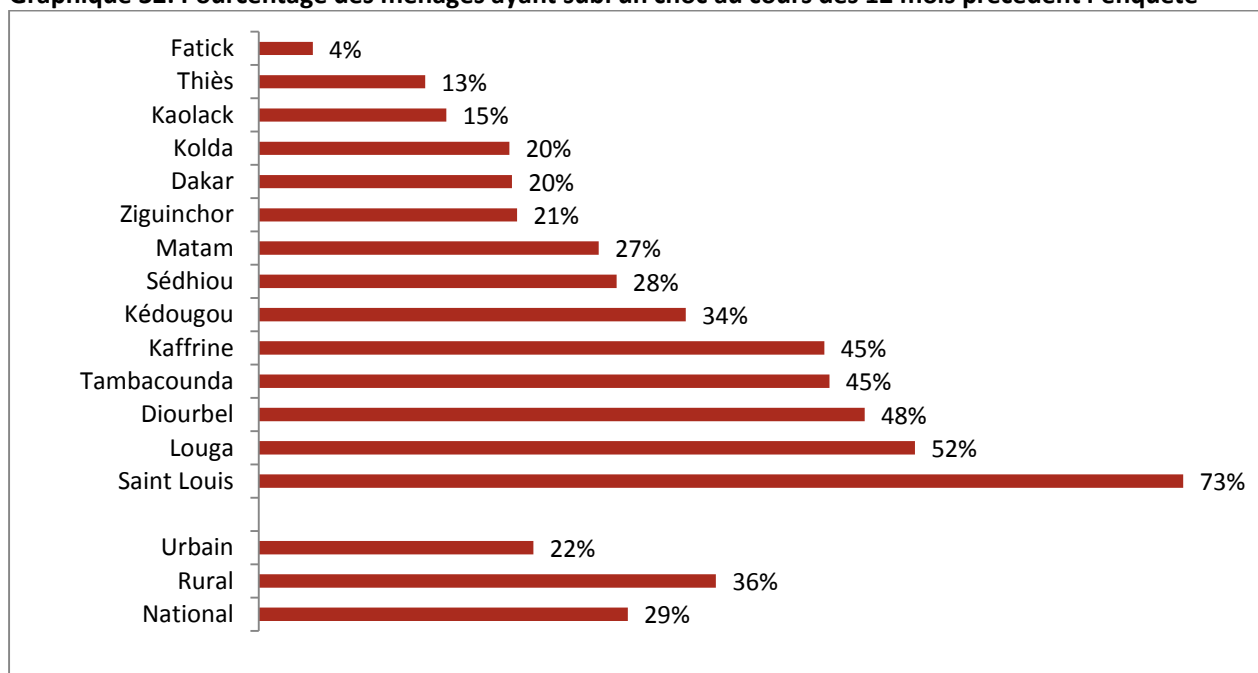
³⁵ ESAN 2013. Les stratégies de stress conduisent à la diminution de la capacité à faire face à des chocs futurs (par ex. emprunter de l'argent ou dépenser son épargne). Les stratégies de crise affectent directement la productivité future (par ex. la vente de biens productifs, réduction des dépenses non-alimentaires essentielles, retrait des enfants de l'école) et les stratégies d'urgence affectent la capacité future de produire et sont plus difficiles à renverser que les précédentes (par ex. la vente des femelles productrices ou la mendicité).

7.1 Chocs rencontrés par les ménages

Selon l'ENSAN 2013, 29 pour cent des ménages ont subi un choc ou des chocs au cours des 12 mois qui ont précédé l'enquête (36 pour cent en milieu rural et 22 pour cent en milieu urbain).

La situation varie selon les régions. La proportion de ménages qui ont subi un choc au cours de l'année est la plus forte dans la région de Saint Louis (73%). Dans les régions de Louba, Diourbel, Kaffrine et Tambacounda environ la moitié des ménages ont subi un choc pendant l'année.

Graphique 32: Pourcentage des ménages ayant subi un choc au cours des 12 mois précédent l'enquête



Source : ENSAN 2013

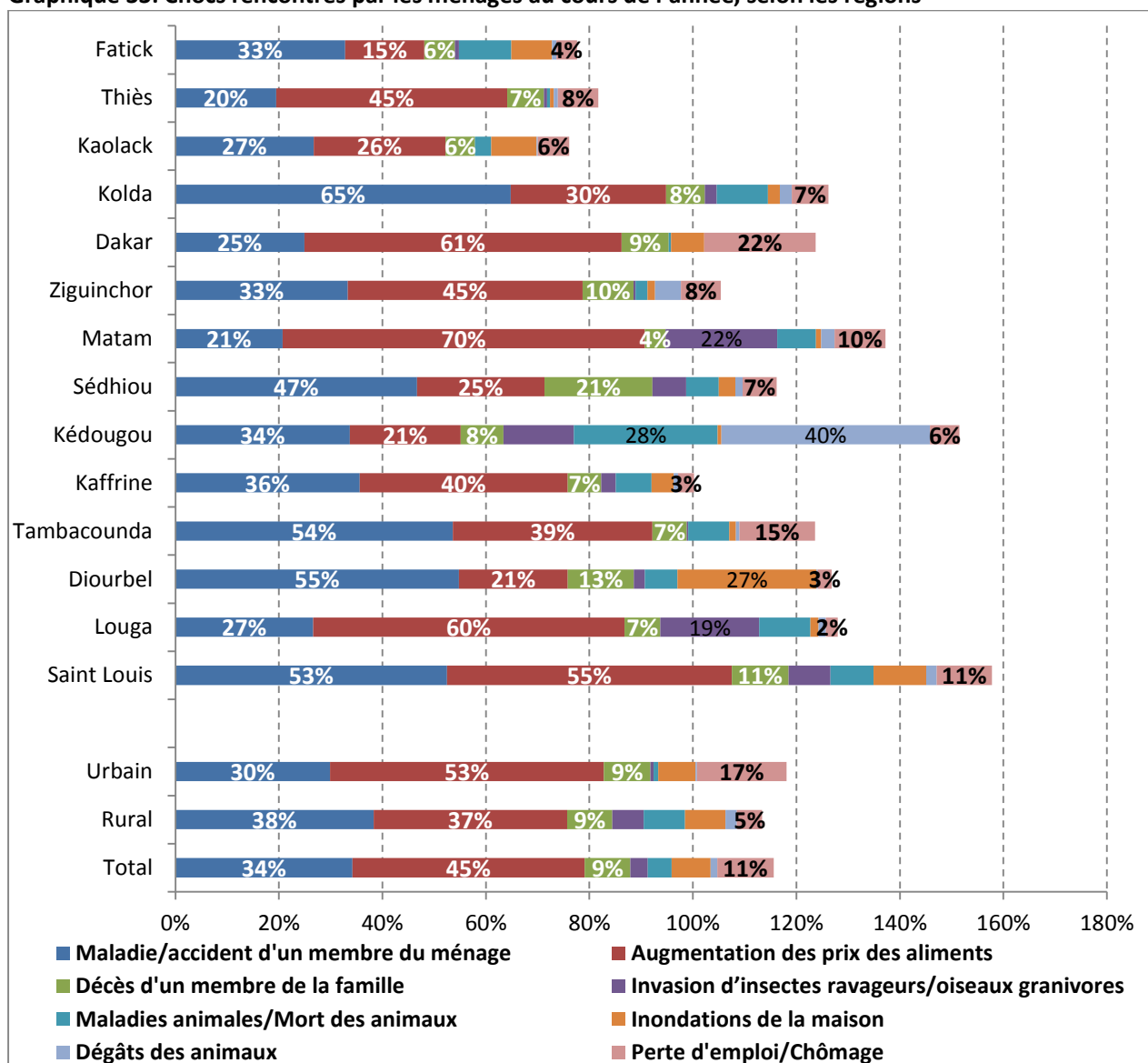
Les chocs les plus importants mentionnés par les ménages sont : l'augmentation du prix des denrées alimentaires (45%), la maladie/accident d'un membre de la famille (34%), la perte d'emploi/chômage (11%).

Pour ce qui est des chocs liés aux désastres naturels, les inondations ont été identifiées par 8 pour cent des ménages enquêtés. Les inondations ont affecté 27 pour cent des ménages qui ont subi un choc dans la région de Diourbel et environ 10 pour cent dans les régions de Fatick, Kaolack et Saint Louis.

Il existe peu de différences entre les régions. L'augmentation du prix des aliments a touché une proportion très importante des ménages ayant subi un choc dans les régions de Dakar (61%), Matam (70%), Louga (60%) et Saint Louis (55%). Dans la région de Dakar, 22 pour cent des ménages ont connu une perte d'emploi.

Dans la région de Matam et Louga, un cinquième des ménages affectés par un choc ont connu une invasion acridienne. Dans la région de Kédougou, 40 pour cent des ménages affectés par un choc ont connu un dégât des animaux.

Graphique 33: Chocs rencontrés par les ménages au cours de l'année, selon les régions



Source : ENSAN 2013

Dans 90 pour cent des cas, les ménages ont estimé que le choc a entraîné une perte de revenus. La grande majorité des ménages ne se sont jamais complètement remis de la perte financière occasionnée par le choc. Seulement cinq pour cent des ménages disent s'en être remis.

7.2 Stratégies d'adaptation

Dans les zones rurales, environ 64 pour cent des ménages ont utilisé des stratégies d'adaptation au cours des 30 jours qui ont précédé l'enquête pour faire face à une manque de nourriture. Environ 25 pour cent ont utilisé des stratégies de stress, 27 pour cent ont utilisé des stratégies de crise et 13 pour cent des stratégies d'urgence.³⁶

Dans les zones urbaines, une proportion moindre mais toujours élevée (57 %) des ménages ont eu recours à des stratégies d'adaptation. En effet une moindre proportion de ménages (3%) ont eu recours à des stratégies d'urgence.

³⁶ ENSAN 2013

Stratégies d'adaptation des ménages

Stratégies de stress: elles conduisent à la diminution de la capacité à faire face à des chocs futurs (par ex. emprunter de l'argent ou dépenser son épargne). Dans le cas de cette AGVSAN, il s'agit de : vendre des équipements ménagers/des bijoux/des habits ; vendre plus d'animaux que d'habitude; acheter des aliments à crédit, échanger/troquer des habits/bijoux contre de la nourriture.

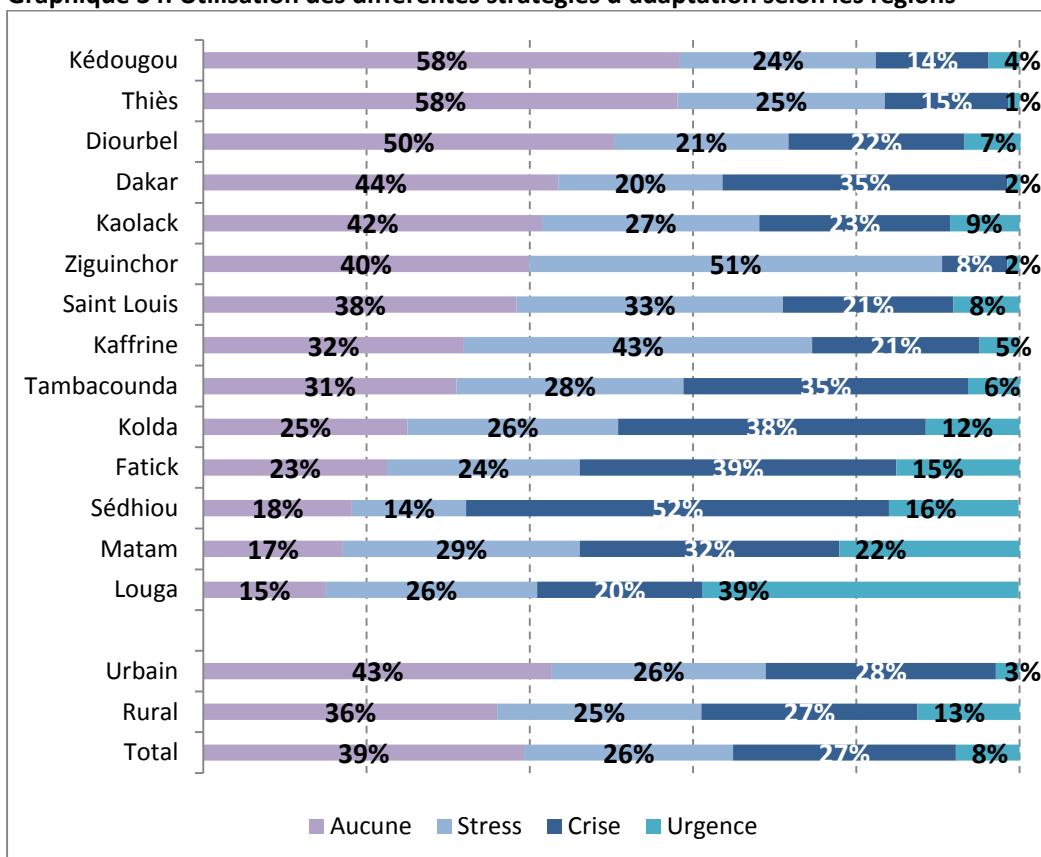
Les stratégies de crise: elles affectent directement la productivité future. Dans le cas de cette AGVSAN, il s'agit de: vendre ou consommer les semences ; vendre d'autres biens productifs; réduire les dépenses agricoles ; réduire les dépenses de santé ; et retirer les enfants de l'école.

Stratégies d'urgence: elles affectent la capacité future de produire et sont plus difficiles à inverser que les précédentes. Il s'agit ici de recourir à la mendicité et de vendre les femelles productrices.

La proportion des ménages qui ont eu recours à des stratégies d'urgence est beaucoup plus élevée dans les zones rurales (13%) que dans les zones urbaines (3%).

Les stratégies d'adaptation ont été utilisées par une proportion importante de ménages dans les régions de Louga (85%), Matam (83%), Sédhiou (82%), Fatick (77%), Kolda (75%), Tambacounda, Kaffrine, Saint Louis. Dans les cinq premières régions, la proportion de ménages qui ont eu recours à des stratégies d'urgence est élevée, en particulier dans la région de Louga (39%).

Graphique 34: Utilisation des différentes stratégies d'adaptation selon les régions



Source: ENSAN 2013

Pendant les 30 jours qui ont précédé l'enquête, 54 pour cent des ménages ont acheté de la nourriture à crédit pour faire face à un problème alimentaire, 47 pour cent ont cherché une activité additionnelle ou alternative, 28 pour cent ont réduit les dépenses de santé.

Dans les zones rurales, des proportions importantes de ménages ont eu recours à des stratégies qui menacent leur capacité future à produire et générer des revenus comme la consommation de leur semence (12%), la vente de femelles reproductrices (11%), la réduction de leurs dépenses agricoles (18%), la vente inhabituelle d'animaux (21%), etc. Dans les régions de Sédhiou, Kolda, Matam, Louga, Kaffrine, Fatick, Tambacounda, les proportions de ménages qui y ont recouru sont particulièrement importantes.

Dans la région de Sédhiou, 26 pour cent des ménages ont consommé leurs semences et 13 pour cent ont vendu les femelles reproductrices. Dans la région de Louga, 36 pour cent des ménages ont vendu les femelles reproductrices et plus de la moitié ont procédé à des ventes inhabituelles d'animaux.

Tableau 6: Utilisation des stratégies de survie des ménages pendant les 30 jours précédant l'enquête au niveau des régions

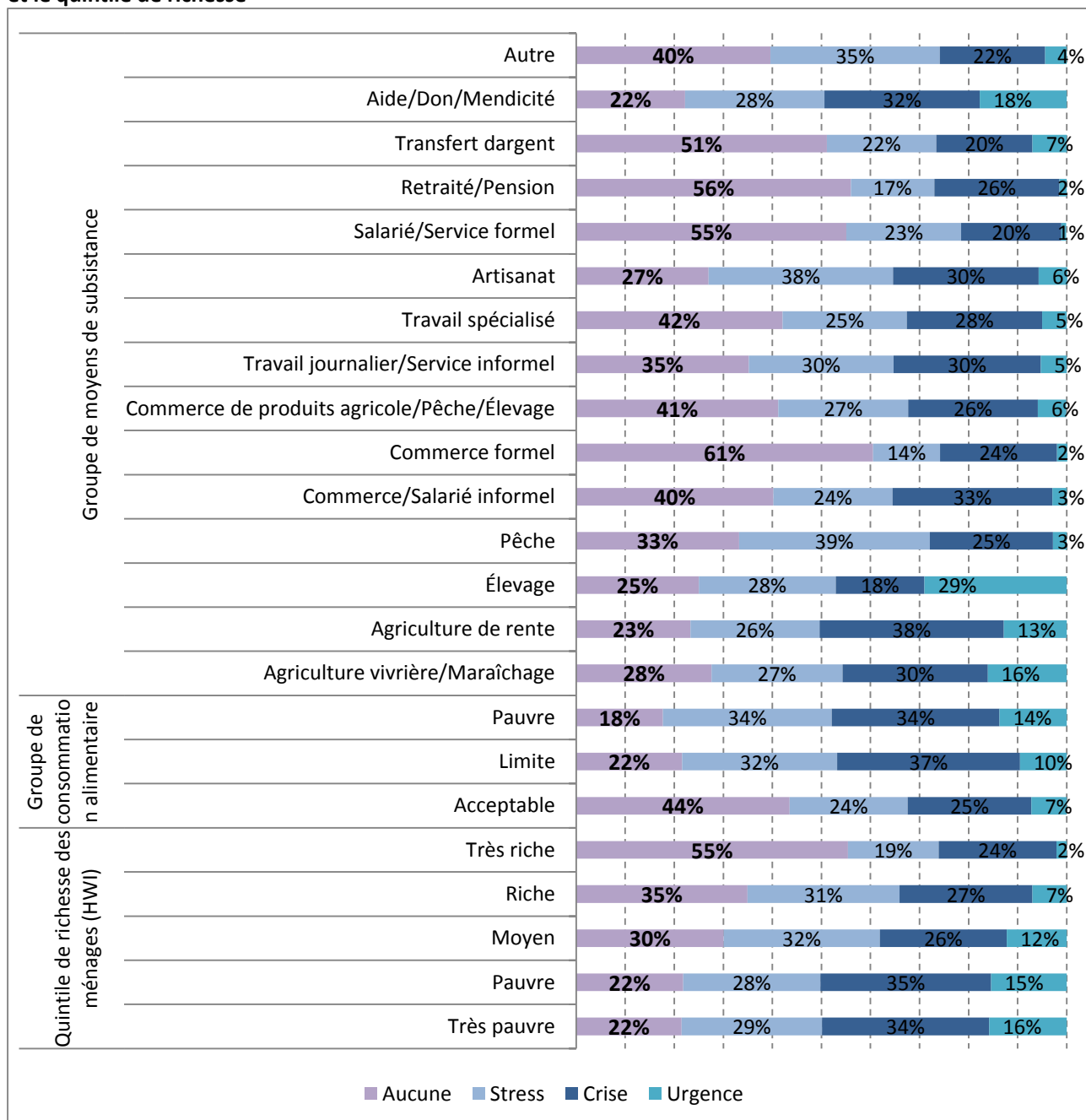
	Acheter des aliments à crédit	Réduire les dépenses de santé	Réduire les dépenses agricoles	Chercher des activités alternatives ou additionnelles	Vendre plus d'animaux que d'habitude	Augmenter la vente de bois de chauffage	Vendre des équipements ménagers / des bijoux/des habits	Vendre ou consommer les semences	Vendre les biens productifs autres que les semences	Vendre les femelles reproductrices	Retirer les enfants de l'école	Envoyer des membres du ménage en migration de travail	Échanger/troquer habits/bijoux contre de la nourriture	Recours à la mendicité directe ou déguisée
National	54%	28%	11%	47%	13%	4%	8%	7%	2%	6%	2%	3%	7%	2%
Rural	54%	26%	18%	46%	21%	7%	5%	12%	4%	11%	2%	5%	6%	2%
Urbain	55%	29%	4%	48%	4%	2%	10%	2%	1%	1%	2%	2%	8%	2%
Kédougou	31%	12%	6%	40%	12%	6%	2%	2%	1%	3%	2%	11%	8%	1%
Thiès	36%	13%	4%	36%	2%	3%	4%	2%	1%	1%	2%	2%	2%	1%
Diourbel	44%	21%	7%	20%	14%	1%	4%	6%	2%	6%	1%	3%	3%	1%
Kaolack	51%	23%	15%	54%	12%	5%	9%	15%	6%	8%	5%	3%	6%	2%
Tambacounda	55%	29%	21%	63%	24%	7%	6%	13%	1%	2%	1%	3%	9%	4%
Dakar	56%	36%	3%	51%	3%	1%	12%	1%	1%	1%	2%	1%	11%	1%
Kolda	57%	27%	25%	66%	22%	7%	5%	16%	7%	9%	4%	4%	4%	3%
Ziguinchor	57%	7%	2%	61%	3%	6%	0%	1%	0%	0%	0%	8%	0%	1%
Saint Louis	58%	25%	13%	43%	11%	2%	5%	2%	1%	3%	1%	4%	4%	6%
Fatick	61%	36%	32%	47%	30%	5%	11%	21%	3%	15%	3%	4%	4%	1%
Kaffrine	63%	14%	15%	59%	9%	8%	3%	11%	2%	3%	0%	2%	2%	2%
Sédhiou	64%	60%	42%	56%	19%	9%	6%	26%	5%	13%	7%	7%	7%	4%
Matam	72%	40%	19%	30%	32%	7%	3%	6%	4%	21%	3%	12%	3%	2%
Louga	75%	30%	27%	67%	54%	21%	15%	20%	7%	36%	2%	7%	23%	4%

Source: ENSAN 2013

La proportion des ménages qui ont eu recours à des stratégies de survie est plus élevée parmi les ménages les plus pauvres et les ménages qui vivent de l'aide/dons/mendicité et ceux qui vivent de l'agriculture et de l'élevage.

La proportion des ménages qui ont eu recours à des stratégies d'urgence est particulièrement élevée chez les éleveurs (29%), les ménages qui vivent de l'agriculture vivrière (16%) et de l'agriculture de rente (13%).

Graphique 35: Recours aux stratégies de survie selon les moyens de subsistance, la consommation alimentaire et le quintile de richesse



Source: ENSAN 2013

Stratégies d'adaptation alimentaire pendant la semaine précédant l'enquête

Au cours des sept jours précédents l'enquête, pour faire face à des difficultés alimentaires, 43 pour cent des ménages ont consommé des aliments moins chers, 30 pour cent ont réduit la quantité de nourriture consommée et 29 pour cent ont emprunté des aliments ou compté sur une aide de personnes proches, 17 pour cent ont réduit la consommation de adultes au profit des enfants, et 22 pour cent ont réduit le nombre de repas (26% en milieu urbain).

Tableau 7: Utilisation des stratégies de survie pendant les sept jours précédent l'enquête, selon le milieu de résidence

	Consommer des aliments moins préférés car moins coûteux	Emprunter des aliments ou compter sur l'aide d'amis, voisins ou parents	Réduire la quantité de nourriture lors de la préparation des repas	Réduire la consommation des adultes/mères au profit des enfants	Réduire le nombre de repas journaliers	Passer des journées sans manger	Manger ailleurs/chez les voisins
Total	43%	29%	30%	17%	22%	5%	4%
Rural	47%	34%	28%	19%	19%	5%	4%
Urbain	39%	24%	31%	15%	26%	6%	4%

8. Situation de la sécurité alimentaire

- Au Sénégal, 16 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire (2 pour cent en situation sévère et 14 pour cent en situation modérée). Ces ménages ont une consommation alimentaire déficiente (très déficiente pour ceux en situation sévère) et ils ne peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles.
- Une proportion importante d'entre eux ont eu recours à des stratégies de crise (comme vendre des biens productifs/moyens de transport, réduire les dépenses non-alimentaires essentielles, retirer les enfants de l'école) ou d'urgence (vendre maison/parcelle de terrain, pratiquer activités illégales, mendier).
- Environ 42 pour cent des ménages sont en situation de sécurité alimentaire limite. Ces ménages ont une consommation alimentaire tout juste adéquate sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles mais ne peuvent pas se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles.
- Les régions avec une prévalence élevée d'insécurité alimentaire sont: Sédhiou (58%), Kolda (42%), Ziguinchor (39%), Matam (38%) et Kédougou (33%). Les régions de Tambacounda (22%), Louga (15%) et Fatick (13%) ont également des taux assez importants d'insécurité alimentaire.
- La proportion des ménages en insécurité alimentaire est la plus élevée chez les ménages dépendants de l'aide, dons ou mendicité (38%), les ménages qui pratiquent une agriculture vivrière (28%), ceux qui vivent de l'élevage (27%) ou qui pratiquent une agriculture de rente (23%). Chez ces groupes de subsistance, une proportion élevée des ménages (entre 47 et 58%) est en situation de sécurité alimentaire limite. Chez les travailleurs journaliers et les ménages qui vivent du commerce des produits agricoles, de la pêche et de l'élevage environ 18 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire.
- Les ménages en insécurité alimentaire sont souvent les plus pauvres. Environ 83 pour cent des ménages en insécurité alimentaire sévère appartiennent aux quintiles les plus pauvres (50%) et pauvres (33%) de la population et 55 pour cent chez les ménages en insécurité alimentaire modérée.
- L'existence d'un membre migrant au sein du ménage contribue à la sécurité alimentaire du ménage. La proportion de ménages avec un travailleur migrant est plus élevée parmi les ménages en sécurité alimentaire (26%) que chez les ménages en insécurité alimentaire modérée (20%) et que chez les ménages en insécurité alimentaire sévère (11%).

8.1 Prévalence de l'insécurité alimentaire au niveau national

Au Sénégal, 16 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire (2 pour cent en situation sévère et 14 pour cent en situation modérée).

Environ 42 pour cent des ménages sont en situation de sécurité alimentaire limite.

Environ 42 pour cent des ménages sont en sécurité alimentaire.

Caractéristiques des ménages en insécurité alimentaire sévère (2%): Ces ménages ont une consommation alimentaire très déficiente ou ils connaissent une perte très importante de leurs moyens de subsistance qui va conduire à des déficits importants dans leur consommation alimentaire. Parmi ces ménages 44 pourcent ont utilisé des stratégies de crise et 40 pourcent ont eu recours à des stratégies d'urgence au cours des 30 derniers jours

précédant la collecte des données.³⁷ Chez ces ménages, plus de la moitié (53%) consacrent une part élevée de leurs dépenses à l'alimentation.

Caractéristiques des ménages en insécurité alimentaire modérée (14%). Ces ménages ont une consommation alimentaire inadéquate ou ne peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux sans recourir à des stratégies d'adaptation. Environ 16 pour cent de ces ménages consacrent 75 pour cent ou plus de leur budget à l'alimentation. Environ 46 pour cent de ces ménages ont eu recours à des stratégies de crise et 15 pour cent à des stratégies d'urgence pour pallier à un manque d'argent ou de nourriture pendant les 30 jours qui ont précédé l'enquête.³⁸

Caractéristiques des ménages en sécurité alimentaire limitée (42%). Ces ménages ont une consommation alimentaire minimale adéquate, sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversible, mais ils ne peuvent se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles.

Caractéristiques des ménages en sécurité alimentaire (42%). Ces ménages sont capables de satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires sans recourir à des stratégies d'adaptation atypiques. Leur consommation alimentaire est globalement acceptable et ils n'utilisent pas de stratégies d'adaptation. Une grande proportion d'entre eux (79%) a des dépenses alimentaires qui représentent moins de 50 pour cent de leurs dépenses totales.

Tableau 8: Classification de la sécurité alimentaire

(Les données chiffrées sont en pourcentage de l'ensemble des ménages)

Domaine		Indicateur	Sécurité alimentaire (1)	Sécurité alimentaire limitée (2)	Insécurité alimentaire modérée (3)	Insécurité alimentaire sévère (4)
Statut actuel	Consommation alimentaire	Score de la consommation alimentaire	Consommation alimentaire acceptable 81%	--	Consommation alimentaire Limite 14%	Consommation alimentaire pauvre 5%
	Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique	Part des dépenses consacrées à la nourriture 60%	50% à 65% des dépenses consacrées à la nourriture 23%	65% à 75% des dépenses consacrées à la nourriture 9%	Plus de 75% des dépenses consacrées à la nourriture 7%
Épuisement des actifs		Stratégies d'adaptation	Aucune 39%	Stratégies de stress 26%	Stratégies de crise 27%	Stratégies d'urgence 8%
Résumé des indicateurs			Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limitée	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
	Classification globale		42%	42%	14%	2%

³⁷ Exemples de stratégies de crise : vendre des biens productifs/moyens de transport, réduire les dépenses non-alimentaires essentielles, retirer les enfants de l'école; Exemples de stratégies d'urgence : vendre maison/parcelle de terrain, pratiquer activités illégales, mendier.

8.2 Situation de la sécurité alimentaire selon les régions, départements et milieu de résidence

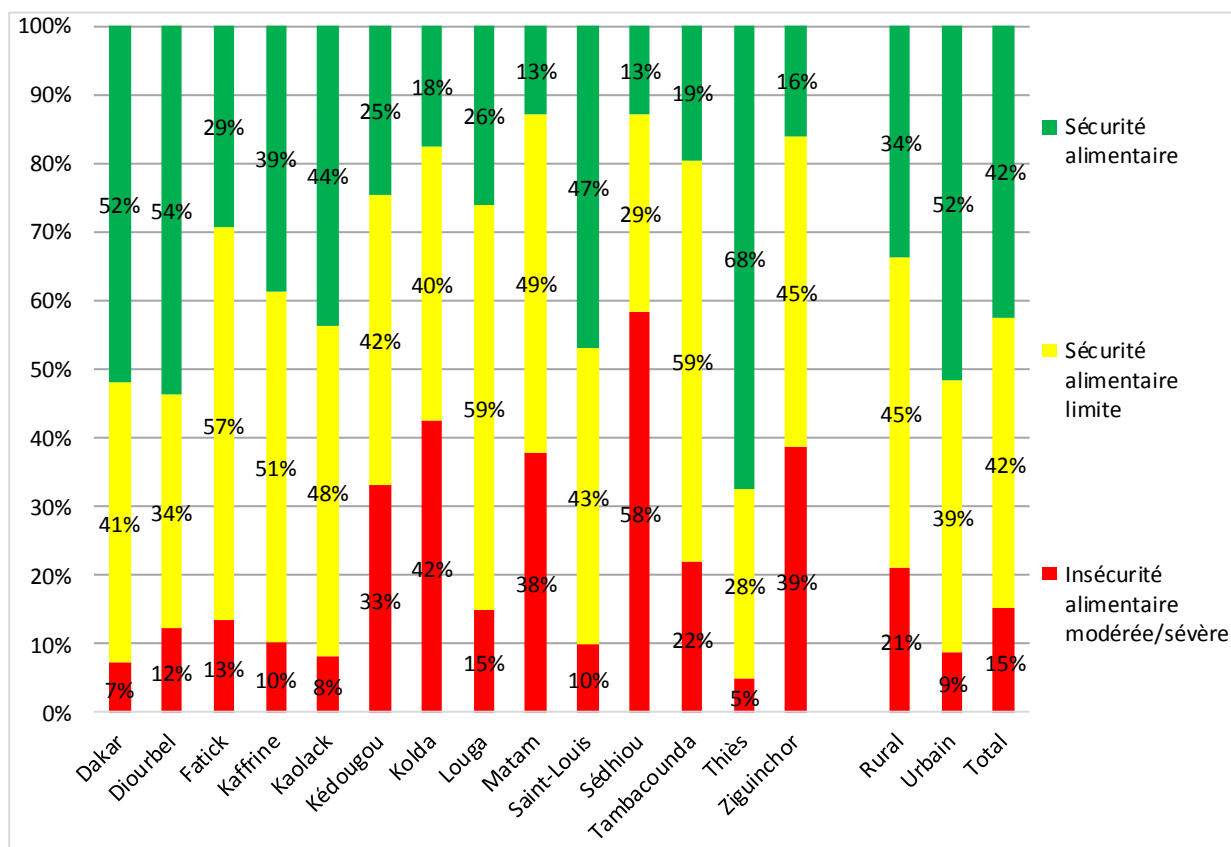
L'insécurité alimentaire touche plus les ménages des zones rurales – 21 pour cent d'entre eux sont en insécurité alimentaire - que ceux des zones urbaines (9%).

La situation de l'insécurité alimentaire varie beaucoup selon les régions. Les régions avec une prévalence élevée d'insécurité alimentaire sont: Sédhiou (58%), Kolda (42%), Ziguinchor (39%), Matam (38%) et Kédougou (33%). Les régions de Tambacounda (22%), Louga (15%) et Fatick (13%) ont également des taux assez importants d'insécurité alimentaire.

La prépondérance de l'insécurité alimentaire est relativement plus faible à Dakar avec 7 pour cent des ménages en insécurité alimentaire.

Dans toutes les régions, une proportion importante de la population (de 29% dans la région de Thiès à 59% dans la région de Tambacounda) est en sécurité alimentaire limite.

Graphique 36: Prévalence de l'insécurité alimentaire selon les régions



La situation de l'insécurité alimentaire (modérée ou sévère) est critique dans certains départements où elle touche plus de la moitié des ménages enquêtés. Il s'agit des départements de Goudomp (62%), Matam (59%), Vélingara et Bounkiling (57%), Sédhiou (55%), Oussouye (52%) et Médina Yoro Foulah (51%).

Dans les départements de Koumpentum, Salemata, Kédougou, Bignona, Ziguinchor, Ranerou et Kébemerentre 41 et 37 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire. D'autres départements tels que Tambacounda (23%), Kougheul et Gossas (22%) ont des taux d'insécurité alimentaire au-dessus de 20 pour cent.

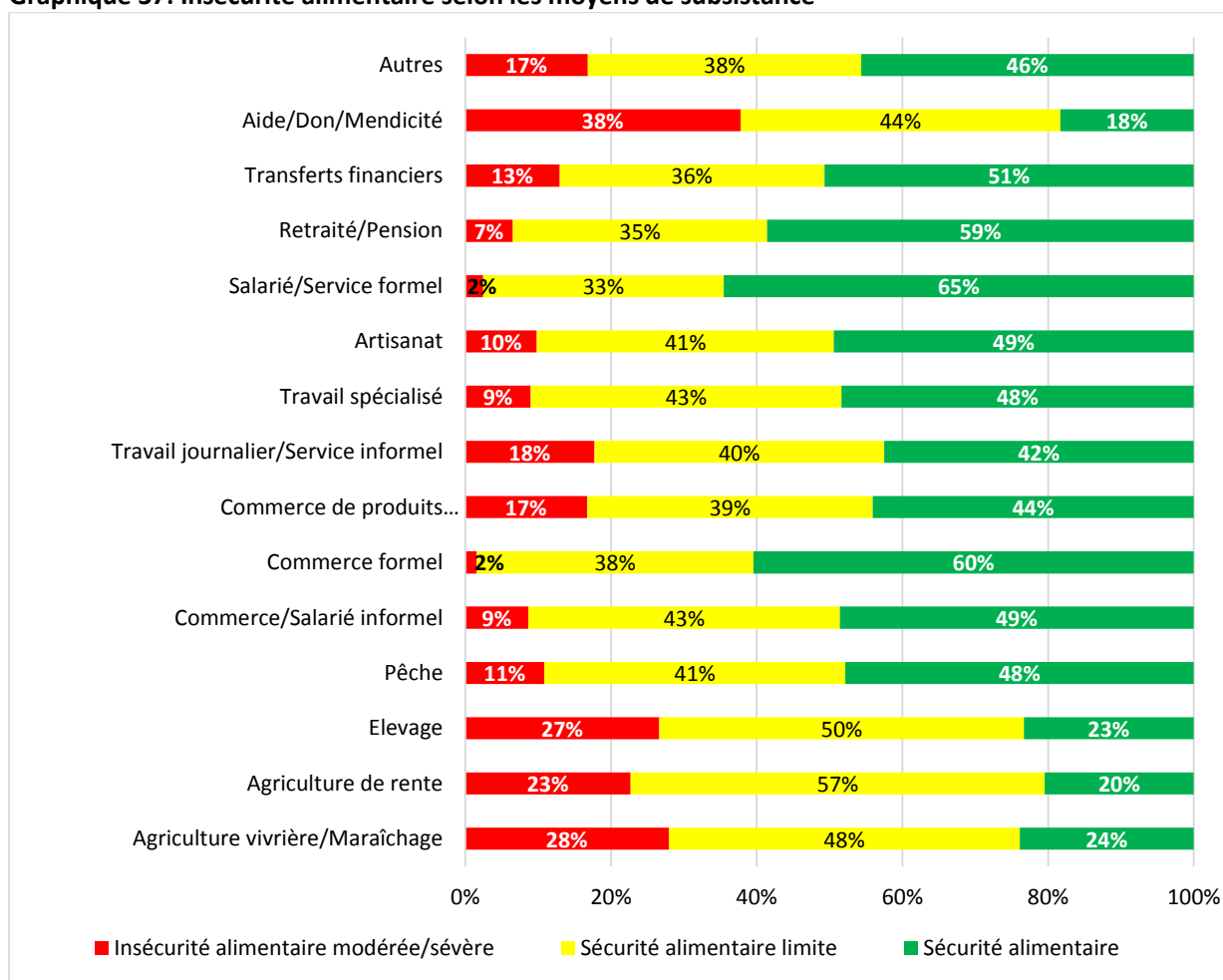
8.3 Moyens de subsistance et insécurité alimentaire

Les ménages dépendants de l'aide, dons ou mendicité sont les plus touchés par l'insécurité alimentaire sévère ou modérée. Ainsi 38 pour cent d'entre eux sont en situation d'insécurité alimentaire.

La proportion de ménages en insécurité alimentaire est également élevée parmi les ménages qui pratiquent une agriculture vivrière (28%), qui vivent de l'élevage (27%) ou qui pratiquent une agriculture de rente (23%). Chez ces groupes de subsistance, une proportion élevée des ménages (entre 47 et 58%) est en situation de sécurité alimentaire limitée.

Chez les travailleurs journaliers et les ménages qui vivent du commerce des produits agricoles, de la pêche et de l'élevage environ 18 pour cent des ménages sont en insécurité alimentaire.

Graphique 37: Insécurité alimentaire selon les moyens de subsistance



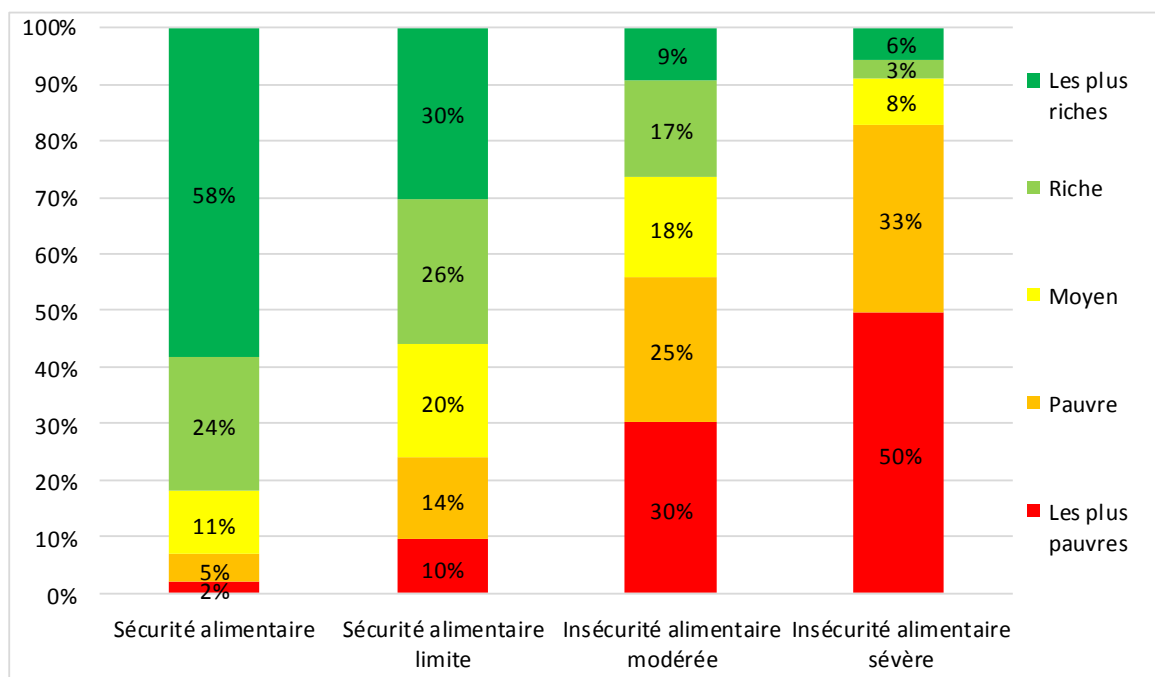
Source : Données ménages de l'ENSA 2013

8.4 Insécurité alimentaire et pauvreté

Les ménages en insécurité alimentaire sont souvent les plus pauvres. Environ 83 pour cent des ménages en insécurité alimentaire sévère appartiennent aux quintiles les plus pauvres (50%) et pauvres (33%) de la population. Chez les ménages en sécurité alimentaire, seuls 7 pour cent des ménages appartiennent aux quintiles les plus pauvres.

Environ 24 pour cent des ménages en sécurité alimentaire limitée appartiennent au quintile des plus pauvres ou pauvres.

Graphique 38: Groupes de sécurité alimentaire par quintile d'indice de richesse



Source: ENSAN 2013

8.5 Migration, rémittences et insécurité alimentaire

Environ 23,5 pour cent des ménages ont un travailleur migrant. L'existence d'un membre migrant au sein du ménage contribue à la sécurité alimentaire du ménage. La proportion de ménages avec un travailleur migrant est plus élevée parmi les ménages en sécurité alimentaire (26%) que chez les ménages en insécurité alimentaire modérée (20%) et que chez les ménages en insécurité alimentaire sévère (11%).

8.6 Emprunt et insécurité alimentaire

Environ 54 pour cent des ménages ont eu recours à l'emprunt pour subvenir à leurs besoins au cours des 12 mois précédents l'enquête. La proportion des ménages ayant recours à l'emprunt est plus élevée chez les ménages en insécurité alimentaire modérée (59%) et insécurité alimentaire sévère (71%) que chez les ménages en sécurité alimentaire (42%). Environ 60% des ménages en sécurité alimentaire limite ont eu recours à l'emprunt.

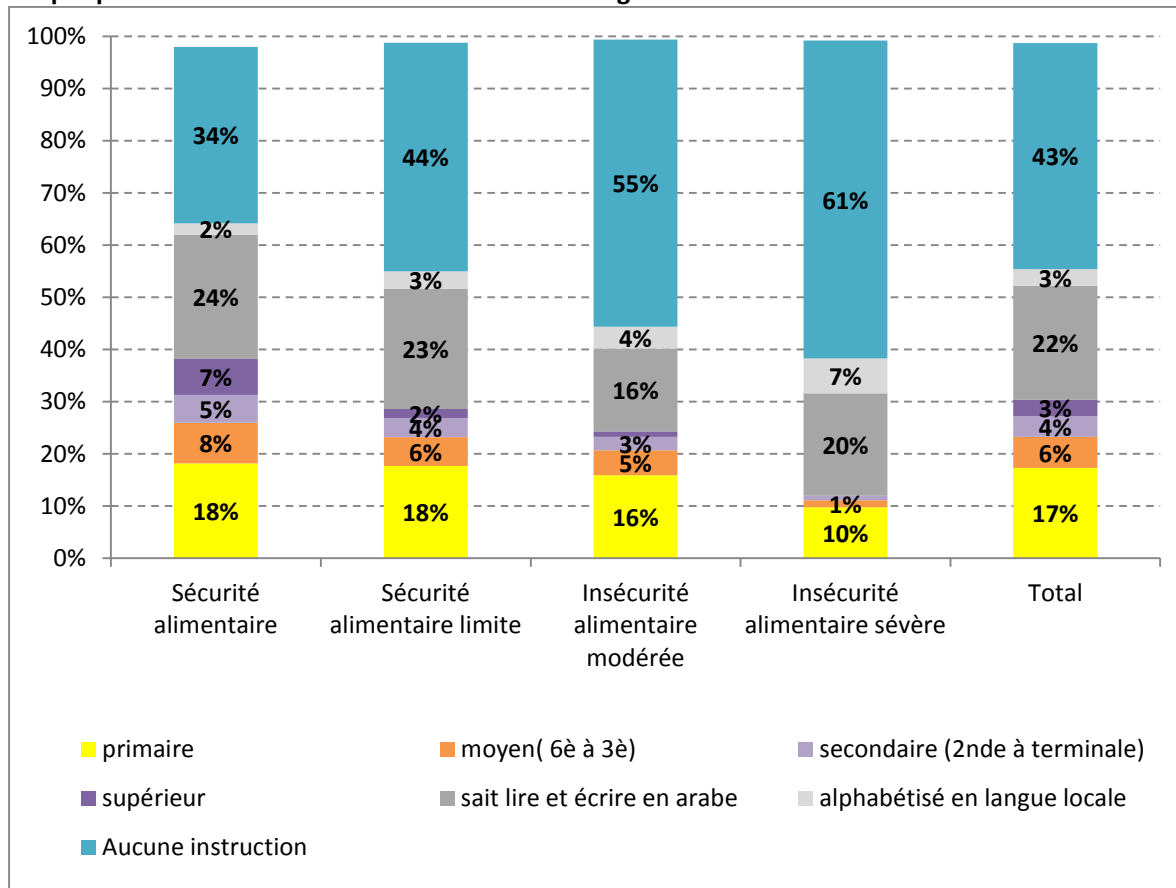
Les ménages ont principalement recours à l'emprunt pour acheter des aliments. Chez les ménages en sécurité alimentaire 72% empruntent pour acheter des aliments ; presque 90% chez les ménages en insécurité alimentaire modérée et 94% chez ceux en insécurité alimentaire sévère.

La principale source de crédit sont la famille et les amis. Les ménages en sécurité alimentaire ont plus recours aux banques.

8.7 Niveau d'instruction et insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire est liée au niveau d'instruction du chef de ménages. Ainsi la proportion des ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction est plus élevée chez les ménages en insécurité alimentaire.

Graphique 39: Niveau d'instruction du chef de ménages et insécurité alimentaire



Source: ENSAN 2013

9. Santé et nutrition de la mère et de l'enfant

Messages clefs³⁹

- Le taux de la malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants de moins de 6 à 59 mois est de 9,1 pour cent.⁴⁰ Ce taux est proche du seuil d'alerte de 10 pour cent de l'OMS et témoigne d'une situation nutritionnelle précaire chez les enfants de 6-59 mois.
- Le taux de MAG dépasse le seuil critique de 15 pour cent dans les trois départements de la région de Matam (18,8%) et dans le département de Podor (16,7%) dans la région de Saint Louis.
- La MAG est en progression dans les régions de Kédougou (5,4% en 2010 contre 9,2% en 2013), Kolda (6,6% à 10,1%) et Sédhiou (6,9% à 10,2%). La région de Matam est dans une situation critique depuis 2010 avec une prévalence qui varie entre 14,1 et 18,8 pour cent.
- La prévalence de la malnutrition chronique a baissé de 10 points depuis 2010 et s'établissait à 16,5 pour cent en 2012. Les taux sont les plus élevés dans le sud et sud est du pays avec des prévalences élevées dans les départements de Kolda (31%), de Médina Yoro Foula (30%), de Saraya (29%) dans les régions de Kolda et Kédougou.
- Au niveau national, 14,8 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale reflétant une situation globalement précaire. Aucun département n'atteint le seuil critique de 30 pour cent ; par contre 17 départements présentent une situation préoccupante (entre 20 et 29,9%).
- Les taux de malnutrition aiguë et chronique sont généralement les plus élevés dans les régions les plus pauvres du pays, celles où la proportion de ménages en insécurité alimentaire est la plus élevée et où les ménages ont le moins accès à de l'eau potable et des toilettes améliorées.
- Dans les zones urbaines, pratiquement tous les ménages (96,6%) ont accès à de l'eau potable. Dans les zones rurales, environ 17,5 pour cent des ménages n'ont pas accès à de l'eau potable. C'est dans les régions de Sédhiou et Kolda que l'accès à l'eau potable est le plus problématique : respectivement 70,5 et 49 pour cent des ménages n'y ont pas accès.
- Dans les zones urbaines, 84,1 pour cent des ménages ont accès à des toilettes améliorées, contre seulement 38,6 pour cent dans les zones rurales. La proportion des ménages qui n'ont pas accès à des toilettes améliorées est très importante dans les régions de Sédhiou (95,3%), Kolda (86,7%), Kaffrine (86,3%), Kédougou (79,3%), Matam (71,5%), Ziguinchor (61,3%) et Tambacounda (60%).

³⁹ Les données sur la nutrition sont tirées du Brief sur l'ENSAN 2013.

⁴⁰La malnutrition aiguë est la conséquence d'une prise calorique insuffisante, résultat d'une consommation alimentaire inadéquate et/ou d'un problème de santé (maladie). Plusieurs indicateurs mesurent l'émaciation: la présence d'œdèmes bilatéraux, le rapport Poids-pour-Taille (P/T, il est exprimé en z-score) et le périmètre brachiale (PB).

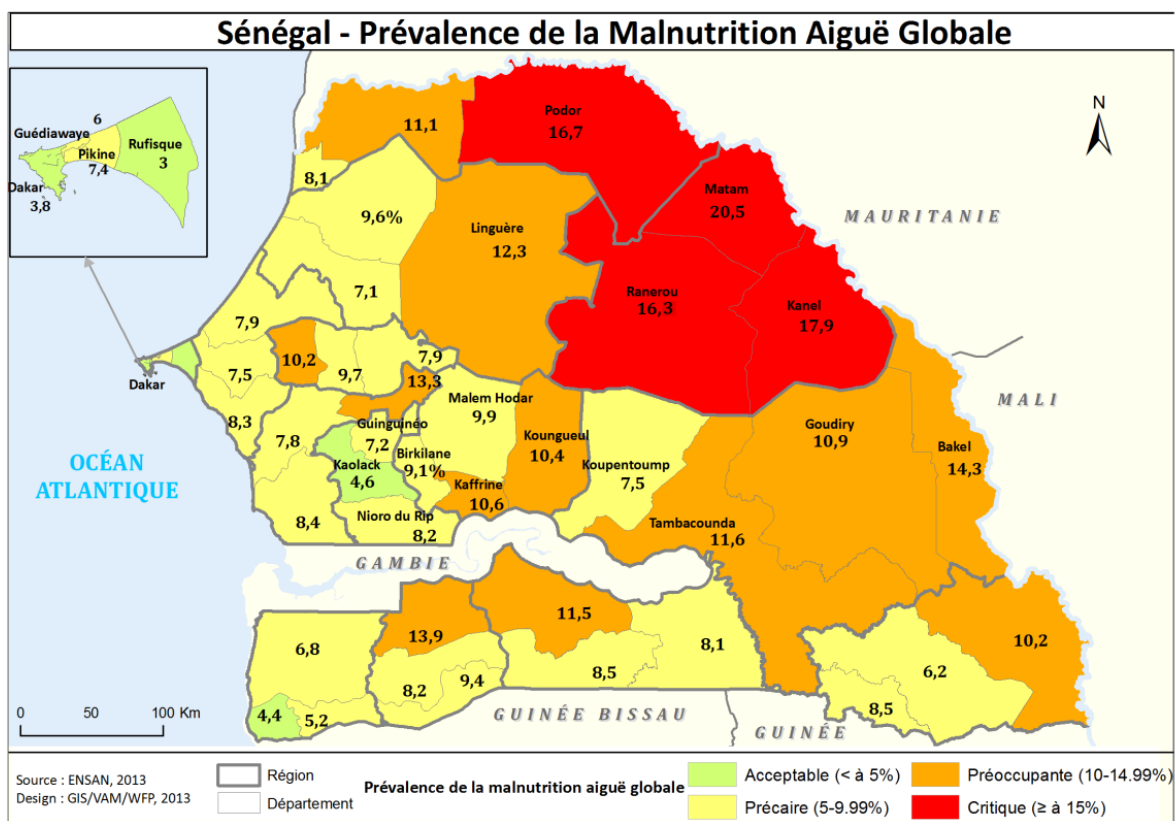
9.1 Malnutrition aiguë

Le taux de la malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants de moins de 6 à 59 mois est de 9,1%.⁴¹ Ce taux est proche du seuil d’alerte de 10 pour cent défini par l’OMS et témoigne d’une situation nutritionnelle précaire chez les enfants de 6-59 mois.

Le taux de malnutrition aiguë globale est le plus élevé dans la région de Matam (18,8%) avec les trois départements qui dépassent le seuil critique de 15 pour cent. Le département de Podor dans la région de Saint Louis a une prévalence de 16,7 pour cent qui dépasse également le seuil critique. Dans ces départements, la forme sévère de la malnutrition aiguë touche entre 2,2 et 4,5 pour cent des enfants de 6 à 59 mois.

Seize autres départements ont une situation préoccupante avec des taux qui varient de 10 à 14,3 pour cent. Le département de Bakel avec sa prévalence de 14,3% mérite une surveillance.

Carte 7: Prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale au Sénégal



La situation de la malnutrition aiguë demeure précaire au Sénégal. Elle oscille entre 8,8 et 10,1 pour cent depuis 2010. La MAG est en progression dans les régions de Kédougou (5,4% en 2010 contre 9,2% en 2013), Kolda (6,6% à 10,1%) et Sédhiou (6,9% à 10,2%). La région de Matam est dans une situation critique depuis 2010 avec une prévalence qui varie entre 14,1 et 18,8 pour cent.

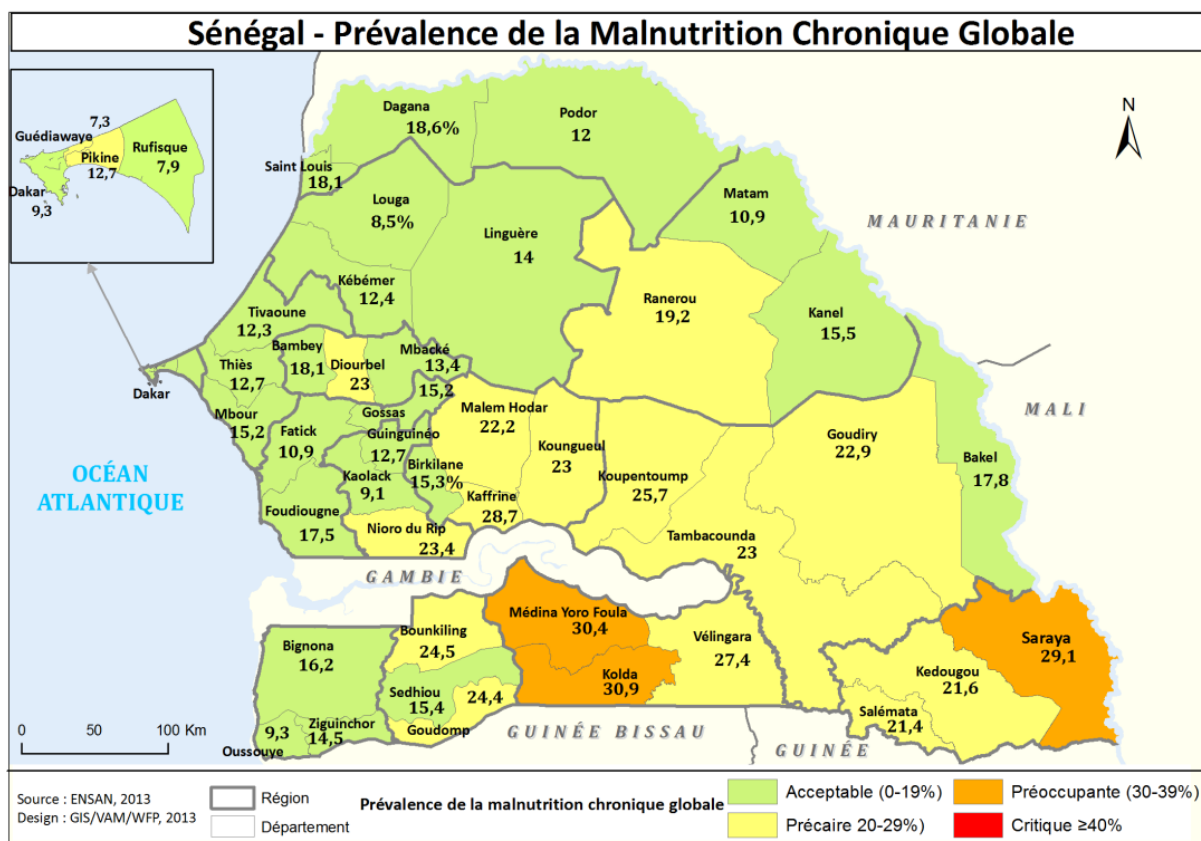
⁴¹La malnutrition aiguë est la conséquence d’une prise calorique insuffisante, résultat d’une consommation alimentaire inadéquate et/ou d’un problème de santé (maladie). Plusieurs indicateurs mesurent l’émaciation: la présence d’œdèmes bilatéraux, le rapport Poids-pour-Taille (P/T, il est exprimé en z-score) et le périmètre brachiale (PB).

9.2 Malnutrition chronique

Au niveau national, 16,5 pour cent des enfants souffrent de malnutrition chronique, situation acceptable selon l'OMS.⁴² Cependant des disparités importantes existent selon les régions. Les taux sont plus élevés dans le sud et sud est du pays avec des prévalences élevées dans les départements de Kolda (31%), de Médina Yoro Foula (30%), de Saraya (29%) dans les régions de Kolda et Kédougou.

Contrairement à la malnutrition aigüe, la malnutrition chronique a connu une régression depuis 2010. Elle a baissé de 10 points (26,5% en 2010 à 16,5% en 2013). Toutes les régions ont connu la même évolution à la baisse.

Carte 8: Prévalence de la Malnutrition Chronique Globale au Sénégal

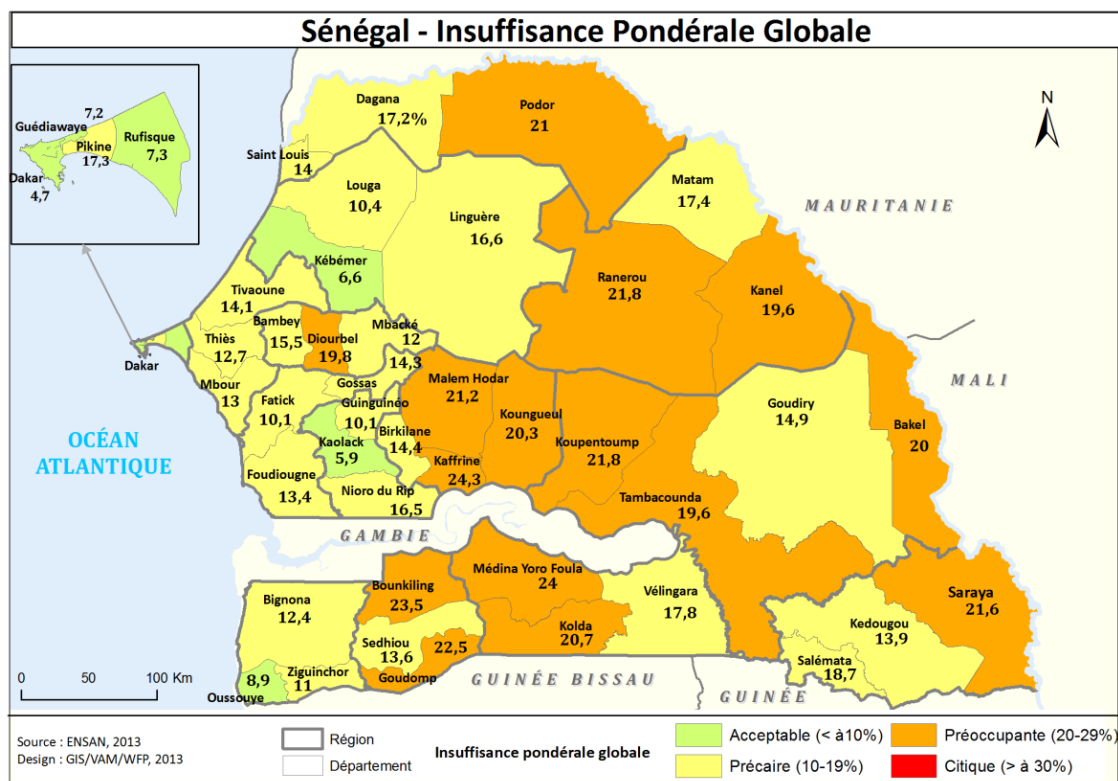


⁴²La malnutrition chronique (retard de croissance) se manifeste par une taille trop petite pour l'âge. Elle est le résultat d'une mauvaise alimentation (qualité et quantité) et/ou de maladies pendant une longue période. Elle ne change pas de manière significative selon la saison et renseigne plutôt sur les conditions socio-économiques et environnementales d'une communauté. Le retard de croissance est à la fois une cause directe de la petite taille à l'âge adulte et un facteur de risque contribuant à la diminution de la survie de l'enfant. Il peut également provoquer des troubles de la croissance et du développement moteur et cérébral avec une persistance des séquelles à l'âge adulte pouvant se répercuter sur des générations futures.

9.3 Insuffisance pondérale

Au niveau national, 14,8 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'insuffisance pondérale reflétant une situation globalement précaire.⁴³ Aucun département n'atteint le seuil critique de 30 pour cent; par contre 17 départements présentent une situation préoccupante (entre 20 et 29,9%).

Carte 9: Insuffisance Pondérale Globale au Sénégal



9.4 Eau et assainissement

Accès à l'eau potable

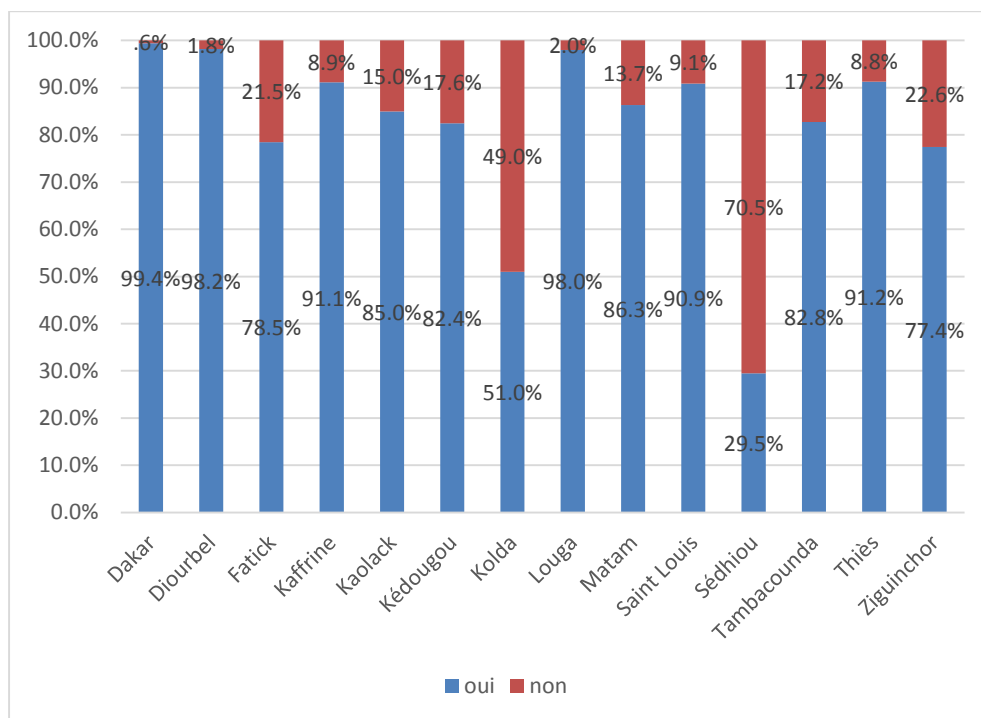
Dans les zones urbaines, 96,6 pour cent des ménages ont accès à de l'eau potable. Dans les zones rurales, 82,5 pour cent des ménages ont accès à de l'eau potable.

C'est dans les régions de Sédhiou et Kolda que l'accès à l'eau potable est le plus problématique avec respectivement 70,5 et 49 pour cent des ménages qui n'ont pas accès à de l'eau potable. Une proportion élevée de ménages n'ont pas accès à de l'eau potable dans les régions de Ziguinchor (22,6%), Fatick (21,5%), Kédougou (17,6%) et Tambacounda (17,2%).

Dans les régions de Kolda, Sédhiou et dans une moindre mesure celle de Tambacounda une proportion importante de ménages utilise l'eau de puits non protégés.

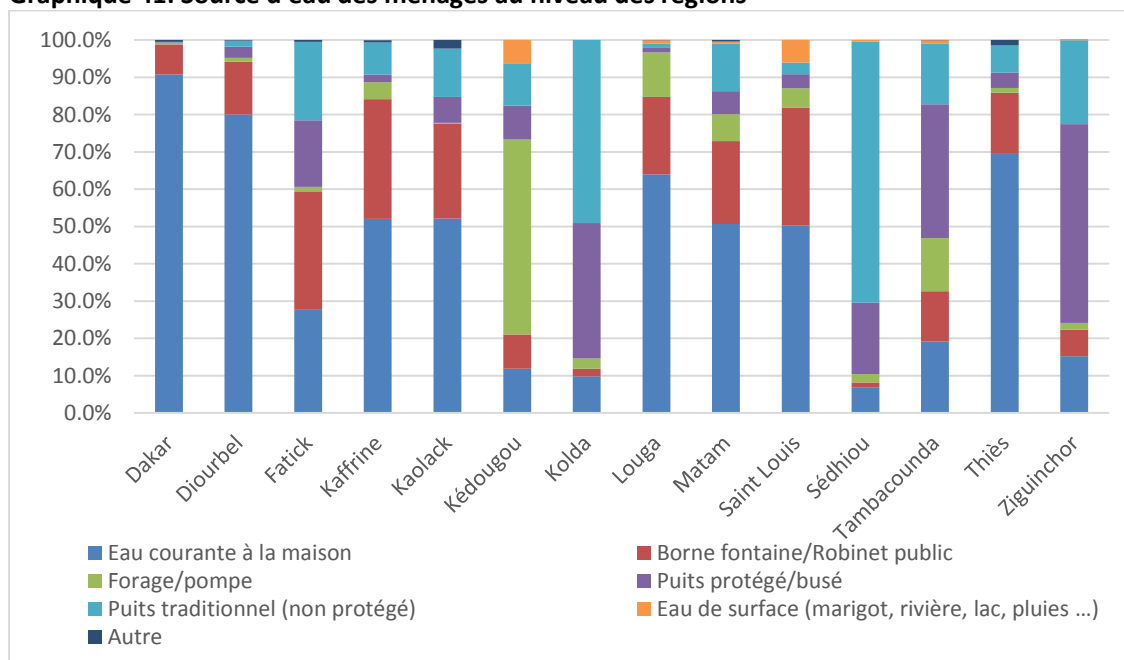
⁴³L'insuffisance pondérale est l'insuffisance de poids par rapport à l'âge. C'est un indicateur qui combine les deux formes précédentes de la malnutrition. Un faible poids pour l'âge peut être du soit à un retard de croissance, soit à une maigreur ou même à une coïncidence des deux chez le même enfant. Cet indice peut varier selon la saison.

Graphique 40: Accès des ménages à l'eau potable au niveau des régions



Source : ENSAN 2013

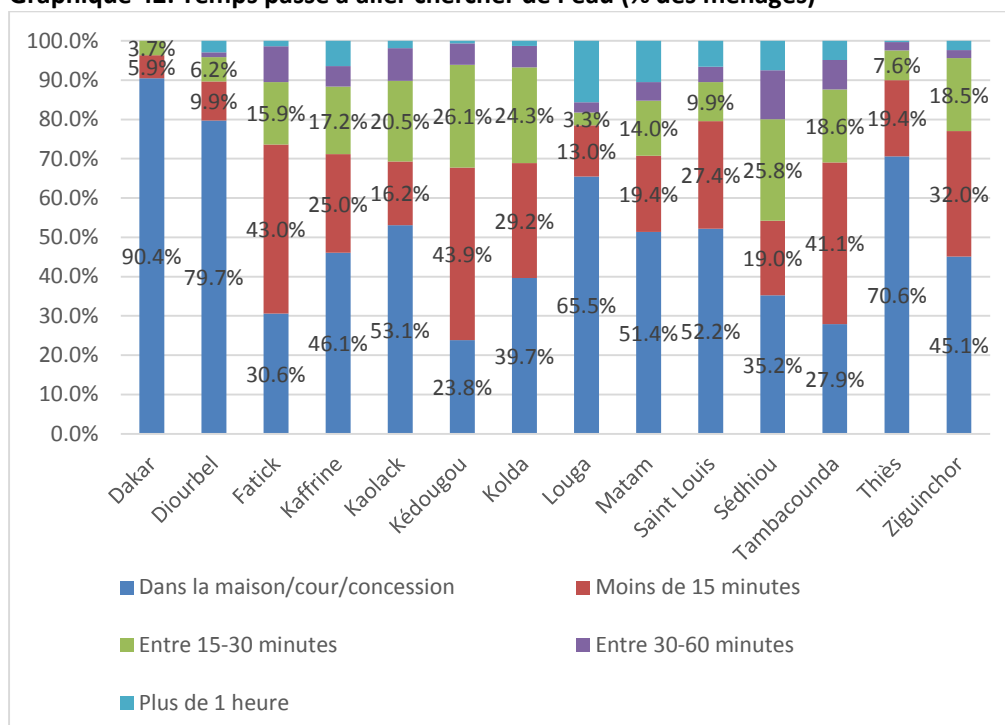
Graphique 41: Source d'eau des ménages au niveau des régions



Source : ENSAN 2013

Plus de 66 pour cent des ménages n'ont pas besoin de se déplacer pour se ravitailler en eau. Environ 29 pour cent sont entre 0 et 30 minutes de la source d'eau la plus proche. Environ 3 pour cent sont à plus de 30 minutes et 3 pour cent sont à plus d'une heure.

Graphique 42: Temps passé à aller chercher de l'eau (% des ménages)



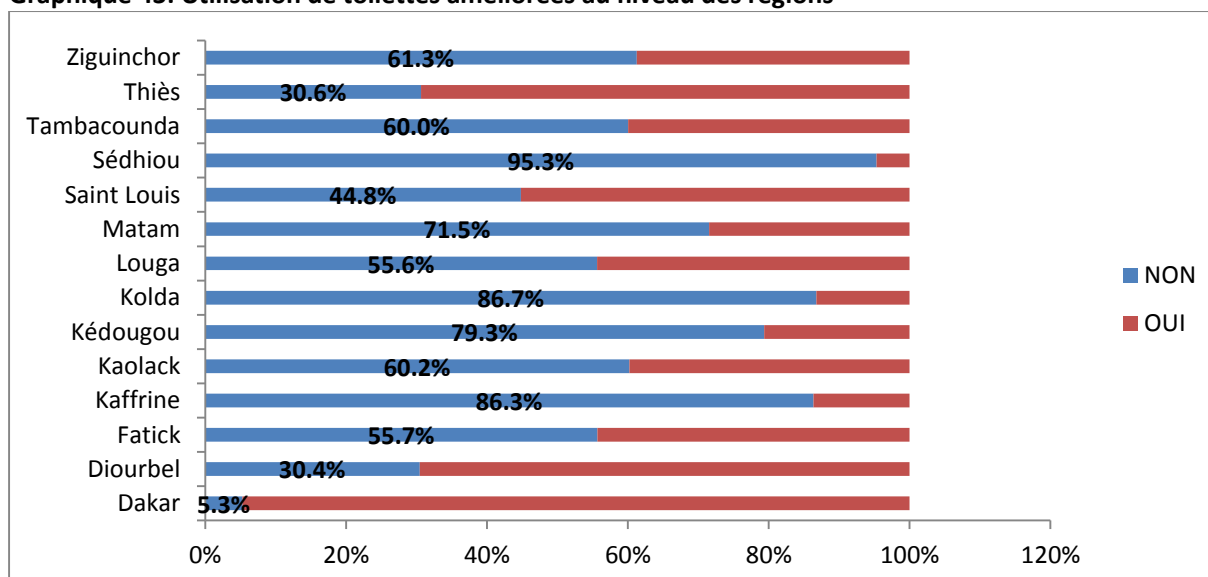
Source : ENSAN 2013

Assainissement

Dans les zones urbaines, 84,1 pour cent des ménages ont accès à des toilettes améliorées, contre seulement 38,6 pour cent dans les zones rurales.

Dans les régions de Sédhiou, 95,3 pour cent des ménages n'ont pas accès à des toilettes améliorées. La proportion est très élevée dans les régions de Kolda (86,7%), Kaffrine (86,3%), Kédougou (79,3%), Matam (71,5%), Ziguinchor (61,3%) et Tambacounda (60%).

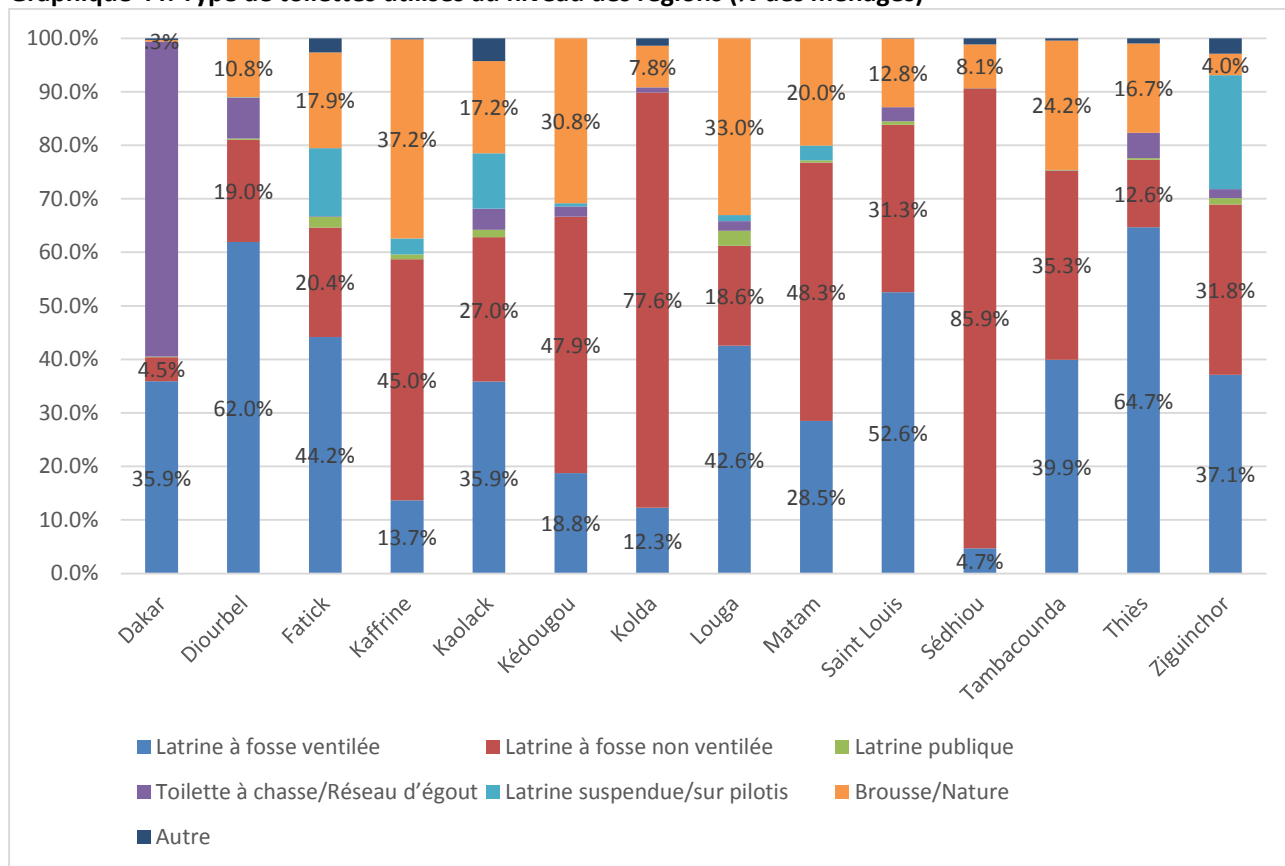
Graphique 43: Utilisation de toilettes améliorées au niveau des régions



Source : ENSAN 2013

Dans les régions de Sédhiou, Kolda et Kédougou, une proportion importante de ménages utilise des latrines à fosse non ventilée.

Graphique 44: Type de toilettes utilisés au niveau des régions (% des ménages)



Source : ENSAN 2013

10. Profil du Sénégal: sécurité alimentaire, pauvreté et nutrition

Profil du Sénégal : Sécurité Alimentaire, Pauvreté, et Nutrition (1/2)		Score synthétique de la sécurité alimentaire				Consommation alimentaire	Vulnérabilité économique			
		Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire limite	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère	% de ménages avec une consommation alimentaire pauvre/limite (SCA 0 - 35)	% de ménages avec de dépenses alimentaires ÉLEVÉE (65-75%)	% de ménages avec de dépenses alimentaires TRÈS ÉLEVÉE (>75%)	% de la population en dessous du seuil de la pauvreté 2009	
Total (Sénégal)		42%	42%	14%	2%	19%	9%	7%	46.7%	
Région	Dakar	52%	41%	7%	0%	9%	3%	2%	26.1%	
	Diourbel	54%	34%	12%	0%	15%	7%	7%	47.8%	
	Fatick	29%	57%	11%	2%	14%	14%	9%	67.8%	
	Kaffrine	39%	51%	9%	1%	11%	14%	9%	63.8%	
	Kaolack	44%	48%	7%	1%	9%	14%	6%	61.7%	
	Kédougou	25%	42%	29%	4%	42%	16%	27%	71.3%	
	Kolda	18%	40%	33%	9%	45%	19%	23%	76.6%	
	Louga	26%	59%	14%	1%	12%	10%	8%	26.8%	
	Matam	13%	49%	35%	3%	47%	13%	7%	45.2%	
	Saint Louis	47%	43%	9%	1%	15%	10%	7%	39.5%	
	Sédhiou	13%	29%	48%	10%	63%	18%	12%	68.3%	
	Tambacounda	19%	59%	18%	4%	23%	25%	27%	62.5%	
	Thiès	68%	28%	4%	1%	7%	7%	4%	41.3%	
Ziguinchor	16%	45%	38%	1%	68%	13%	8%	66.8%		
Type de localité	Urbain	34%	45%	19%	3%	21%	13%	11%	41.2%	
	Rural	52%	39%	8%	0%	9%	5%	3%	57.3%	
Groupe de moyen de subsistance	Agriculture vivrière/Maraîchage	24%	48%	24%	4%	31%	16%	15%	-	
	Agriculture de rente	20%	57%	20%	2%	27%	14%	10%	-	
	Élevage	23%	50%	23%	3%	24%	19%	17%	-	
	Pêche	48%	41%	9%	2%	13%	8%	6%	-	
	Commerce/Salarié informel	49%	43%	9%	0%	12%	5%	5%	-	
	Commerce formel	60%	38%	2%	0%	7%	6%	4%	-	
	Commerce de produits agricole/Pêche/Élevage	44%	39%	17%	0%	21%	15%	2%	-	
	Travail journalier/Service informel	42%	40%	17%	1%	22%	8%	7%	-	
	Travail spécialisé	48%	43%	9%	0%	12%	7%	3%	-	
	Artisanat	49%	41%	10%	0%	10%	7%	3%	-	
	Salarié/Service formel	65%	33%	2%	0%	7%	3%	1%	-	
	Retraité/Pension	59%	35%	6%	0%	9%	4%	1%	-	
	Transfert d'argent	51%	36%	13%	0%	23%	6%	3%	-	
Aide/Don/Mendicité	18%	44%	26%	12%	45%	11%	13%	-		
Autre	46%	38%	16%	1%	22%	9%	6%	-		
Quintiles de l'Indice de richesse	Les plus pauvres	10%	41%	42%	7%	52%	22%	23%	-	
	Pauvres	17%	51%	29%	4%	35%	18%	18%	-	
	Moyens	31%	53%	15%	1%	22%	14%	8%	-	
	Riches	43%	46%	10%	0%	16%	7%	4%	-	
	Les plus riches	64%	33%	3%	0%	6%	3%	1%	-	
Sexe du chef ménage	Homme chef de ménage	42%	42%	14%	2%	20%	10%	8%	-	
	Femme chef de ménage	45%	43%	11%	1%	15%	7%	5%	-	
Source :		ENSAN 2013				ENSAN 2013	ENSAN 2013		ESPS 2011	

Profil du Sénégal : Sécurité Alimentaire, Pauvreté, et Nutrition (2/2)		Utilisation de stratégies d'adaptation au cours des 30 derniers jours		
		% de ménages qui ont utilisés des stratégies de stress	% de ménages qui ont utilisés des stratégies de crise	% de ménages qui ont utilisés des stratégies d'urgence
Total (Sénégal)		26%	27%	8%
Région	Dakar	20%	35%	2%
	Diourbel	21%	21%	7%
	Fatick	24%	39%	15%
	Kaffrine	43%	21%	5%
	Kaolack	27%	23%	9%
	Kédougou	24%	14%	4%
	Kolda	26%	38%	12%
	Louga	26%	20%	39%
	Matam	29%	32%	22%
	Saint Louis	33%	21%	8%
	Sédhiou	14%	52%	16%
	Tambacounda	28%	35%	6%
	Thiès	25%	15%	1%
	Ziguinchor	51%	8%	2%
Type de localité	Urbain	25%	26%	12%
	Rural	26%	28%	3%
Groupe de moyen de subsistance	Agriculture vivrière/Maraîchage	27%	30%	16%
	Agriculture de rente	26%	38%	13%
	Élevage	28%	18%	29%
	Pêche	39%	25%	3%
	Commerce/Salarié informel	24%	33%	3%
	Commerce formel	14%	24%	2%
	Commerce de produits agricole/Pêche/Élevage	27%	26%	6%
	Travail journalier/Service informel	29%	30%	5%
	Travail spécialisé	25%	28%	5%
	Artisanat	38%	30%	6%
	Salarié/Service formel	23%	20%	1%
	Retraité/Pension	17%	26%	1%
	Transfert d'argent	22%	20%	7%
	Aide/Don/Mendicité	28%	32%	18%
Autre	34%	22%	4%	
Quintiles de l'Indice de richesse	Les plus pauvres	29%	34%	16%
	Pauvres	28%	35%	15%
	Moyens	32%	26%	12%
	Riches	31%	27%	7%
	Les plus riches	18%	24%	2%
Sexe du chef ménage	Homme chef de ménage	25%	26%	8%
	Femme chef de ménage	28%	31%	6%
Source :		ENSAN 2013		

11. Recommandations

Ces recommandations sont un résumé des recommandations faites lors de l'ENSAN 2013.

Sécurité alimentaire et production agricole

La proportion d'actifs en milieu rural tirant l'essentiel de leurs revenus de l'agriculture est très importante. Par conséquent un accroissement significatif de la productivité du travail agricole va se traduire par une nette amélioration de la sécurité alimentaire tout en renforçant la résilience des communautés ciblées.

Les options de réponses et recommandations suivantes sont proposées.

- Distributions ciblées de vivres et transferts monétaires (C&V aux ménages en insécurité alimentaire et pauvres, et les groupes vulnérables des populations rurales pendant la période de la soudure) ;
- Mise en œuvre des projets pour l'atténuation des risques et désastres dans les régions affectées par les chocs (inondations) et Renforcement et augmentation des projets FFA pour la construction et la réhabilitation des infrastructures de bases, et la création des actifs communautaires pour augmenter la capacité de résilience aux chocs ;
- Mise en place et renforcement des banques céréalières villageoises (BCV) permettent d'atténuer les effets négatifs de la saisonnalité et les baisses conjoncturelles de la production agricole. Le renforcement du maillage en BCV du territoire avec l'appui des partenaires est souhaité.
- Fourniture des semences de variétés améliorées pour la campagne agricole;
- Assistance en matériels et outils agricoles ou le renouvellement du matériel agricole des producteurs avec l'introduction d'outils de production beaucoup plus performants ;
- La formation et/ou l'information du producteur pour qu'il puisse adopter des techniques de production innovantes afin de booster l'agriculture ;
- Le renforcement des investissements contribuant à la maîtrise de l'eau pour rehausser la proportion des terres agricoles irriguées. Le caractère très fluctuant de la pluviométrie ne rime pas avec un accroissement soutenu des rendements agricoles ;
- Une meilleure articulation entre la production et la transformation des produits agricoles ;
- Une mise en relation entre les organisations des producteurs d'une part et les institutions financières de crédits, les commerçants et les transformateurs d'autre part.

Domaine d'élevage

L'élevage est un des leviers des ménages ruraux pour accéder aux denrées de première nécessité aussi bien pour les éleveurs que pour les agro-pasteurs. Ces derniers investissent sur quelques têtes de bétail chaque fois qu'ils ont assez de liquidités pour faire face aux années de mauvaises productions agricoles. Les défis à relever pour une plus grande productivité des sujets sont : l'amélioration de l'alimentation animale, la disponibilité d'eau dans certaines zones de pâturages et l'amélioration génétique des sujets.

Par ailleurs, le développement des espèces à cycle court (comme la volaille) peut rehausser le niveau des revenus des ménages et l'apport en protéines animales avec des investissements relativement à la portée des producteurs dans les campagnes et à la périphérie des centres urbains.

Eau, Santé et Nutrition

Voir l'ENSAN 2013 pour une liste détaillée des recommandations.

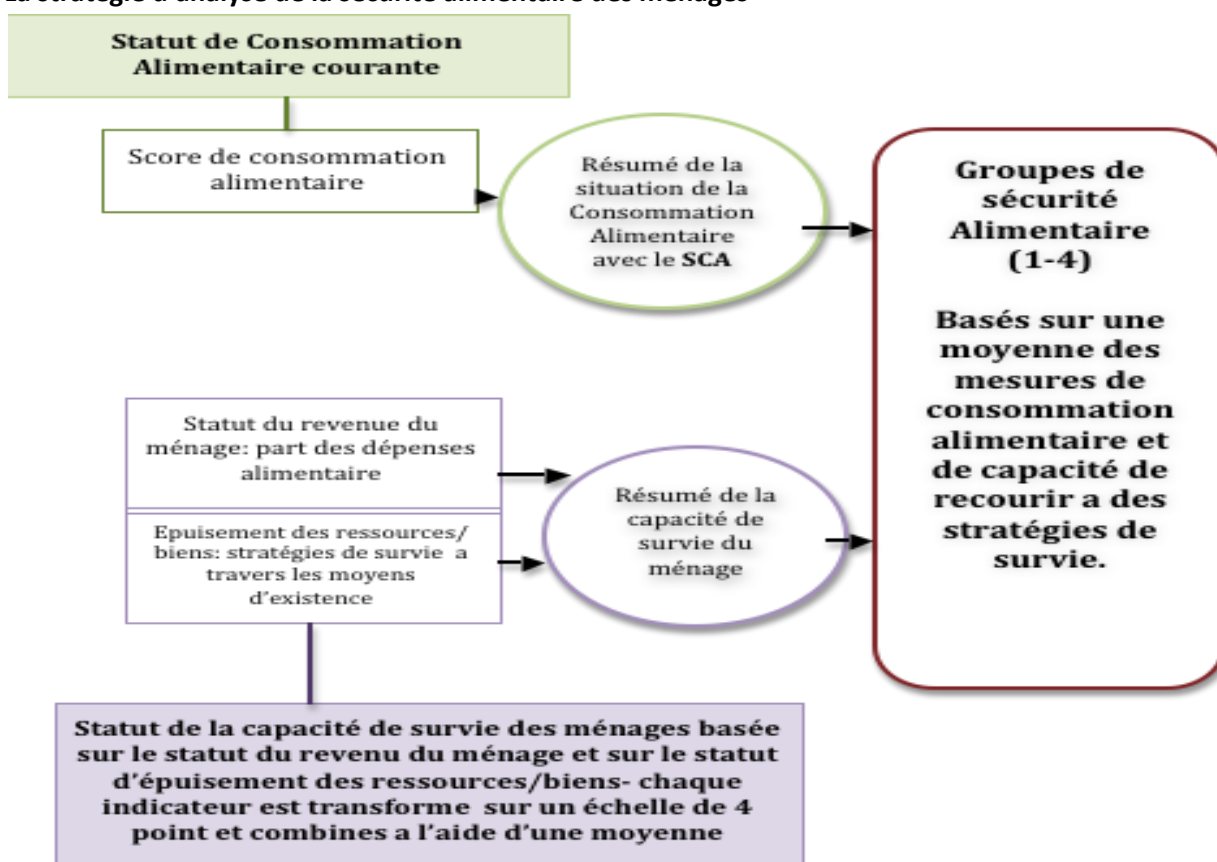
Résumé des principales recommandations :

- Poursuivre le renforcement de capacité des structures sanitaires et communautaires pour la prévention, le dépistage et la prise en charge précoce de la malnutrition aiguë chez les enfants de 6-59 mois ;
- Elargir la couverture du PRN à toutes les communautés rurales pour renforcer la prévention de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans ;
- Renforcer la communication autour de la prévention et de la prise en charge des infections chez les enfants de moins de 5 ans ;
- Implanter un dispositif d'appui aux populations vulnérables notamment durant la période de soudure ;
- Supplémentation généralisée intermittente en fer des enfants de moins de cinq ans ;
- Renforcement des centres nutritionnels supplémentaires (CNS), centres nutritionnels thérapeutiques (CNT), pour la surveillance, la prise en charge et la prévention de la malnutrition ;
- Formation/éducation/sensibilisation des communautés en matière d'hygiène, de nutrition et d'alimentation ;
- Réhabilitation des forages existants et non fonctionnels et augmentation du nombre des points d'eau pour un meilleur accès à l'eau potable par la population.
- Poursuivre la dynamique en cours sur la prise en charge de la malnutrition aiguë dans les régions périphériques (Matam, Tambacounda, Kaffrine),
- Renforcer le volet préventif et promotionnel au niveau des zones à situation nutritionnelle précaire.

Annexe 1 - méthodologie

La classification du niveau d'insécurité alimentaire des ménages est basée sur un algorithme qui affecte chaque ménage dans un groupe de sécurité alimentaire. La figure suivante est développée et adaptée à partir du model développé par Diego Rose⁴⁴ pour une approche basée sur le ménage. L'algorithme utilise une combinaison de quelques indicateurs des enquêtes ménage de VAM pour créer une classification des ménages. Il est basé sur le principe que la classification de l'insécurité alimentaire des ménages du PAM devrait être basée sur la consommation courante des membres du ménage et sur la capacité des ménages faire face aux chocs, à recourir et utiliser des stratégies de survie. La capacité à recourir à des stratégies de survie est basées sur le statut du revenu courant et de l'épuisement des biens/ ressources du ménage. Tous les indicateurs utilisés dans l'algorithme ont été convertis à une échelle de 4 niveaux avant d'être combinés avec les autres indicateurs.

La stratégie d'analyse de la sécurité alimentaire des ménages



⁴⁴Diego, R. Assessing Food Security at WFP: Towards a Unified Approach, 2012

Annexe 2 - Coefficients de corrélation des marchés pour le prix du riz importé au détail, 2007 - 2013

		post - récolte (novembre, décembre, janvier et février)												
		diaobe	gouille mbeuth	kaffrine	kaolack	mbar	ourosso gui	passy	porokha ne	st.louis	st.maur	Tambac ounda	touba	toubatou l
soudure (juin, juillet et août)	diaobe	1	,756*	,599*	,852*	,757*	,845**	,651*	,779**	,796*	,850*	,804**	,898*	,912**
	gouille mbeuth	,653*	1	-,066	,771*	,613*	,792**	,671*	,642**	,744*	,708*	,829**	,864*	,901**
	kaffrine	,623*	,675*	1	,572	,255	,719*	,062	,654*	-,476	,913*	,645*	,375	,489
	kaolack	,751*	,804**	,333	1	,896*	,956**	,833*	,900**	,880*	,939*	,884**	,933*	,859**
	mbar	-,411	,377	,327	,280	1	,927**	,987*	,824**	,912*	,920*	,884**	,931*	,814**
	ourosso gui	,834*	,848**	,733**	,912**	,196	1	,894*	,914**	,909*	,945*	,921**	,940*	,882**
	passy	,607*	,427	,307	,768**	,386	,679**	1	,616**	,927*	,863*	,890**	,901*	,813**
	porokha ne	,839*	,791**	,432	,749**	-,173	,800**	,635*	1	,731*	,914*	,792**	,867*	,804**
	st.louis	,477*	,685**	,654*	,565**	,215	,656**	,045	,489*	1	,912*	,921**	,878*	,905**
	st.maur	,758*	,843**	,615*	,924**	,299	,941**	,662**	,773**	,721**	1	,952**	,935*	,863**
	tambac ounda	,622*	,654**	-,159	,633**	-,200	,725**	,037	,530*	,581**	,791**	1	,940*	,856**
	touba	,737*	,766**	,274	,858**	,604*	,896**	,809**	,695**	,478*	,861**	,518*	1	,891**
	toubato ul	,648*	,806**	,697*	,859**	,559*	,933**	,737**	,685**	,625**	,903**	,559**	,926*	1

Source: SIM/CSA, WFP

Annexe 3 - Coefficients de corrélation pour le prix du mil au détail, 2007 - 2013

		post-récolte (novembre, décembre, janvier et février)											
		diaobe	Gouille m beuth	kaffrine	kaolack	mpal	Oouosso gui	passy	st.louis	st.maur	Tamba counda	touba	Touba toul
soudure (juin, juillet et août)	diaobe	1	,760**	,805**	,731**	,780*	,469*	,740**	,798**	,550**	,734**	,716**	,663**
	gouillebeuth	,908**	1	,901**	,887**	,883*	,658**	,853**	,893**	,807**	,741**	,753**	,834**
	kaffrine	,849**	,936**	1	,895**	,923*	,817**	0,55	,945**	,678*	,843**	,654*	,811**
	kaolack	,905**	,923**	,969**	1	,860*	,685**	,694**	,830**	,650**	,649**	,802**	,883**
	mpal	,554**	,545*	,489	,433*	1	,715**	,580**	,976**	,642**	,849**	,639**	,755**
	ourossogui	,674**	,809**	,792**	,728**	,372	1	0,46	,628**	,531**	,683**	,589**	,711**
	passy	,895**	,925**	,877**	,889**	,400	,763**	1	,730**	,680**	,570**	,804**	,755**
	st.louis	,562**	,547*	,515	,467*	,986**	,403	,404	1	,716**	,777**	,867**	,847**
	st.maur	,742**	,839**	,816**	,777**	,667**	,708**	,725**	,675**	1	,557**	,554**	,640**
	tambacounda	,733**	,777**	,685*	,738**	,406	,745**	,722**	,420	,470*	1	,489*	,607**
	touba	,794**	,834**	,858**	,891**	,224	,784**	,899**	,239	,653**	,758**	1	,904**
	toubatoul	,818**	,894**	,902**	,834**	,463*	,870**	,834**	,478*	,905**	,640**	,799**	1

** . La corrélation est significative au niveau 0.01 (bilatéral).

* . La corrélation est significative au niveau 0.05 (bilatéral).

Source: SIM/CSA, WFP

Annexe 4 - Utilisation des stratégies de survie pendant les sept jours précédents l'enquête, selon les régions

	Consommer des aliments moins préférés car moins coûteux	Emprunter des aliments ou compter sur l'aide d'amis, voisins ou parents	Réduire la quantité de nourriture lors de la préparation des repas	Réduire la consommation des adultes/mères au profit des enfants	Réduire le nombre de repas journaliers	Passer des journées sans manger	Envoyer les membres du ménage manger ailleurs/chez les voisins
Total	43%	29%	30%	17%	22%	5%	4%
Rural	47%	34%	28%	19%	19%	5%	4%
Urbain	39%	24%	31%	15%	26%	6%	4%
Dakar	41%	24%	36%	17%	32%	7%	4%
Diourbel	29%	28%	13%	8%	10%	3%	2%
Fatick	63%	38%	28%	15%	12%	2%	2%
Kaffrine	56%	46%	22%	18%	18%	5%	2%
Kaolack	32%	22%	13%	15%	10%	2%	4%
Kédougou	43%	18%	16%	5%	6%	3%	4%
Kolda	66%	49%	55%	39%	35%	21%	7%
Louga	41%	42%	27%	19%	16%	4%	7%
Matam	46%	31%	46%	24%	21%	4%	6%
Saint Louis	30%	24%	24%	9%	10%	2%	0%
Sédhiou	85%	48%	65%	47%	37%	9%	11%
Tambacounda	61%	36%	24%	13%	23%	6%	4%
Thiès	27%	22%	19%	11%	12%	4%	2%
Ziguinchor	72%	32%	47%	27%	43%	5%	4%



vam
food security analysis